



Ministère de  
l'Environnement

# **MARCHE À SUIVRE POUR OBTENIR UN CERTIFICAT D'AUTORISATION OUVRAGES D'EAU ET D'ÉGOUT MUNICIPAUX ET PRIVÉS**

**ARTICLES 52 ET 53**  
***LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L'ONTARIO***  
**L.R.O. 1990**

**AOÛT 2000**

PIBS: 4063f

## **À NOTER :**

Le « Guide d'obtention d'un certificat d'autorisation – Ouvrages d'eau et d'égout municipaux et privés » (publication no 4063) est en voie d'être modifié de manière à tenir compte des exigences de la Loi de 2002 sur la salubrité de l'eau potable. Ce guide ne doit donc servir de référence que pour remplir les formulaires. À l'avenir, le ministère de l'Environnement exigera que toutes les demandes soient présentées au moyen des formulaires et des guides révisés. Ces documents seront versés sous peu au site du ministère [www.ene.gov.on.ca](http://www.ene.gov.on.ca) (dans la rubrique « Publications »). On peut aussi contacter la Direction des évaluations et des autorisations environnementales au 1-800-461-6290 ou au 416-314-8001.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	iii
OBJET .....	iv
CONTEXTE .....	iv

### Partie I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Qui doit présenter la demande ? .....	1
1.1 Ouvrages d'eau ou d'égout collectifs appartenant à une municipalité .....	1
2. Quand faut-il présenter la demande ? .....	1
3. Où doit-on envoyer la demande ? .....	2
3.1 Programme de transfert des examens .....	2
3.2 Demandes présentées au ministère .....	3
4. Processus d'approbation .....	3
4.1 Consultation préparatoire .....	3
4.2 Dépouillement des demandes .....	5
4.3 Examen technique .....	7
4.3 Délivrance du certificat d'autorisation .....	8
4.5 Accord donné sous réserve de l'approbation des plans et devis .....	10
5. Notification du public et divulgation des renseignements .....	10
6. Faux renseignements .....	11
7. Renseignements et aide pour présenter une demande d'approbation .....	11

### Partie II : DIRECTIVES POUR REMPLIR LE FORMULAIRE

Section 1 Renseignements sur le client .....	12
Section 2 Adresse du client .....	15
Section 3 Adresse postale du client .....	16
Section 4 Renseignements sur le lieu .....	17
Section 5 Personne-ressource (renseignements techniques) .....	21
Section 6 Renseignements sur le projet .....	22
Section 7 Autres approbations et permis .....	24
Section 8 Consultation et notification du public .....	25
Section 9 Exigences de la <i>Charte des droits environnementaux</i> .....	25
Section 10 Exigences de la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> .....	27
Section 11 Liste des renseignements à l'appui .....	29
Section 12 Frais d'autorisation .....	30
Section 13 Déclaration du client .....	31
Section 14 Déclaration de la municipalité .....	32

### Partie III : RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS

1. ÉTUDES DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT .....	34
1.1 Effets sur l'environnement : ouvrages d'épuration des eaux d'égout .....	34
1.2 Effets sur l'environnement : ouvrages de traitement de l'eau .....	36

2. LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA CONCEPTION DES OUVRAGES ET AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE .....	37
3. DOCUMENTS REQUIS .....	38
3.1 Renseignements relatifs aux ouvrages d'égout .....	39
3.1.1 Ouvrages d'égout - Rapport technique préliminaire .....	39
3.1.2 Ouvrages d'égout - Énoncé de projet .....	42
3.1.3 Ouvrages d'égout - Plans définitifs .....	49
3.1.4 Ouvrages d'égout - Devis descriptifs .....	52
3.2 Renseignements relatifs aux ouvrages d'eau .....	53
3.2.1 Ouvrages d'eau - Rapport technique préliminaire .....	53
3.2.2 Ouvrages d'eau - Énoncé de projet .....	56
3.2.3 Ouvrages d'eau - Plans définitifs .....	59
3.2.4 Ouvrages d'eau - Devis descriptifs .....	62
4. Description détaillée des ouvrages proposés .....	63

ANNEXE A :	Approbations requises : survol des lois et règlements
ANNEXE B :	Survol des lignes directrices en matière d'environnement
ANNEXE C :	Municipalités participant actuellement au Programme de transfert des examens
ANNEXE D :	Bureaux régionaux, de district et de secteur du ministère
ANNEXE E :	Relevé des coûts associés aux demandes d'approbation (ouvrages d'eau)
ANNEXE F :	Relevé des coûts associés aux demandes d'approbation (ouvrages d'égout)

## AVANT-PROPOS

Toutes les entreprises nécessitant une approbation aux termes d'une loi ou d'un règlement que fait observer le ministère de l'Environnement doivent être menées conformément à cette loi et aux règlements y afférents, ainsi qu'aux lignes directrices que le ministère a élaborées pour assurer l'uniformité, partout en Ontario, des mesures qui sont prises pour protéger l'environnement. Le ministère révise régulièrement ses lignes directrices lorsque les normes environnementales sont harmonisées à de nouveaux critères de protection des milieux naturels. Quand les critères changent, peuvent également changer les renseignements que les promoteurs doivent donner au ministère pour lui montrer qu'ils observent les lois et règlements. **Par conséquent, le ministère entend actualiser régulièrement le présent document en fonction des critères les plus récents.**

**Le ministère s'est donné beaucoup de peine pour garantir l'exactitude de l'information que renferme le présent guide. Cela dit, l'information ne peut être prise pour des conseils juridiques.** Par conséquent, quiconque aurait des questions au sujet des points de droit mentionnés dans le présent document devrait consulter un conseiller juridique.

Pour savoir s'il existe une nouvelle édition du guide, prière de s'adresser à la :

Direction des évaluations et des autorisations environnementales  
2, avenue St. Clair Ouest  
Étage 12A  
Toronto (Ontario) M4V 1L5

Téléphone : (416) 314-8001 ou 1-800-461-6290 (sans frais)  
Télécopieur : (416) 314-8452

## **OBJET**

Le ministère de l'Environnement a rédigé le présent document à l'intention des personnes qui désirent faire approuver des ouvrages d'eau et d'égout privés (autres que des ouvrages d'égout industriels) conformément aux articles 52 et 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, L.R.O. 1990, chapitre O-40. Ces personnes trouveront dans le document de l'information sur le processus d'approbation en général. Elles y trouveront aussi les divers renseignements généraux et techniques qu'elles doivent fournir au ministère quand elles présentent leur demande.

## **CONTEXTE**

Le ministère de l'Environnement a pour mission de protéger les milieux naturels, de les remettre en état quand ils sont dégradés et de conserver les ressources pour que puissent en jouir les populations d'aujourd'hui et de demain.

La mission du ministère est sanctionnée par la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, la *Loi sur la protection de l'environnement*, la *Loi sur les pesticides*, la *Loi sur les évaluations environnementales*, la *Charte des droits environnementaux*, la *Loi sur l'amélioration des services* et les nombreux règlements pris en application de ces lois.

Ces lois et règlements établissent les pouvoirs et les devoirs du ministère, les prescriptions légales que doivent observer les personnes désirant faire approuver un projet, les obligations incombant aux propriétaires d'installations et d'appareils en ce qui concerne les effets que ceux-ci peuvent avoir sur la santé publique et l'environnement, et les droits dont jouit la population de l'Ontario relativement à l'approbation de ces installations et appareils. Conformément aux droits et devoirs que prescrit la législation de l'environnement, il est obligatoire d'obtenir un certificat d'autorisation ou un permis pour mettre à exécution des entreprises susceptibles de nuire à la santé publique ou à l'environnement. De même, la population ontarienne a le droit d'être mise au courant de telles entreprises et d'exprimer ses points de vue à leur égard.

L'obligation d'obtenir un certificat d'autorisation pour exploiter des ouvrages d'eau et d'égout est prescrite aux articles 52 et 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* (LREO), L.R.O. 1990, chap. O.40 (anciennement les articles 23 et 24 de la LREO, L.R.O. 1980), ainsi qu'ils sont modifiés par les articles 24 et 25 de la *Loi sur l'amélioration des services*, L.R.O. 1997.

Le Règlement 525/98 sur l'exemption d'approbation, pris en application de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, dispense certains petits ouvrages d'eau et d'égout de l'obligation d'obtenir une approbation. Ces ouvrages comprennent les installations de conduites d'eau et de conduites reliées à un réseau d'égouts et leurs accessoires, et les conduites d'eau et d'égout de remplacement de même dimension et de même capacité (autres que les égouts unitaires), ainsi que les ouvrages de gestion des eaux pluviales conçus pour recueillir les eaux pluviales d'une seule parcelle de terrain (sauf les terrains industriels) et les évacuer dans un égout pluvial (non relié à un égout unitaire).

Le Règlement .../00 sur la protection de l'eau potable, pris en application de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, prescrit des normes de qualité de l'eau liées à la santé (concentrations maximales admissibles et CMA provisoires), les règles associées au traitement minimal de l'eau destinée à la population, et les règles associées à la production de rapports sur le rendement des installations de traitement de l'eau.

La *Charte ontarienne des droits environnementaux* établit les droits et le processus par lesquels la population peut participer aux décisions importantes du point de vue de l'environnement que prend le gouvernement. La *Charte* est conçue pour que le gouvernement soit comptable de ses décisions envers la population.

Conformément aux modifications apportées à la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et à la *Loi sur la protection de l'environnement* par la promulgation de la *Loi sur l'amélioration des services*, sont désormais régies par la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* la construction et l'exploitation d'installations collectives ou de grandes installations distinctes (plus de 10 000 litres par jour) de collecte et d'épuration des eaux d'égout par évacuation souterraine des effluents (une grande fosse septique associée à un vaste lit de filtration) qui avaient été approuvées aux termes de la partie VIII de la *Loi sur la protection de l'environnement* par les services locaux de la santé et les bureaux de district du ministère.

Lorsqu'il traite des demandes d'approbation, et pour toute autre chose qu'il entreprend, le personnel du ministère prend pour guide les lignes directrices que le ministère a élaborées pour garantir que ses actions et ses décisions concordent avec sa mission et pour communiquer au public les raisons qui ont motivé ses actions et décisions.

Afin de clarifier les règles à observer pour faire approuver des ouvrages d'eau ou d'égout, nous avons noté, dans l'annexe A, les principaux éléments de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et des autres lois que fait observer le ministère se rapportant aux approbations requises conformément aux articles 52 et 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*. On trouvera en outre, à l'annexe B, un sommaire des lignes directrices et des processus du ministère.

C'est toutefois aux promoteurs qu'il incombe de bien comprendre les prescriptions imposées par la *LREO* et d'autres lois et règlements applicables. Les promoteurs devraient donc se reporter aux lois et aux règlements y afférents. De même, pour bien comprendre les lignes directrices du ministère, ils feraient bien de consulter le manuel des lignes directrices.

On peut obtenir par la poste un exemplaire des lois ontariennes, dont la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, en communiquant avec Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8. On peut aussi se rendre en personne à la librairie de Publications Ontario, au 880, rue Bay, Toronto (Ontario) M7A 1N3, ou passer une commande par téléphone en composant (sans frais) le 1-800-668-9938. On peut aussi les obtenir par le biais du site web du gouvernement de l'Ontario ([www.ene.gov.on.ca](http://www.ene.gov.on.ca)).

On peut se procurer le manuel des lignes directrices du ministère de l'Environnement, ainsi que des renseignements sur la Charte des droits environnementaux et le registre environnemental, en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement, 135, avenue St. Clair Ouest, rez-de-chaussée, Toronto (Ontario) M4V 1P5. On peut aussi appeler au (416) 325-4000 ou au 1-800-565-4923 (sans frais), ou consulter le site web du ministère ([www.ene.gov.on.ca](http://www.ene.gov.on.ca)).

Soulignons qu'il est parfois obligatoire d'obtenir une approbation ou un permis d'un autre ministère que le ministère de l'Environnement, voire du gouvernement fédéral ou d'une municipalité. **Il importe de souligner qu'une approbation obtenue en vertu d'une loi ne supprime pas l'obligation d'obtenir toute autre approbation requise conformément à d'autres lois ou à d'autres dispositions d'une même loi.**

# PARTIE I : RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

## 1. Qui doit présenter la demande?

Le propriétaire en droit des ouvrages d'eau ou d'égout doit présenter la demande. Si le propriétaire est une entité autre qu'un particulier ou un propriétaire unique (p. ex., s'il s'agit d'une société), seule peut signer la demande une personne que le propriétaire a autorisée à signer de tels documents. Si le propriétaire est une société, le signataire doit être un dirigeant mentionné dans les documents de constitution en société. Si la personne qui signe la demande n'est pas un cadre dirigeant de la société, la demande doit être remise avec une lettre portant la signature d'un cadre dirigeant de la société, qui reconnaît à cette personne le rôle de fondé de signature.

### 1.1 Ouvrages d'eau ou d'égout collectifs appartenant à une municipalité

Conformément à la marche à suivre D-5-2 (*Application of Municipal Responsibility for Communal Water and Sewage Services*), le ministère exige que la municipalité soit le propriétaire des ouvrages proposés et qu'elle soit responsable de l'exploitation et de l'entretien de ces ouvrages, qu'il s'agisse de nouveaux ouvrages collectifs ou d'ouvrages collectifs privés que la municipalité désire moderniser, agrandir, etc. Dans la marche à suivre D-5-2, les ouvrages d'eau ou d'égout collectifs sont définis comme suit : ouvrages associés à plus de cinq (5) unités résidentielles, occupées à temps plein ou à temps partiel, à plus de cinq (5) unités occupées par une entreprise industrielle ou commerciale, ou à une autre entité établie par le ministère. Lorsqu'une municipalité ne peut exercer des droits de propriété sur des ouvrages collectifs, la question doit être discutée avec le bureau de district du ministère et être résolue avant que la demande d'approbation soit présentée. (Pour plus de précisions à ce sujet, voir, à l'annexe B, un sommaire des lignes directrices D-5 et F-15.)

## 2. Quand faut-il présenter la demande?

Il faut généralement présenter la demande au moins entre six et huit semaines avant le début des travaux, qu'il s'agisse de la construction de nouveaux ouvrages ou de la modification d'ouvrages qui existent déjà.

Il faut toutefois prévoir plus de temps si la demande est très complexe, ou si le ministère estime nécessaire d'obtenir de plus amples renseignements pour traiter comme il faut la demande, ou si le projet doit faire l'objet d'une consultation populaire ou d'une audience, ou encore si la demande est présentée pendant la haute saison des mises en chantier.

Pour ne pas prolonger inutilement le traitement de leur demande ni retarder les travaux de construction, les clients devraient se familiariser avec le processus d'approbation, savoir quels sont les documents et les renseignements qu'ils doivent remettre au ministère, et programmer leurs travaux en conséquence. Il se peut, dans certains cas, que la date soit dictée par une ordonnance, les modalités d'une approbation antérieure ou d'un règlement pris par le ministère.

## 3. Où doit-on envoyer la demande?

Il faut remettre la demande, ainsi que les documents requis et les droits exigibles, au directeur de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement). Il y a parfois, cependant, deux façons de présenter une demande.

Les demandes relatives à l'approbation d'ouvrages peu complexes, risquant peu d'avoir une incidence sur l'environnement ou la santé de la population, et devant être construits dans une municipalité désignée, peuvent être présentées à la municipalité, conformément au Programme de transfert des examens. Les autres demandes doivent être remises au ministère. Les deux façons de présenter une demande sont décrites plus bas.

### **3.1 Programme de transfert des examens**

Le Programme de transfert des examens est un programme par lequel une autorité municipale examine, au nom du ministère, des demandes d'obtention d'un certificat d'autorisation et les documents y afférents. L'autorité municipale remet ensuite les demandes au ministère, lui disant si elle recommande l'approbation ou, sinon, pourquoi elle ne la recommande pas.

Les genres d'ouvrages que l'on peut demander de faire approuver de cette façon varient selon l'entente conclue entre l'autorité municipale et le ministère, mais ils comprennent habituellement les conduites d'eau principales, les postes de pompage auxiliaires, les égouts pluviaux et sanitaires (sauf les nouveaux déversoirs d'eaux pluviales), les postes de pompage d'eaux d'égout (sauf les postes refoulant les eaux d'égout directement dans une usine d'épuration) et, dans certains cas, les installations de gestion des eaux pluviales.

On trouvera à l'annexe C la liste des municipalités qui participent au Programme et les genres d'ouvrages que chacune est autorisée à examiner au nom du ministère. Les clients devraient toutefois communiquer avec le service technique de la municipalité pour confirmer que celle-ci est habilitée à examiner leur demande au nom du ministère.

Les clients qui présentent une demande conformément au Programme de transfert des examens doivent remettre à l'autorité municipale deux (2) copies du formulaire et des documents requis, ainsi que les droits exigibles. Ils doivent aussi remettre au bureau de district du ministère une (1) copie du formulaire et des documents requis.

### **3.2 Demandes présentées au ministère**

Doivent être présentées directement au ministère toutes les demandes qu'il n'est pas possible de faire examiner par une municipalité en vertu du Programme de transfert des examens.

Les clients doivent remettre à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales une (1) copie du formulaire et de tous les documents requis, ainsi que les droits exigibles. Ils doivent aussi remettre une (1) copie du formulaire et des documents

requis au bureau de district du ministère affecté au territoire où se trouveront les ouvrages d'eau ou d'égout. On trouvera à l'annexe D l'adresse des bureaux de district du ministère.

**Nota : En ce qui concerne les demandes relatives à des ouvrages d'égout évacuant les effluents sous terre (appelés anciennement « installations d'égout »), il faut remettre à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales deux (2) exemplaires de l'étude des effets sur l'environnement (une étude des effets sur les eaux souterraines associés à l'« utilisation raisonnable » des ouvrages d'égout et, s'il le faut, une étude de la capacité assimilatrice des eaux de surface voisines, ainsi que les critères de qualité effluents qui sont proposés relativement aux ouvrages). Les clients pourront établir lors de la consultation préparatoire s'ils doivent ou non remettre ces documents et, le cas échéant, la quantité de renseignements qu'ils doivent fournir.**

Les clients doivent aussi annexer à leur demande une lettre (adressée au directeur de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales) indiquant qu'une copie du dossier a été envoyée au bureau de district.

## **4. Processus d'approbation**

Le processus d'approbation comprend généralement trois étapes : consultation préparatoire, traitement de la demande et délivrance du certificat d'autorisation. Le processus est décrit plus bas pour que les clients connaissent bien les tâches à accomplir et établissent correctement leur emploi du temps pour ne pas retarder inutilement le début des travaux.

### **4.1 Consultation préparatoire**

Par consultation préparatoire, il faut entendre la concertation qui a lieu entre les clients, le ministère et peut-être le public avant la présentation de la demande. Cette concertation aide les clients à fixer leurs objectifs environnementaux, dont les prescriptions relatives à la qualité de l'effluent, à déterminer les prescriptions relatives à la caractérisation de la source d'eau brute, à déterminer si les techniques proposées sont acceptables, à connaître les exigences à remplir relativement à l'approbation de leur projet et, enfin, à voir s'ils doivent consulter la population.

**Nota : La consultation préparatoire est obligatoire pour tous les projets ayant trait à la construction d'installations d'égout ou d'épuration d'eaux usées, à l'agrandissement ou au reclassement d'installations, à de grands travaux de modernisation ou de modification d'installations, et à l'emploi de techniques novatrices. Elle est aussi obligatoire pour les projets nécessitant un acte instrumentaire aux termes de la *Charte des droits environnementaux*. Elle est recommandée pour les projets moins complexes, mais d'une assez grande envergure.**

Si la consultation préparatoire est requise ou souhaitable, les clients doivent l'initier en s'adressant au bureau de district du ministère. Celui-ci les orientera s'il le faut vers les bureaux, les directions ou les services du ministère qui pourraient avoir un rôle à jouer.

Les clients doivent être prêts à discuter avec le ministère des divers aspects de leur projet (source d'approvisionnement en eau, techniques de traitement de l'eau, traitement des effluents, épuration des eaux d'égout, évacuation des effluents, qualité prévue des effluents et effet de ceux-ci sur les eaux réceptrices, emplacement des émissaires d'évacuation, prescriptions des lois et règlements, non-divulgation de renseignements personnels, etc.). Le ministère, pour sa part, les aidera à noter les lois, les règlements, les politiques, les objectifs et les lignes directrices qui se rapportent à leur projet. Il leur communiquera aussi les exigences à remplir relativement à la notification et à la consultation du public conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales* et à la *Charte des droits environnementaux*. Le ministère déterminera aussi s'il y a lieu d'effectuer une étude des effets sur les eaux souterraines et de surface, et établira, le cas échéant, la portée de cette étude. En outre, il déterminera s'il faut obtenir un permis de prélèvement d'eau, établira les prescriptions relatives à la caractérisation de la source d'eau et verra si certaines questions particulières doivent être abordées.

Grâce à la consultation préparatoire, les clients connaîtront bien les prescriptions du ministère et pourront ainsi concevoir leurs installations conformément à des critères environnementaux bien précis. Ils sauront aussi s'ils doivent consulter la population (notamment en ce qui concerne la consultation requise conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales*). Ils pourront concevoir leurs ouvrages d'eau ou d'égout conformément aux prescriptions du ministère, donner suite aux préoccupations du public et obtenir les permis requis.

Il se peut aussi que les clients aient à suivre le processus d'évaluation environnementale requis conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales*, à obtenir le permis d'aménagement requis aux termes du paragraphe 24(1) de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara* et à obtenir le permis de prélèvement d'eau requis conformément à l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.

Lorsqu'un client doit faire une étude des effets sur les eaux de surface, il doit faire accepter son rapport par la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère avant de présenter sa demande à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

**Nota : L'étude des effets sur l'environnement de nouvelles installations d'épuration des eaux d'égout dont les eaux résiduelles aboutissent dans des eaux de surface (y compris les eaux résiduelles évacuées directement dans des terres humides), ou d'installations qui augmenteront la quantité d'eaux résiduelles aboutissant dans des eaux de surface (y compris les eaux résiduelles évacuées directement dans des terres humides), ainsi que les critères de qualité des effluents établis d'après l'étude des effets sur l'environnement, sont les paramètres fondamentaux liés à la conception de telles installations. On ne peut pas concevoir correctement des installations d'épuration des eaux d'égout si on ne connaît pas les critères de qualité des eaux résiduaires. C'est pourquoi le ministère n'examine pas de telles demandes à moins que les critères de qualité des effluents n'aient été acceptées par écrit par la Section du soutien technique (il faut annexer à la demande une copie de cette acceptation écrite).**

**En ce qui concerne les installations d'égout susceptibles d'avoir d'autres effets importants sur l'environnement que les effets associés au rejet d'eaux résiduelles dans des eaux de surface (p. ex., épandage d'eaux résiduaires par aspersion, exfiltration ou épandage souterrain, évacuation d'eaux usées par une usine de traitement de l'eau, etc.), il n'est pas obligatoire que l'étude des effets sur l'environnement soit acceptée par la Section du soutien technique. Toutefois, s'il n'y a pas eu de consultation préparatoire, et que la Section du soutien technique informe l'ingénieur chargé d'examiner les demandes qu'elle ne peut revoir l'étude des effets sur l'environnement parce que les données fournies par le client sont lacunaires, la demande sera dite très incomplète, et le client devra présenter une nouvelle demande après avoir effectué cette fois-ci une bonne étude des effets sur l'environnement.**

## 4.2 Dépouillement des demandes

Sitôt reçue par la Direction des évaluations et des autorisations environnementales, la demande est remise à un commis qui vérifie si elle est complète et si les droits exigibles y sont annexés.

Si la demande ne renferme pas tout au moins les droits d'administration (s'il y a lieu), ou si elle est incomplète (voir à ce sujet la partie II du guide), le ministère ne pourra pas l'enregistrer correctement dans le système intégré qu'emploie la Division des opérations (un logiciel de gestion de l'information et de traitement des demandes). Il ne lui sera pas possible, par conséquent, d'enregistrer le paiement du demandeur ni d'imprimer l'accusé de réception. En tel cas, le commis affecté au dépouillement des demandes tentera de communiquer avec le client par téléphone afin d'obtenir les renseignements absolument nécessaires au traitement de la demande. Si le commis ne peut obtenir ces renseignements dans un délai de trois jours ouvrables, il renvoie au client la demande, les documents qui y sont annexés et le chèque des droits de traitement (si celui-ci était annexé à la demande).

Les demandes renfermant au moins les droits d'administration (s'il y a lieu) et dont le formulaire est dûment rempli sont examinées attentivement pour voir : a) si les droits exigibles ont bien été calculés; b) si elles renferment les renseignements et les documents requis (voir à ce sujet la partie III du guide), y compris peut-être une preuve qu'il y a eu une consultation préparatoire.

Si la demande est complète, le commis imprime un accusé de réception et l'envoie au client par la poste.

Le commis inscrit sur l'accusé de réception le temps que devrait prendre le traitement de la demande (le nombre de semaines que devraient nécessiter l'examen technique et le processus d'approbation) et note, s'il y a lieu, l'information et les pièces manquantes, les erreurs relatives au calcul des droits exigibles et, enfin, le délai que doit respecter le demandeur pour fournir les droits, les renseignements ou les documents supplémentaires (habituellement deux semaines à compter de la date de l'accusé de réception).

**Nota : Lorsqu'il envoie l'accusé de réception de la demande, le ministère ne sait pas combien de temps il faudra au client pour fournir les renseignements requis et, s'il y a lieu,**

**pour consulter le public afin de résoudre des questions controversées. Par conséquent, ce temps n'est pas calculé lorsque le ministère détermine la période approximative que nécessitera le traitement de la demande. En outre, le délai d'attente est fondé sur le temps moyen que nécessite le traitement de demandes semblables à celle du demandeur. Il est donc fort probable que le délai réel soit plus long que le délai approximatif si la demande est très complexe, si l'ingénieur détermine que le demandeur doit fournir des renseignements supplémentaires (c.-à-d. d'autres renseignements que ceux demandés dans l'accusé de réception) ou si la demande doit être réexaminée en raison des points de vue que le public a communiqués au ministère par le biais du registre environnemental (lorsque la proposition a fait l'objet d'un avis au registre, conformément à la *Charte des droits environnementaux*).**

Si le projet nécessite la participation du public, conformément à la *Charte des droits environnementaux*, le commis fait paraître la proposition du client au registre environnemental pendant une période de consultation populaire d'au moins 30 jours. L'avis paraît au registre après que l'accusé de réception a été envoyé par la poste. L'avis renferme trois choses : un résumé de la proposition, une liste des endroits où l'on peut consulter la version intégrale de la proposition et la date limite de participation. Pendant la période de consultation, la population peut examiner la demande d'approbation et communiquer ses points de vue à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

Si la demande est complète, ou pour ainsi dire complète, car il ne manque que des droits additionnels, des renseignements ou des documents de nature administrative (signatures, preuve de l'appellation légale, etc.), le commis la remet à l'ingénieur, après avoir envoyé l'accusé de réception par la poste.

Par contre, si l'information manquante est de nature technique et donc nécessaire pour bien effectuer l'examen technique, le commis garde la demande (c.-à-d. qu'il ne la remet pas à l'ingénieur) tant qu'il n'aura pas reçu les droits ou les renseignements demandés dans l'accusé de réception.

**Nota : Si le client ne remet pas, dans le délai prescrit, les droits exigibles ou les renseignements ou documents mentionnés dans l'accusé de réception, le commis affecté au traitement des demandes (ou l'ingénieur chargé d'examiner les demandes, si la demande lui a déjà été remise) présumera que le client n'est plus intéressé à faire approuver son projet. Est ensuite initié le processus par lequel la demande est annulée et les droits payés sont remboursés au client, moins le montant non remboursable établi par le règlement sur les droits exigibles.**

#### **4.3 Examen technique**

L'ingénieur étudie soigneusement les demandes d'approbation dans l'ordre dans lequel il les reçoit. Par conséquent, il examine les demandes parfois plusieurs semaines après les avoir reçues. Toutefois, afin d'accélérer le processus, dès qu'il reçoit une demande, l'ingénieur détermine si celle-ci nécessite un examen supplémentaire (p. ex., l'examen de l'étude des effets sur l'environnement par la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère) et, le cas échéant, demande sans délai la tenue d'un tel examen.

L'ingénieur examine minutieusement les demandes pour vérifier : a) si les données conceptuelles et autres sont suffisantes et, le cas échéant, acceptables; b) si le projet respecte les lois, les règlements, les politiques, les objectifs et les lignes directrices du ministère; c) si la conception technique est conforme aux normes d'ingénierie; d) si les mesures antipollution et les plans d'intervention d'urgence sont acceptables.

**Nota : Sont décrites à la partie III du guide les données techniques (y compris les données sur la source d'eau et l'étude des effets sur l'environnement) que doivent fournir les clients relativement à divers ouvrages d'eau et d'égout.**

Lorsqu'une proposition est régie par la *Charte des droits environnementaux* et doit, par conséquent, faire l'objet d'une consultation populaire par le biais d'un avis que le ministère fait paraître au registre environnemental, l'ingénieur doit tenir compte des points de vue communiqués au ministère pendant la période de consultation mentionnée dans l'avis. L'ingénieur doit parfois discuter des points de vue du public avec le client et le bureau local du ministère. Pour ne pas retarder inutilement le traitement des demandes à cette étape-ci du processus d'approbation, il est souhaitable que le client consulte les personnes que pourrait toucher son projet et d'autres parties intéressées avant de présenter sa demande.

Lorsqu'il examine une demande, l'ingénieur peut demander au client de fournir d'autres renseignements (en sus des renseignements supplémentaires demandés dans l'accusé de réception), sans lesquels il ne pourrait pas bien faire son travail. Il se peut aussi que l'examen de la demande nécessite le paiement de droits additionnels. En tel cas, l'ingénieur envoie habituellement une lettre au client lui demandant de remettre les renseignements ou les droits requis dans un délai bien précis. Le délai varie selon la nature des renseignements demandés, mais il est habituellement de deux semaines.

**Nota : Si le client ne peut pas remettre au ministère les renseignements ou les droits demandés dans le délai prescrit, mais qu'il désire poursuivre sa demande, il doit demander au ministère, dans le délai prescrit, de prolonger le délai et appuyer sa demande sur des motifs valables. Si le client n'agit pas dans le délai prescrit, si ses motifs ne sont pas valables ou si le nouveau délai demandé est excessivement long, l'ingénieur présumera que le client n'est plus intéressé à faire approuver son projet. Est ensuite initié le processus par lequel la demande est annulée et les droits payés sont remboursés au client, moins le montant non remboursable établi par le règlement sur les droits exigibles et moins un montant additionnel établi d'après le travail que le ministère aura fait jusqu'à ce jour pour traiter la demande du client.**

Si l'ingénieur détermine que les installations proposées, ainsi qu'elles sont conçues, ne pourraient pas être invariablement conformes aux lois, aux règlements, aux politiques, aux objectifs ou aux lignes directrices du ministère, ou qu'elles ne répondent pas aux normes d'ingénierie, le directeur informe le client par écrit que ses installations ne peuvent être approuvées. Il mentionne dans cette lettre les raisons, y compris les détails techniques, motivant cette décision, ainsi que le délai accordé au client pour remettre de nouveaux plans techniques au ministère. Le délai peut varier selon la nature et la complexité des changements techniques requis, mais il est habituellement de deux semaines.

**Nota : Si le client ne peut pas remettre au ministère une nouvelle proposition dans le délai prescrit, mais qu'il désire poursuivre sa demande, il doit demander au ministère, dans le délai prescrit, de prolonger le délai et appuyer sa demande sur des motifs valables. S'il n'agit pas dans le délai prescrit, si ses motifs ne sont pas valables ou si le nouveau délai demandé est excessivement long, ou encore si la nouvelle proposition est toujours inacceptable, ou si le client déclare qu'il n'est pas d'accord avec la décision du ministère, l'ingénieur initiera le processus de « refus officiel » et le ministère remboursera au client les droits qu'il a remis avec sa demande, moins le montant non remboursable établi par le règlement sur les droits exigibles et moins un montant additionnel établi d'après le travail que le ministère aura fait jusqu'à ce jour pour traiter la demande. Le client peut interjeter appel de la décision du ministère devant le Tribunal de l'environnement.**

Une fois l'examen terminé et lorsque tous les points contentieux ont été résolus, l'ingénieur présente ses recommandations au directeur de la Direction des évaluations et autorisations environnementales.

#### **4.4 Délivrance du certificat d'autorisation**

Après avoir pris en considération les recommandations de l'ingénieur, le directeur peut soit approuver la demande, soit la refuser ou l'approuver à certaines conditions s'il estime que cela est dans l'intérêt du public.

Le directeur peut donner son approbation par l'un des documents suivants :

- un nouveau certificat d'autorisation;
- un certificat d'autorisation modifié;
- un avis modifiant un certificat d'autorisation.

Les nouveaux certificats sont délivrés pour autoriser de nouveaux ouvrages d'eau et d'égout, ou des modifications (agrandissement, modernisation, remplacement, etc.) devant être apportées à des ouvrages qui existent déjà.

Les certificats modifiés sont habituellement délivrés pour autoriser des modifications importantes (remplacement, agrandissement, modernisation, etc.) devant être apportées à des ouvrages d'eau et d'égout déjà approuvés. Ils remplacent le certificat délivré initialement.

Les avis modifiant un certificat d'autorisation sont habituellement délivrés pour autoriser des modifications devant être apportées à des ouvrages déjà approuvés ou aux conditions d'un certificat d'autorisation. L'avis fait partie intégrante du certificat d'autorisation qu'il modifie.

Lorsque le directeur approuve des installations à certaines conditions, refuse d'approuver une demande, ou modifie les conditions associées à un certificat d'autorisation qu'il avait déjà délivré, conformément au paragraphe 100(3) de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, il doit remettre un avis écrit expliquant sa décision. La décision peut être contestée devant le Tribunal de l'environnement. L'appel doit être interjeté au plus tard 15 jours après la réception de l'avis.

Les conditions que peut imposer le directeur ont généralement trait aux modes d'exploitation et au rendement des installations, à l'obligation de surveiller des effets particuliers des installations et de les noter sur un registre, au signalement des incidents et aux mesures à prendre en cas de déversement, de débordement, etc. Elles peuvent aussi se rapporter à des délais d'approbation, à la programmation de travaux de modernisation afin d'observer de nouvelles normes de qualité des eaux résiduelles, à une garantie financière ou à l'obligation d'obtenir d'autres approbations avant d'entreprendre la construction d'ouvrages, ou de parties de ceux-ci, approuvés à certaines conditions (le client pourrait par exemple obtenir une approbation portant comme condition que ses plans définitifs soient approuvés).

En ce qui concerne les projets qui ont paru au registre environnemental, conformément à la *Charte des droits environnementaux*, pendant la première étape du processus d'approbation, la décision définitive du directeur paraît aussi au registre, ainsi que les raisons qui l'ont motivée, le nombre de points de vue que le ministère a reçus et l'effet de ceux-ci sur la décision du directeur. L'avis mentionne également si le public peut interjeter appel de la décision du directeur. La question des appels interjetés par une tierce partie est traitée en détail dans le document intitulé *La Charte ontarienne des droits environnementaux : exigences relatives aux actes prescrits*.

#### **4.5 Accord donné sous réserve de l'approbation des plans et des devis**

Dans certaines situations, le directeur peut, si on le lui demande, donner son accord de principe à des ouvrages dont les détails de conception technique n'ont pas encore été arrêtés définitivement, pourvu qu'aient déjà été prises toutes les décisions relatives aux aspects techniques susceptibles d'avoir une incidence sur le rendement des ouvrages ou les effets de ceux-ci sur l'environnement. (**Nota : L'accord de principe n'autorise pas la construction des ouvrages proposés.**)

Un tel accord de principe serait assorti d'une condition interdisant la construction d'une partie quelle qu'elle soit des ouvrages tant que le directeur n'aura pas approuvé par écrit les dessins techniques, l'état détaillé des travaux à exécuter et un rapport de conception technique renfermant des calculs détaillés sur la partie de l'ouvrage devant être construite.

La demande d'une telle approbation serait examinée si l'entité qui finance ou qui approuve le financement des installations (p. ex., la Commission des affaires municipales de l'Ontario) oblige le client à fournir une preuve de l'acceptation de son projet par le ministère avant qu'elle n'approuve les fonds requis pour réaliser la conception technique des ouvrages.

De même, le ministère pourrait donner son accord de principe (sous réserve de l'approbation des derniers dessins techniques des ouvrages ou des parties de ceux-ci) pour de grands ouvrages dont a été convenu le calendrier de mise en oeuvre par étapes, ou pour des ouvrages dits « de conception-construction » (*design-build*) (c.-à-d. des travaux qui seraient entrepris en vertu d'un contrat unique passé entre le promoteur et un entrepreneur, qui concevrait et construirait les ouvrages proposés).

D'après l'expérience du ministère, la plupart du temps, les derniers dessins techniques modifient tant l'ébauche de conception qui avait été approuvée de principe que le ministère doit réexaminer en détail tout le projet, ce qui accroît considérablement le temps qu'il doit consacrer à la demande et retarde, par conséquent, le traitement des autres demandes.

C'est pourquoi le ministère ne considérera de telles demandes d'approbation par étapes que si le client lui fournit, par écrit, une justification valable de la démarche proposée. Quoi qu'il en soit, il est fortement recommandé que le client en discute pendant la consultation préparatoire.

Sont mentionnées à la partie III du guide les données techniques (dont l'étude des effets sur l'environnement ou les renseignements sur la source d'approvisionnement en eau) que le client doit remettre au ministère lorsqu'il demande un accord de principe.

## **5. Notification du public et divulgation des renseignements**

La divulgation des renseignements que renferment les demandes d'approbation et les documents y afférents est régie par la *Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*. Ce texte de loi définit ce qui peut être divulgué au public et ce qui ne doit pas l'être. Le ministère s'appuie sur ce texte pour décider s'il doit approuver ou non des demandes de divulgation de renseignements.

Certaines demandes d'approbation d'ouvrages d'eau et d'égout sont visées par la *Charte des droits environnementaux*. En tel cas, le public doit être avisé des demandes et avoir la possibilité d'exprimer ses points de vue. De telles demandes, et les renseignements non confidentiels qui y sont associés, peuvent être consultés par la population.

Le client devrait donc spécifier les documents qu'il considère comme confidentiels ou qu'il ne voudrait pas voir divulguer, et appuyer sa demande par un argument et des motifs détaillés. Les preuves que fournit le client sont l'un des facteurs que le ministère prend en considération pour décider s'il doit divulguer ou non certains renseignements.

## **6. Faux renseignements**

Quiconque fournit sciemment de faux renseignements au ministère en ce qui a trait à une question visée par la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario (LREO)* ou les règlements y afférents commet une infraction à l'article 98 de la *LREO*. Les particuliers coupables d'une infraction sont passibles d'une amende maximale de 10 000 \$, lorsqu'il s'agit d'une première infraction, et de 25 000 \$ pour chaque nouvelle infraction. Pour ce qui est des entreprises, les amendes maximales sont de 50 000 \$ (première infraction) et de 100 000 \$ (chaque infraction subséquente).

## **7. Renseignements et aide pour présenter une demande d'approbation**

Quiconque désire obtenir de l'aide pour présenter une demande d'approbation relativement à des ouvrages d'eau et d'égout municipaux et privés peut s'adresser à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales :

Direction des évaluations et des autorisations environnementales  
2, avenue St. Clair Ouest  
Étage 12A  
Toronto (Ontario)  
M4V 1L5

Téléphone : (416) 314-8001 ou 1-800-461-6290 (sans frais)  
Télécopieur : (416) 314-8452

## Partie II : DIRECTIVES POUR REMPLIR LE FORMULAIRE

À moins de directives contraires de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales, les demandes relatives à l'approbation d'ouvrages d'eau et d'égout privés doivent être présentées au moyen des formulaires intitulés *Demande d'autorisation pour des stations municipales et privées de purification de l'eau* et *Demande d'autorisation pour les stations d'épuration des eaux d'égout municipales et privées*.

Les formulaires sont faits de façon à pouvoir y porter les renseignements relatifs à toutes sortes d'installations. Il se peut donc que certaines questions ne s'appliquent pas à des installations en particulier. **Cela dit, à moins d'indication contraire, il faut remplir les formulaires au complet. Si une question ne s'applique pas aux installations proposées, il faut inscrire « sans objet » dans la case. Les formulaires incomplets seront retournés au client.**

### Section 1. Renseignements sur le client

Il faut identifier dans cette case le particulier ou l'organisme qui est le propriétaire en common law des installations proposées. Même si un particulier ou un organisme autre que le propriétaire présente, au nom de celui-ci, une demande d'approbation, le propriétaire sera toujours le « client » en ce qui concerne la demande.

Il faut donner les renseignements suivants :

#### 1. Renseignements sur le client (*propriétaire des ouvrages ou des installations*)

Nom du client ( <i>appellation légale du particulier ou de l'organisme telle qu'en témoignent des documents juridiques</i> )		Numéro d'identification
Nom commercial ( <i>nom sous lequel l'entreprise exerce ses activités s'il diffère du nom du client - également appelé dénomination commerciale</i> )		
Catégorie de client : <input type="checkbox"/> Personne morale <input type="checkbox"/> Administration fédérale <input type="checkbox"/> Particulier <input type="checkbox"/> Administration municipale <input type="checkbox"/> Soc. de personnes <input type="checkbox"/> Administration provinciale <input type="checkbox"/> Entreprise indiv. <input type="checkbox"/> Autre (préciser) :		Code de classification d'activité/code de la classification type des industries ( <i>s'il n'est pas disponible, prière de donner ci-dessous la description de l'activité commerciale</i> )
Description de l'activité commerciale ( <i>description de la nature de l'activité, dont les produits vendus, les services fournis, le matériel ou l'outillage utilisés, etc.</i> )		

**Nota : Si le client annexe à sa demande une copie du permis principal d'entreprise (*Master Business Licence*) que lui a délivré le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario, il n'a qu'à donner dans cette case que son numéro d'identification d'entreprise et le code de classification d'activité ou la description de l'activité commerciale. (Pour plus de précisions au sujet du permis, le client peut s'adresser à Entreprises branchées de l'Ontario [ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario] au 1-800-565-1921 ou au [416] 314-9151. Il peut aussi visiter le site Web à l'adresse <http://www.ccr.gov.on.ca>.)**

**Nom du client** : C'est le nom légal du client, ainsi qu'en font foi des documents juridiques, lorsque le client est le particulier ou l'organisme qui présente la demande.

**Catégorie de client** : C'est la personne morale que représente le client. Il faut cocher l'un des choix suivants :

- **personne morale** (entité constituée en personne morale, ayant des droits et obligations distincts des droits et obligations de ses propriétaires ou actionnaires);
- **particulier** (personne physique);
- **société de personnes** (entreprise non constituée en personne morale, ayant au moins deux propriétaires pouvant être des particuliers, des personnes morales ou des entités non constituées en personne morale);
- **entreprise individuelle** (entreprise non constituée en personne morale, dont le propriétaire unique fait des affaires sous un nom enregistré en vertu de la *Loi sur les noms commerciaux*);
- **administration fédérale** (ministère ou organisme fédéral);
- **administration provinciale** (ministère ou organisme provincial);
- **administration municipale** (municipalité ou pouvoir municipal);
- **autre** (il faut cocher ce choix lorsque aucune des entités susmentionnées ne désigne le client; il faut alors préciser la catégorie décrivant le mieux le client).

**Nota : À moins que le client soit une administration municipale, provinciale ou fédérale, il doit annexer à sa demande une preuve de son nom légal. Les documents suivants sont une preuve acceptable :**

- **Personne morale (Ontario)**  
Formulaire 1, 2 ou 3 (*Loi sur les renseignements exigés des personnes morales*), obtenu du ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario.
- **Personne morale (Canada)**  
Statuts constitutifs, statuts de maintien (formulaire 11) ou statuts de modification (formulaire 4) (*Loi canadienne sur les sociétés par actions*), obtenus du ministère de la Consommation et des Affaires commerciales.
- **Particulier**

Certificat de naissance, passeport ou tout autre document confirmant le nom légal du particulier.

- **Société de personnes (en commandite)**  
Déclaration (*Loi sur les sociétés en commandite*), obtenue du ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises.
- **Société de personnes (en nom collectif)**  
Documents confirmant le nom légal de chaque organisme ou particulier formant la société de personnes, pour chaque catégorie.
- **Entreprise individuelle**  
Certificat de naissance, passeport ou tout autre document confirmant le nom légal du particulier.

**Numéro d'identification d'entreprise :** C'est le numéro que toutes les entreprises enregistrées obtiennent de la Direction des compagnies du ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises.

**Nom commercial :** C'est le nom sous lequel le client exerce ses activités (il faut le mentionner s'il est différent du nom légal).

**Code de classification d'activité ou code de la classification type des industries :** C'est le numéro sous lequel sont classées les activités du client conformément au code canadien de la classification type des industries (CTI), publié par Statistique Canada en 1980.

**Nota :** Il ne faut pas inscrire dans cette case le code de classification américain (USSIC) ou international (ISIC). Si le client ne connaît pas son code, il doit décrire ses activités dans l'espace prévu à cette fin.

**Description de l'activité commerciale :** Le client doit décrire à cet endroit ses activités d'affaires s'il ne connaît pas le code canadien de la CTI sous lequel sont classées ses activités. Le client pourrait avoir à y mentionner les produits qu'il fabrique ou vend, les services qu'il fournit, le matériel ou l'outillage utilisé, etc.

## Section 2. Adresse du client

Il faut donner dans cette case le lieu du siège social du client (si le client est un particulier ou une entreprise individuelle, il faut donner l'adresse de sa résidence permanente).

Il faut fournir les renseignements suivants :

**2. Adresse de voirie du client - Remplir A, C et D ou B, C et D**

A. Adresse de voirie - rue (pour toute adresse comportant un numéro de voirie, indiquer le nom, le numéro, le type et la direction de la rue)	Identification d'unité (type d'unité, telle qu'un bureau et son numéro)
---	---

B. Emplacement ( <i>pour un emplacement rural d'un canton loti ou non loti, ou d'un territoire non levé</i> )		
Lot et conc. : numéro de lot et de concession de l'emplacement au sein d'un canton réparti en lotissements.	Lot Conc.	Partie et plan de renvoi : emplacement au sein d'un canton non loti ou d'un territoire non levé, comprend un numéro de partie et de plan de renvoi précisant l'emplacement sur le plan. Joindre une copie du plan.
C. Municipalité ou canton non érigé en	Comté ou district	Province ou État Pays Code postal
D. Numéro de téléphone ( <i>dont l'indicatif régional et le poste</i> )		Numéro de télécopieur ( <i>précédé de l'indicatif régional</i> ) Courriel

**Nota : Si le client annexe à sa demande une copie du permis principal d'entreprise (*Master Business Licence*) que lui a délivré le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario, il n'est pas tenu de remplir cette section. (Voir la remarque de la section 1 [*Renseignements sur le client*].)**

**Adresse de voirie :** Il faut donner l'adresse des installations proposées, au sein d'une municipalité, d'un canton non érigé en municipalité ou d'un territoire non levé. Voici ce qu'il faut fournir :

- **l'adresse de voirie (rue) :** l'adresse utilisée dans les zones urbanisées, comprenant un nom et un numéro, le genre de voie, l'orientation de la voie et une unité (p. ex., 437, avenue Montcalm Ouest, unité 7), **ou**
- **l'emplacement (lot et concession) :** l'adresse utilisée dans les zones rurales et suburbaines des municipalités loties, comportant un numéro de lot et de concession (p. ex., lot 22, concession VII), **ou**
- **l'emplacement (partie et plan de renvoi) :** l'adresse utilisée dans les zones non loties de la province, comportant un numéro de lot et le nom ou le numéro du plan de renvoi (p. ex., lots 4, 5 et 6, plan 4).

**Nota : Il faut annexer à la demande une copie du plan de renvoi.**

**Renseignements non liés à l'adresse :** Il faut fournir des renseignements additionnels qui pourraient préciser le lieu où se trouve le client (nom de la localité, situation par rapport aux routes et aux principales intersections, etc.).

**Municipalité ou canton non érigé en municipalité :** Il s'agit du nom de la municipalité de palier inférieur ou du canton non érigé en municipalité (il ne faut pas donner le nom de la localité ou du hameau). Il faut mentionner le genre de municipalité (ville, village, canton ou canton géographique). En voici des exemples : ville de Barrie, village de Cardinal, canton de Rideau, canton géographique de Canis Bay.

**Comté ou district :** Il s'agit du nom de la municipalité de palier supérieur (municipalité régionale, comté ou municipalité de district), ou de celui du territoire ou du district

géographique au sein duquel se trouve la municipalité ou le canton non érigé en municipalité.

**Nota :** Il faut donner le nom seulement, sans préciser le type de municipalité de palier supérieur ou de district géographique dont il est question (p. ex., inscrire Halton plutôt que M.R. de Halton, Simcoe plutôt que comté de Simcoe et Algoma plutôt que district d'Algoma).

**Province (ou État) et pays :** Il faut donner ces renseignements.

**Code postal :** Il s'agit du code postal du lieu où se trouve le siège social ou le bureau principal du client (pas nécessairement le même que celui de l'adresse postale du client).

**Numéro de téléphone :** Il faut donner le numéro de téléphone ainsi que l'indicatif régional.

**Numéro de télécopieur et courriel :** Le client doit les mentionner s'il a un télécopieur et une adresse électronique.

### Section 3. Adresse postale du client

L'adresse postale du client est l'adresse où le client désire recevoir le certificat d'autorisation et toute correspondance se rapportant à sa demande. Il faut donner les renseignements suivants :

#### 3. Adresse postale du client - Remplir A et C **ou** B et C

A. Adresse de voirie - rue ( <i>indiquer le nom, le numéro, le type et la direction de la rue</i> )	<input type="checkbox"/> Identique à l'adresse de voirie du client	Identification d'unité ( <i>type d'unité, telle qu'un bureau et son numéro</i> )		
B. Distribution : <input type="checkbox"/> Route rurale <input type="checkbox"/> Service suburbain <input type="checkbox"/> Distribution motorisée <input type="checkbox"/> Poste restante	Identificateur de distribution ( <i>numéro de route rurale, de service suburbain ou de distribution</i> )			
C. Municipalité	Succursale postale	Province ou État	Pays	Code postal

**Nota :** Si le client annexe à sa demande une copie du permis principal d'entreprise (*Master Business Licence*) que lui a délivré le ministère des Services aux consommateurs et aux entreprises de l'Ontario, il n'est pas tenu de remplir cette section. (Voir la remarque de la section 1 [*Renseignements sur le client*].)

**Adresse de voirie ou mode de distribution et identificateur de distribution (pas d'adresse de voirie) :** C'est l'adresse où sera envoyée la correspondance. Il faut la donner comme suit :

- **l'adresse de voirie (rue) :** l'adresse postale utilisée dans des zones urbanisées, comprenant un numéro, un nom, le genre de voie, l'orientation de la voie et une unité. S'il s'agit d'un numéro de boîte postale, il faut inscrire celui-ci dans la case de

l'adresse de voirie (et non dans celle de l'identification d'unité ou de l'identificateur de distribution) (p. ex. : 437, avenue Montcalm Ouest, unité 7, ou Boîte postale 4035), **ou**

- **le mode de distribution et l'identificateur de distribution (pas d'adresse de voirie)** : l'adresse postale utilisée dans toutes les zones non urbanisées, comprenant le mode de distribution (route rurale, service suburbain, distribution motorisée ou poste restante) et l'identificateur de distribution (numéro identifiant la route rurale, le service suburbain ou la distribution motorisée) (p. ex., R.R. 2).

### Municipalité ou succursale postale

- **Municipalité** : Il s'agit du nom de la municipalité de palier inférieur où se trouve la succursale postale du client. Il ne faut pas utiliser le nom des cantons (géographiques) non érigés en municipalité. En ce qui concerne les lieux non regroupés en municipalité, il faut utiliser la succursale postale.
- **Succursale postale** : Il s'agit du nom de la succursale postale du client, celle-ci comprenant habituellement le nom de la localité ou du hameau. La succursale postale n'est nécessaire que pour les lieux non regroupés en municipalité.

**Province ou État, pays et code postal** : Il faut donner ces renseignements.

### Section 4. Renseignements sur le lieu

Il faut situer et décrire l'endroit où seront établies les installations proposées ou où auront lieu les activités proposées. Il faut donner les renseignements suivants :

#### 4. Renseignements sur le lieu - (*emplacement de l'activité ou des ouvrages proposés*)

Nom du lieu	Bureau de district du MEO	Description officielle ( <i>joindre une copie du levé officiel</i> )			
A. Adresse du lieu - rue <small>(pour toute adresse comportant un numéro de voirie, indiquer le nom, le numéro, le type et la direction de la rue)</small>	<input type="checkbox"/> Identique à l'adresse de voirie du client	Identification d'unité ( <i>type d'unité, telle qu'un bureau et son numéro</i> )			
B. Emplacement <small>(pour un emplacement rural d'un canton loti ou non loti, ou d'un territoire non levé)</small> NOTA : Ne pas remplir « B » si « A » a déjà été rempli.	Lot	Conc.	Partie et plan de renvoi : emplacement au sein d'un canton non loti ou d'un territoire non levé, comprend un numéro de partie et de plan de renvoi précisant l'emplacement sur le plan. Joindre une copie du plan.	Partie	Plan de renvoi
Lot et conc. : numéro de lot et de concession de l'emplacement au sein d'un canton réparti en lotissements.					

Renseignements non liés à l'adresse ( <i>tout renseignement supplémentaire visant à situer le lieu</i> )					
Code de référence géographique Rens. cartographiques	Zone	Justesse des estimations	Méthode de référ. géogr.	Abscisse MTU	Ordonnée MTU
Municipalité ou canton non érigé en municipalité		Comté ou district		Code postal	
Vocation du terrain adjacent			Le lieu se trouve-t-il dans une zone d'aménagement contrôlée aux termes de la <i>Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara</i> (LPAEN) ?		
<input type="checkbox"/> Industrielle <input type="checkbox"/> Commerciale <input type="checkbox"/> Récréative <input type="checkbox"/> Résidentielle <input type="checkbox"/> Agricole <input type="checkbox"/> Autre ( <i>préciser</i> ) :			<input type="checkbox"/> Oui (Dans l'affirmative, joindre une copie du permis pour l'activité ou les installations.) <input type="checkbox"/> Non		
Le client est-il l'exploitant ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		Le client est-il propriétaire du terrain (site) ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non			
Dans la négative, joindre le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'exploitant		Dans la négative, joindre le nom, l'adresse et le consentement du propriétaire à la construction et à l'exploitation des installations.			
Le lieu se trouve-t-il dans la zone de conservation de la moraine d'Oak Ridges, ainsi qu'elle est définie dans le Plan de conservation de la moraine d'Oak Ridges (le Plan est un règlement pris en application de la <i>Loi sur la conservation de la moraine d'Oak Ridges</i> ) ?					
<input type="checkbox"/>	Oui (Annexer une preuve attestant que la municipalité a approuvé les activités ou les travaux proposés.)				
<input type="checkbox"/>	Non				

**Nom du lieu :** Il s'agit du nom par lequel le lieu est désigné (p. ex., station d'épuration Lakeview, terrain de camping Algonquin, etc.)

**Bureau de district du ministère de l'Environnement :** Il faut donner le nom du bureau de district affecté au territoire où sont situées les installations (c'est l'endroit où le client doit envoyer une copie de sa demande; p. ex., bureau du district de Halton-Peel).

**Description officielle :** Il faut donner la description officielle du lieu, confirmée par une copie du levé officiel du bien-fonds qu'il faut annexer à la demande.

**Adresse de voirie ou emplacement :** C'est l'adresse situant le lieu au sein d'une municipalité, d'un canton non érigé en municipalité ou d'un territoire non levé :

- **l'adresse de voirie (rue) :** l'adresse utilisée dans les zones urbanisées, comprenant un nom et un numéro, le genre de voie, l'orientation de la voie et une unité (p. ex., 437, avenue Montcalm Ouest, unité 7), **ou**
- **l'emplacement (lot et concession) :** l'adresse utilisée dans les zones rurales et suburbaines des municipalités loties, comprenant un numéro de lot et de concession (p. ex., lot 22, concession VII), **ou**
- **l'emplacement (partie et plan de renvoi) :** l'adresse utilisée dans les zones non loties de la province, comprenant un numéro de lot et le nom ou le numéro du plan de renvoi (p. ex., lots 4, 5 et 6, plan 4).

**Nota : Il faut annexer à la demande une copie du plan de renvoi.**

**Renseignements non liés à l'adresse :** Il faut fournir des renseignements additionnels, qui pourraient préciser le lieu des installations (nom de la localité, situation par rapport aux routes et aux principales intersections, etc.).

**Code de référence géographique :** Il s'agit des données situant le lieu au moyen de coordonnées (d'abscisse et d'ordonnée) de la projection transversale universelle de mercator (MTU), adoptée à cette fin par le ministère, désignant le point de référence principal du lieu (p. ex. le centre approximatif des installations de traitement). **[Nota : Le point de référence principal du lieu dont les coordonnées MTU sont fournies dans la présente section doit figurer clairement sur le plan de situation annexé à la demande.]**

Voici les renseignements qu'il faut fournir :

- **Renseignements cartographiques :** Ce sont les données MTU de la carte ou du système mondial de localisation (GPS), utilisées pour situer le point de référence. Deux systèmes de données cartographiques sont utilisés actuellement en Amérique du Nord : le système géodésique nord-américain de 1927 (NAD27) et le Système de référence nord-américain de 1983 (NAD83). Le ministère préfère le second, car les cartes de base ontariennes sont élaborées à partir de ce système. Il accepte toutefois le NAD27.
- **Zone :** Il s'agit de la zone MTU où se trouve le lieu; il y en a quatre en Ontario (les zones 15, 16, 17 et 18).
- **Justesse des estimations :** C'est le degré d'exactitude (l'écart étant mesuré en mètres) des coordonnées d'abscisse et d'ordonnée MTU fournies pour le point de référence. Le degré d'exactitude est fonction de la méthode utilisée. À titre d'exemple, le levé géodésique direct sera exact au mètre près, tandis que l'exactitude d'un système GPS variera (selon sa qualité) de 1 à 10 mètres à plus de 10 à 30 mètres, et celle d'une carte topographique variera de 10 à 100 mètres.
- **Méthode de référence géographique :** C'est la méthode que l'on emploie pour obtenir les données des coordonnées d'abscisse et d'ordonnée MTU pour le point de référence (levé géodésique, estimation établie à partir d'une carte, système GPS ou répertoire géographique [<http://geonames.nrcan.gc.ca/cgnb/french/cgnb.html>]), ou toute autre méthode que le client aura décrite.
- **Abscisse MTU :** Il s'agit de la distance, exprimée en mètres, entre le délimiteur ouest de la zone MTU du point de référence et le point de référence.
- **Ordonnée MTU :** Il s'agit de la distance, exprimée en mètres, entre l'équateur et le point de référence.

**Nota : S'il s'agit d'un ouvrage d'approvisionnement en eau à sources multiples (ouvrages de prise d'eau/puits) ou ayant une source d'eau unique ne se trouvant pas à l'emplacement des installations de traitement de l'eau (selon les coordonnées de référence géographique fournies), ou s'il s'agit d'un ouvrage de traitement et d'évacuation des eaux d'égout à points de déversement multiples (y compris les conduites de dérivation et les déversoirs des stations de pompage) ou ayant un point de déversement unique ne se trouvant pas à l'emplacement des installations de traitement des eaux d'égout (selon les coordonnées de référence géographique fournies), le client doit, en plus d'identifier dans la présente section le point de référence principal du lieu, annexer une feuille séparée indiquant les coordonnées MTU de tous les puits, ouvrages de prise d'eau et points de déversement. Si la demande est présentée par voie électronique, ces données peuvent être fournies dans la partie de la demande intitulée « Renseignements non liés à l'adresse ».**

**Municipalité ou canton non érigé en municipalité** : Il s'agit du nom de la municipalité de palier inférieur ou du canton non érigé en municipalité (il ne faut pas donner le nom de la localité ou du hameau). Il faut mentionner le genre de municipalité (ville, village, canton ou canton géographique). En voici des exemples : ville de Barrie, village de Cardinal, canton de Rideau, canton géographique de Canis Bay.

**Comté ou district** : Il s'agit du nom de la municipalité de palier supérieur (municipalité régionale, comté ou municipalité de district), ou de celui du territoire ou du district géographique au sein duquel se trouve la municipalité ou le canton non érigé en municipalité. Il ne faut pas incorporer dans le nom le genre de municipalité de palier supérieur ou de district géographique dont il est question (p. ex., inscrire Halton plutôt que M.R. de Halton, Simcoe plutôt que comté de Simcoe et Algoma plutôt que district d'Algoma).

**Nota : Il faut donner le nom seulement, sans préciser le type de municipalité de palier supérieur ou de district géographique dont il est question (p. ex., inscrire Halton plutôt que M.R. de Halton, Simcoe plutôt que comté de Simcoe, et Algoma plutôt que district d'Algoma).**

**Code postal** : Il s'agit du code postal du secteur géographique où se trouve le siège social ou le bureau principal du client (il n'est pas nécessairement le même que le code postal de l'adresse postale du client).

**Vocation du terrain adjacent** : Il faut mentionner l'affectation des sols des terrains adjacents au lieu. Il faut cocher au moins un des choix proposés (industrielle, résidentielle, commerciale, agricole, récréative ou autre). (Nota : Si on a coché la case « Autre », il faut en donner une explication dans l'espace prévu à cette fin.)

**Emplacement dans la zone d'aménagement contrôlé (*Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*)** : Il faut indiquer dans cette case si les installations seront situées dans une zone où l'aménagement est régi conformément à la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*.

**Nota : Si les installations sont régies par la *Loi*, le client doit annexer à sa demande une copie du permis d'aménagement. On obtiendra plus de précisions à ce sujet en s'adressant à l'un des bureaux de la Commission de l'escarpement du Niagara, à Grimsby, Georgetown ou Thornbury.**

**Exploitant :** Le client doit indiquer s'il est l'exploitant autorisé des installations proposées.

**Nota : Si le client n'est pas l'exploitant, il doit annexer à sa demande le nom, l'adresse postale et le numéro de téléphone de l'exploitant.**

**Propriétaire du terrain :** Le client doit indiquer s'il est propriétaire du terrain où se trouveront les installations proposées.

**Nota : Si le client n'est pas propriétaire du terrain, il doit annexer à sa demande le nom et l'adresse postale du propriétaire, ainsi qu'une lettre de celui-ci indiquant qu'il consent à ce que son terrain serve aux installations proposées.**

**Emplacement dans la zone de conservation de la moraine d’Oak Ridges :** Il faut indiquer dans cette case si les installations proposées se trouveront dans la zone de conservation de la moraine d’Oak Ridges, celle-ci étant définie dans la *Loi sur la conservation de la moraine d’Oak Ridges* et dans le Plan de conservation de la moraine d’Oak Ridges. C'est au client qu'il incombe de vérifier si ses installations se trouveraient dans la zone de conservation de la moraine d’Oak Ridges. Si le client coche la case « Oui », il doit annexer à sa demande une preuve attestant qu'il a obtenu l'approbation de la municipalité (la preuve pourrait être une lettre de la municipalité dans laquelle il est confirmé que le client a observé les règles relatives à l'utilisation du terrain et qu'il a obtenu l'approbation d'aménager le terrain). S'il y a des documents se rapportant à l'observation de la *Loi sur la conservation de la moraine d’Oak Ridges*, ceux-ci doivent être notés dans la case 11 (Liste des renseignements à l'appui) en cochant « Oui » à la droite de l'intitulé « Autres renseignements joints ».

## **Section 5. Personne-ressource (renseignements techniques)**

La personne-ressource (désignée par le client) est quelqu'un qui connaît parfaitement les aspects techniques du projet et avec qui le ministère peut communiquer s'il le faut, pendant l'examen de la demande, pour obtenir des renseignements supplémentaires. Cette personne est habituellement l'ingénieur chargé de la conception des installations, puisqu'elle doit aussi être habilitée, par le client, à modifier, s'il le faut, la conception des installations afin de répondre aux critères du ministère.

**Nota : Conformément à la *Loi sur les ingénieurs*, seules peuvent exercer la profession d'ingénieur, en Ontario, les personnes dûment agréées. Par conséquent, les travaux d'ingénierie associés à des demandes d'approbation ne peuvent être effectués que par des personnes autorisées à exercer la profession d'ingénieur en Ontario. Pour plus de détails à ce sujet, voir la *Loi sur les ingénieurs* et les règlements y afférents.**

Il faut donner les renseignements suivants :

**5. Personne-ressource pour les renseignements techniques touchant au projet - Remplir A, B, D et E ou A, C, D et E**

A. Nom	Société	<input type="checkbox"/> Identique au nom du client		
Adresse de la personne-ressource B. Adresse de voirie - rue ( <i>indiquer le nom, le numéro, le type et la direction de la rue</i> )		<input type="checkbox"/> Identique à l'adresse postale du client      Identification d'unité ( <i>type d'unité, telle qu'un bureau et son numéro</i> )		
C. Distribution :  <input type="checkbox"/> Route rurale <input type="checkbox"/> Service suburbain <input type="checkbox"/> Distribution motorisée <input type="checkbox"/> Poste restante		Identificateur de distribution ( <i>numéro de route rurale, de</i>		
D. Municipalité	Succursale postale	Province ou État	Pays	Code postal
E. Numéro de téléphone ( <i>dont l'indicatif régional et le poste</i> )	Numéro de télécopieur ( <i>précédé de l'indicatif régional</i> )	Courriel		

**Nom :** Il s'agit de la personne que le client désigne comme « personne-ressource » pour fournir des renseignements techniques sur les installations proposées.

**Nom de la société :** Il s'agit du nom de l'entreprise (p. ex., le cabinet d'ingénieurs-conseils) que représente, le cas échéant, la personne-ressource.

**Adresse postale de la personne-ressource :** Il faut donner l'adresse où l'on peut envoyer une lettre à la personne-ressource (voir la section 3 [*Adresse postale du client*]) :

- adresse de voirie ou mode de distribution et identificateur de distribution (différents de l'adresse de voirie);**
- municipalité ou succursale postale;**
- province ou État, pays et code postal.**

**Numéro de téléphone de la personne-ressource :** Il faut donner le numéro de téléphone ainsi que l'indicatif régional.

**Numéro de télécopieur et courriel de la personne-ressource :** Le client doit fournir ces renseignements s'il a un télécopieur et une adresse électronique.

## Section 6. Renseignements sur le projet

Il faut donner des renseignements sur les installations faisant l'objet de la demande.

### 6. Renseignements sur le projet

Nature de la demande :  <input type="checkbox"/> Nouveau certificat d'autorisation	Numéro du certificat d'autorisation	Date de délivrance ( <i>a-m-j</i> )	Transfert du programme
			<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

<input type="checkbox"/> Modification d'un certificat d'autorisation			
Description sommaire du projet ( <i>si le projet relève de la Charte, la présente description servira aux fins de l'affichage d'avis</i> )			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
.....			
Nom du projet ( <i>l'identification du projet servira de référence dans toute correspondance</i> )		Récepteur des rejets d'effluent du flux de déchets (ouvrages d'eau)	Nom du bassin d'alimentation
		Récepteur des rejets d'effluent (ouvrages d'égout)	
Calendrier du projet			
Date prévue du début des travaux		Date prévue de mise en marche	

**Nature de la demande :** Il faut mentionner s'il s'agit d'une nouvelle demande de certificat d'autorisation ou de la modification d'un certificat existant :

- **nouveau certificat d'autorisation** : il faut cocher cette case si les installations proposées ne sont pas associées à des installations existantes, ou si les installations existantes n'ont jamais été officiellement approuvées;
- **modification d'un certificat d'autorisation** : il faut cocher cette case si la demande a trait : a) à l'établissement de nouvelles installations sur un lieu où se trouvent des installations approuvées, et si les nouvelles installations feront partie intégrante du lieu existant, b) à des modifications devant être apportées à des installations déjà approuvées; ou c) à des modifications devant être apportées aux conditions d'un certificat d'autorisation en vigueur.

**Numéro du certificat d'autorisation et date de délivrance :** Il s'agit du numéro et de la date de délivrance du certificat à modifier. Il faut fournir ces renseignements si on a coché « Modification d'un certificat d'autorisation » à la rubrique « Nature de la demande ». Il faut également annexer à la demande une copie du certificat d'autorisation et de tout avis de modification.

**Transfert du programme d'examen :** Le client doit indiquer dans cette case s'il présente sa demande à une administration municipale autorisée, conformément au Programme de transfert des examens. En cochant la case « Non », le client indique qu'il remet sa demande directement au ministère. Pour plus de précisions à ce sujet, voir la section 3 (*Où doit-on envoyer la demande ?*) de la partie I du guide.

**Description sommaire du projet :** Il faut donner une brève description des nouvelles installations proposées (dont leurs dimensions ou leurs possibilités techniques), ou des modifications qu'il est proposé d'apporter à des installations existantes (y compris, s'il y a lieu, tout changement apporté à la capacité de traitement ou d'épuration des installations), ainsi qu'une description de la source d'alimentation en eau (ouvrages d'eau) ou du milieu récepteur de l'effluent (ouvrages d'égout), ou encore une description des modifications devant être apportées aux conditions du certificat d'autorisation en vigueur. (Nota : Si la demande a trait à des ouvrages d'égout auxquels s'applique la *Charte des droits environnementaux*, le client peut utiliser cette description pour faire connaître sa proposition au public au moyen du registre environnemental.)

**Nota :** Outre la description sommaire du projet, il faut annexer à la demande une description détaillée de la proposition, conformément aux directives figurant dans la partie III du guide.

**Nom du projet :** Il s'agit du nom que le client a donné à son projet et que le ministère utilisera dans sa correspondance au sujet de la demande d'approbation.

**Récepteur des rejets d'effluent du flux de déchets** (seulement en ce qui concerne les ouvrages d'eau) : Il faut donner le nom du lac ou du cours d'eau (ou une description, si le plan d'eau n'a pas de nom, ou s'il s'agit d'un fossé de drainage, d'un égout pluvial ou d'un lit filtrant) où est rejeté ou sera rejeté l'effluent terminal de la station de traitement de l'eau.

**Récepteur des rejets d'effluent** (seulement en ce qui concerne les ouvrages d'égout) : Il faut donner le nom du lac ou du cours d'eau (ou une description, si le plan d'eau n'a pas de nom, ou s'il s'agit d'un fossé de drainage, d'un égout pluvial ou d'un lit filtrant) où est rejeté ou sera rejeté l'effluent terminal de la station d'épuration des eaux d'égout.

**Nom du bassin d'alimentation :** Il faut donner le nom du lac ou du cours d'eau dans lequel se déverse le plan d'eau qui est le « récepteur des rejets d'effluent ».

**Calendrier du projet :** Il faut mentionner la date à laquelle les travaux (construction ou installation) devraient être entrepris et la date prévue de la mise en service des installations.

**Nota :** Le ministère n'est aucunement lié par le calendrier du client. Quoiqu'il puisse, dans certaines situations (p. ex., si les installations proposées visent à éliminer ou à réduire des risques pour la santé ou des atteintes à l'environnement), prendre en considération le calendrier du client, le ministère traite généralement les demandes dans l'ordre dans lequel il les reçoit. Les clients devraient donc présenter leur demande bien avant la date prévue des travaux, puisque quiconque construit ou exploite des ouvrages d'eau ou d'égout sans avoir d'abord obtenu un certificat d'autorisation conformément à la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* commet une infraction et peut être poursuivi en justice. Pour plus de précisions à ce sujet, voir la section 2 (*Quand faut-il présenter la demande ?*) à la partie I du guide.

## Section 7. Autres autorisations et permis

### 7. Autres autorisations ou permis

Énumérer toute autre autorisation ou tout autre permis demandé ou reçu pour ce projet aux termes de la *Loi sur la protection de l'environnement* (émissions dans l'atmosphère, gestion des déchets, etc.) et de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* (stations d'épuration des eaux d'égout).

.....  
.....

Le client doit mentionner dans cette case les autres approbations ou permis étant requis conformément à des lois ou à des règlements que fait observer le ministère de l'Environnement (en l'occurrence, la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et la *Loi sur la protection de l'environnement*). Le client doit aussi indiquer s'il a obtenu ou demandé à obtenir les approbations ou les permis requis.

À titre d'exemple, quelqu'un qui désire faire approuver la construction d'un nouveau réseau de distribution d'eau doit obtenir non seulement un certificat délivré conformément à l'article 52 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, mais aussi un permis de prélèvement d'eau (conformément à l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*). Il se peut que cette personne doive également obtenir un permis d'aménagement, délivré conformément au paragraphe 24(1) de la *Loi sur la planification et l'aménagement de l'escarpement du Niagara*, si ses installations seront construites dans le territoire auquel s'applique cette loi. Si ses installations nécessitent une génératrice auxiliaire fonctionnant au diesel (ou autre appareil rejetant des polluants dans l'atmosphère), le client aura aussi besoin d'un certificat délivré conformément à l'article 9 de la *Loi sur la protection de l'environnement*.

## Section 8. Consultation et notification du public

### 8. Consultation et notification du public

Mentionner tous les avis publiés ou sur le point d'être publiés et les mécanismes de consultation mis en œuvre ou sur le point d'être mis en œuvre (assemblées publiques, avis aux Premières Nations, etc.)

.....  
.....

Le client doit mentionner dans cette case ce qu'il a fait ou est en train de faire pour consulter et informer la population (audience publique, avis donné aux Premières Nations, avis publiés dans la presse, etc.) au sujet de sa proposition.

## Section 9. Exigences de la *Charte des droits environnementaux*

**Nota : Cette section ne s'applique pas aux ouvrages d'eau.**

Le client doit mentionner dans cette case si sa proposition est visée par la *Charte ontarienne des droits environnementaux*. Si c'est le cas, le client doit mentionner s'il croit ou non que sa proposition serait dispensée des dispositions de la *Charte* relatives à la participation du public et, le cas échéant, en donner les raisons.

### 9. Exigences de la *Charte des droits environnementaux*

S'agit-il d'une proposition d'acte visée par la Charte ?	Dans l'affirmative, l'exemption de notification du public s'applique-t-elle ?	Si l'exemption de la notification du public s'applique, fournir les raisons à l'appui :
		<input type="checkbox"/> Participation du public équivalente <input type="checkbox"/> Modification ou révocation de clause à effet négligeable sur l'environnement

<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	<input type="checkbox"/> Situation d'urgence	<input type="checkbox"/> Loi sur les évaluations environnementales ou décision d'un tribunal
La documentation à l'appui de l'exemption précitée doit être annexée aux présentes (voir le guide).					

**S'agit-il d'une proposition visée par la Charte ?** : Le client doit indiquer dans cette case si sa demande a trait à des travaux nécessitant une approbation qui est un « acte instrumentaire » (certificat d'autorisation, permis, arrêté d'intervention, etc.) visé par la Charte. Les actes instrumentaires visés par la Charte sont énumérés par catégorie dans le Règlement 681/94 (*Classification of Proposals for Instruments*), pris en application de la Charte ontarienne des droits environnementaux.

**Nota :** Conformément au Règlement 681/94, une approbation requise aux termes de l'article 52 (ouvrages d'eau) ou de l'article 53 (ouvrages d'égout) de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario est un acte instrumentaire visé par la Charte seulement si les installations proposées traversent une frontière municipale, ou si l'approbation demandée établira un nouveau seuil de rejet ou augmentera le seuil en vigueur en ce qui concerne certains polluants évacués dans des eaux de surface. (Pour plus de précisions à ce sujet, voir, à l'annexe A du guide, la partie intitulée Charte des droits environnementaux.)

**Exemption de notification du public** : Si la demande a trait à un acte instrumentaire visé par la Charte, le client doit mentionner dans cette case s'il croit ou non que sa proposition serait dispensée des dispositions de la Charte relatives à la participation du public.

**Nota :** Seulement dans certains cas bien précis (mentionnés plus bas) les promoteurs sont-ils dispensés d'observer les dispositions de la Charte qui ont trait à la participation du public. Ils ne peuvent être dispensés de cette obligation si aucune des raisons données plus bas ne s'applique à leur proposition.

**Raison motivant l'exemption** : Si le client veut être dispensé des prescriptions relatives à la participation du public, il doit indiquer dans cette case quelle est la situation étant, conformément à la Charte, une raison valable pour une telle exemption. Le client doit cocher une des quatre raisons mentionnées sur le formulaire (et décrites plus bas) et fournir, s'il le faut, des renseignements supplémentaires.

- **Participation du public équivalente (article 30 de la Charte)** : Tous les éléments du projet qui risqueraient d'avoir des répercussions sur l'environnement ont déjà été étudiés dans le cadre d'un processus de participation en grande partie équivalent au processus que prescrit la Charte.

**Nota :** Le client doit donner tous les détails du processus de participation dont a été l'objet son projet à l'échelle provinciale, y compris : la façon dont il a été mené, une attestation de la consultation du public, le nombre de personnes qui y ont participé, la nature des commentaires du public et les mesures prises après réception des commentaires. Le demandeur doit aussi mentionner si le

**personnel du ministère de l'Environnement a participé au processus de consultation.**

- **Situation d'urgence (article 29 de la Charte)** : Il y a une « situation d'urgence » lorsque le temps que prendrait la consultation du public entraînerait « a) un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque ; b) une atteinte ou un grave risque d'atteinte à l'environnement ; ou c) un préjudice ou des dommages à des biens, ou un grave risque de préjudice ou de dommages à des biens ».

**Nota : Le client doit montrer qu'il s'agit bel et bien d'une situation d'urgence et que sa demande a pour but d'atténuer les risques associés à cette situation d'urgence.**

- **Modification ou révocation de clause à effet négligeable sur l'environnement (article 22 de la Charte)** : Il s'agit d'une demande visant à modifier ou à révoquer un certificat en vigueur sans que cela n'entraîne des effets notables sur l'environnement.

**Nota : Le client doit montrer que sa proposition n'aura pas d'effets importants sur l'environnement.**

- **Loi sur les évaluations environnementales ou décision d'un tribunal (article 32 de la Charte des droits environnementaux)** : La proposition « favoriserait la réalisation d'une entreprise autorisée par : a) une décision rendue par un tribunal en vertu d'une loi après que le public a eu la possibilité de participer au processus ou b) une décision rendue en vertu de la Loi sur les évaluations environnementales ». (Se retrouvent sous cette définition tous les ouvrages d'égout visés par la Charte que proposent de construire des municipalités ou des entrepreneurs du secteur privé.)

**Nota : Le client doit fournir soit une preuve qu'il a bel et bien terminé le processus d'évaluation environnementale, soit un exemplaire du règlement d'exemption, soit une copie de la décision rendue par le tribunal.**

**Nota : Pour de plus amples renseignements au sujet des prescriptions de la Charte, voir le document du ministère intitulé *La Charte ontarienne des droits environnementaux : exigences relatives aux actes prescrits*.**

## **Section 10. Exigences de la Loi sur les évaluations environnementales**

Le client doit indiquer si sa proposition est visée par la Loi sur les évaluations environnementales et, le cas échéant, s'il a observé les prescriptions de la Loi. Il doit cocher un des deux énoncés figurant sur le formulaire et donner, s'il y a lieu, les renseignements supplémentaires suivants :

### **10. Exigences de la Loi sur les évaluations environnementales**

<input type="checkbox"/> Les ouvrages visés par la présente demande satisfont aux exigences de la Loi sur les évaluations environnementales en vertu de : l'évaluation environnementale de portée générale pour les projets municipaux, qui a été exécutée selon les conditions stipulées dans :
---

<input type="checkbox"/> l'Annexe A	<input type="checkbox"/> l'Annexe B	<input type="checkbox"/> l'Annexe C
□ Les ouvrages visés par la présente demande sont exonérés des exigences de la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> en vertu de :		
<input type="checkbox"/> l'article _____ du Règlement de l'Ontario n° _____ <input type="checkbox"/> de l'arrêté d'exemption n° _____ <i>Si le Règlement ou l'arrêté d'exemption ne vise pas directement ces ouvrages, joindre en annexe une lettre ou un document précisant pourquoi il s'applique dans ce cas-ci.</i>		
□ Les ouvrages sont réalisés conformément à l'avis d'autorisation de l'évaluation environnementale ci-dessous :		
□ Les ouvrages ne sont pas assujettis à la <i>Loi sur les évaluations environnementales</i> pour les raisons suivantes :		

- L'entreprise est régie par la *Loi sur les évaluations environnementales*, conformément aux règles gouvernant le « **processus d'évaluation environnementale de portée générale pour travaux municipaux d'eau et d'égout** ». L'évaluation environnementale sera préparée par la Municipal Engineers Association of Ontario. (Nota : Il faut mentionner l'annexe [A, B ou C] conformément à laquelle les travaux sont catégorisés dans le document d'évaluation environnementale de portée générale.)
- L'entreprise est régie par la *Loi sur les évaluations environnementales*, mais **elle y est dispensée en vertu d'un règlement ou d'un arrêté d'exemption pris en application de la Loi sur les évaluations environnementales**. (Nota : Il faut mentionner le règlement ou l'arrêté d'exemption. Si les ouvrages proposés ne sont pas explicitement identifiés dans le règlement ou l'arrêté, le client doit joindre à sa demande un exposé raisonnable expliquant pourquoi il croit que le règlement ou l'arrêté s'applique à ses ouvrages.)
- L'entreprise est régie par la *Loi sur les évaluations environnementales* et **fait l'objet** d'une évaluation environnementale distincte approuvée par un **Avis d'approbation du processus d'évaluation environnementale**. (Nota : Il faut identifier l'avis dans l'espace prévu à cette fin et en annexer une copie au formulaire.)
- L'entreprise **n'est pas régie par la Loi sur les évaluations environnementales**. (Nota : Des travaux sont soumis aux dispositions de la *Loi* si ils sont entrepris par un gouvernement provincial ou municipal, ou un de ses organismes, ou si'ils sont spécifiquement visés par la *Loi* ou par un des règlements y afférents.)

**Nota : Il est interdit d'approuver, conformément à une loi ontarienne quelle qu'elle soit, une entreprise soumise à la Loi sur les évaluations environnementales à moins que les prescriptions de celle-ci aient d'abord été observées. Par conséquent, le ministère retournera les demandes d'approbation d'une entreprise soumise à la Loi sur les évaluations environnementales s'il détermine que le processus d'évaluation environnementale n'a pas été achevé. Pour plus de précisions sur les prescriptions de la Loi sur les évaluations environnementales, voir l'annexe A du guide.**

## Section 11. Liste des renseignements à l'appui

Il faut mentionner dans cette case tous les principaux renseignements et documents qu'il importe d'annexer à la demande d'approbation d'un ouvrage d'eau ou d'égout. (Nota : On trouvera à la partie III des détails sur les renseignements et les documents qu'il faut fournir relativement à divers ouvrages d'eau et d'égout.)

Il faut remplir la case comme suit :

**11. Liste des renseignements à l'appui** - *Liste des renseignements joints à la présente demande et assujettis à la Loi sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée et à la Charte des droits environnementaux*

Renseignements	Joint ?		Référence	Peuvent être divulgués ?	
De nature générale					
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	.....	<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non
De nature technique					
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	.....	<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non
	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non	.....	<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non
Autres renseignements joints	<input type="checkbox"/> Oui	<input type="checkbox"/> Non		<input type="checkbox"/>	Oui <input type="checkbox"/> Non

- Le client doit indiquer, à la **colonne intitulée « Joints ? »**, si le renseignement ou le document est annexé à la demande (de cette façon, le ministère saura que, si un élément n'est pas annexé à la demande, ce n'est pas parce que le client l'a omis par erreur, mais parce qu'il considère qu'il ne se rapporte pas à sa demande).
- Le client doit identifier, à la **colonne intitulée « Référence »**, la pièce jointe renfermant les renseignements demandés (titre d'un rapport, numéro de page et de chapitre, titre d'un dessin technique, numéro de mise à jour, date, etc.) et indiquer, à la **colonne intitulée « Peuvent être divulgués »**, s'il autorise ou non la divulgation de ces renseignements. (Nota : Pour plus de précisions à ce sujet, voir, à la partie I du guide, le paragraphe intitulé *Notification du public et divulgation des renseignements fournis par le client*.)
- En ce qui concerne les renseignements et documents ne concordant pas avec les éléments de la liste, le client doit cocher la case « Autres renseignements joints » et faire comme il a fait pour les autres renseignements et documents.
- Si le client voudrait que le ministère considère comme des « renseignements à l'appui » des renseignements ou des documents qu'il lui a déjà remis conformément à une autre demande, présentée antérieurement, il doit cocher la case « Non » de la colonne « Joints ? » et donner le numéro du certificat d'autorisation à la colonne « Référence », puis nommer le document renfermant les renseignements à l'appui.

## Section 12. Frais d'autorisation

Les droits exigibles sont établis d'après le principe de récupération des coûts. Ils se rapportent aux frais que le ministère engagera pour traiter la demande du client. Les droits exigibles sont prescrits aux termes du Règlement de l'Ontario 364/98 (*Regulation Made Under the Ontario Water Resources Act - Fees - Approvals*), qui établit en détail les droits applicables à toutes sortes de demandes d'approbation et aux aspects particuliers de celles-ci.

Il faut remplir la case n° 12 en s'appuyant sur les données figurant sur les **relevés des coûts** (voir les annexes E et F). Il faut s'y prendre comme suit :

#### **12. Frais d'autorisation**

**Code de catégorie et description de la catégorie :** Il s'agit des aspects particuliers d'une demande auxquels sont exigibles des droits distincts, inscrits sur le relevé des coûts. Il faut énumérer les catégories de coûts se rapportant à la demande, y compris les catégories sans droits exigibles (0 \$).

**Montant :** Il s'agit du montant relatif à la catégorie de coûts, ainsi qu'il figure sur le relevé.

**Quantité :** Il faut mentionner dans cette case le nombre d'installations auxquelles s'applique une catégorie de coûts en particulier (p. ex., si la demande a trait à deux postes de pompage, la catégorie « poste de pompage » s'applique deux fois).

**Total partiel** : Il s'agit de la somme des droits exigibles se rapportant à une catégorie de coût en particulier.

**Total** - Il s'agit de la somme des droits exigibles (les droits afférents à la récupération des coûts).

**Nota:** Le client pourra obtenir plus de précisions à ce sujet en consultant le règlement ou en obtenant du ministère un des guides suivants :

**Guide - Application Costs for Water Works, s.52, Ontario Water Resources Act,  
ministère de l'Environnement**

**Guide - Application Costs for Sewage Works, s.53, Ontario Water Resources Act,  
ministère de l'Environnement**

### **Section 13. Déclaration du client**

Le client doit déclarer que les renseignements fournis dans le formulaire de demande et les renseignements à l'appui sont, pour autant qu'il sache, exacts et complets, et que la personne-ressource identifiée sur le formulaire est habilitée à agir au nom du client pour obtenir l'approbation demandée.

#### **13. Déclaration du client**

Je, soussigné(e), déclare que les renseignements contenus dans le présent formulaire et ceux fournis à l'appui sont, à ma connaissance, en tous points justes et complets. De plus, je déclare que la personne-ressource pour les renseignements techniques touchant au projet dont le nom figure à la section 5 est autorisée à intervenir en mon nom dans le but d'obtenir l'autorisation demandée aux termes de l'article 53 de la LREO pour les ouvrages d'épuration des eaux d'égout décrits dans le présent formulaire.

Nom ( <i>en lettres moulées</i> )	Poste
Signature	Date ( <i>a-m-j</i> )

Il faut donner les renseignements suivants :

**Nom et poste** : Il s'agit du nom et des fonctions du client (s'il s'agit d'un particulier ou d'une entreprise individuelle) ou du signataire autorisé.

**Nota : Si le signataire n'est pas le client, et que le client est un particulier ou une entreprise individuelle, ou si le client est une personne morale et que le signataire n'est pas un dirigeant (président, P.-D.G., chef des services municipaux, greffier municipal, etc.) mentionné dans les documents de constitution en société, la demande doit être remise avec une lettre portant la signature d'un cadre dirigeant de la société, qui reconnaît à cette personne le rôle de fondé de signature. S'il s'agit, par exemple, d'une société de personnes dont l'un des associés signe la demande, cette personne doit être autorisée par les autres associés à signer en leur nom.**

**Signature et date** : La personne nommée doit signer et dater le formulaire.

**Nota : Commet une infraction à l'article 98 de la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario quiconque fournit sciemment au ministère de l'Environnement de faux renseignements relativement à toute chose régie par la Loi.**

### **Section 14. Déclaration de la municipalité**

**Nota : Cette section ne s'applique pas aux cas où le client est une municipalité dans le territoire de laquelle les installations proposées se trouvent ou se trouveront.**

La municipalité dans le territoire de laquelle se trouvent ou se trouveront les installations proposées doit indiquer dans la case n° 14 qu'elle ne voie pas d'objection à ce que le client présente sa demande.

**Nota : Cette déclaration a pour but d'établir que la municipalité est généralement d'accord sur la proposition du client et que les installations proposées n'enfreindront pas un règlement municipal ni d'autres dispositions réglementaires, mais elle ne laisse pas supposer que la municipalité approuve les plans techniques des installations ni qu'elle accepte d'assumer la responsabilité des installations.**

**Lorsque les installations proposées sont ou seront reliées à un réseau municipal d'approvisionnement en eau et de distribution d'eau, ou à un réseau de collecte, d'épuration et d'élimination des eaux d'égout, la municipalité s'est assurée, en signant la déclaration, que les installations proposées :**

- fonctionneront bien avec le réseau municipal de collecte, d'épuration et d'élimination des eaux d'égout, de telle sorte qu'elles ne surchargeront pas la capacité de collecte et d'épuration du réseau d'égouts et que l'exploitant pourra continuer de respecter les prescriptions relatives à la quantité et à la qualité de l'effluent que prescrit le certificat d'autorisation;
- fonctionneront bien avec le réseau municipal d'approvisionnement en eau et de distribution d'eau, de telle sorte qu'elles ne surchargeront pas la capacité du réseau et que l'exploitant pourra continuer de distribuer, à la pression et au volume requis, une eau de qualité des points de vue hygiénique et esthétique, conformément aux prescriptions du certificat d'autorisation.

La municipalité doit remplir la case comme suit :

**14. Déclaration de la municipalité**

Je, soussigné(e), déclare au nom de la municipalité que celle-ci entend permettre la construction des ouvrages dans son territoire.

Nom et poste ( <i>en lettres moulées</i> )	Nom de la municipalité
Signature	Date ( <i>a-m-j</i> )

**Nom et poste :** Il s'agit du nom et du poste du fonctionnaire municipal (p. ex., le greffier) qui est autorisé à signer les documents au nom de la municipalité dans le territoire de laquelle se trouvent ou se trouveront les installations proposées.

**Nom de la municipalité :** Il s'agit du nom de la municipalité dans le territoire de laquelle se trouvent ou se trouveront les installations proposées.

**Signature et date :** La personne identifiée plus haut doit signer et dater le formulaire.

## **Partie III - RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTS**

### **1. ÉTUDE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

#### **1.1 Effets sur l'environnement : ouvrages d'épuration des eaux d'égout**

En ce qui concerne l'incidence sur l'environnement d'un ouvrage d'égout, rien n'est plus important que les effets que l'effluent terminal aura sur le milieu récepteur (plan d'eau, surface ou sous-surface d'un terrain, eaux souterraines) et ses utilisations actuelles ou potentielles.

**Nota : Il incombe au promoteur de déterminer la capacité d'assimilation et les utilisations actuelles et potentielles du milieu récepteur, puis d'établir d'après cette détermination les critères de qualité de l'effluent ainsi que le régime d'évacuation de l'effluent (débit, quantité, etc. des eaux épurées). Le promoteur devrait élaborer les critères de qualité de l'effluent avec l'aide de la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère, puisque celle-ci doit de toute façon approuver les critères avant que l'ouvrage soit lui-même approuvé.**

Si des travaux sont susceptibles de modifier la qualité ou la quantité de l'effluent d'un ouvrage d'égout qui existe déjà, il faut déterminer leurs effets sur la capacité d'assimilation du milieu récepteur et les utilisations de celui-ci. Si l'on a déjà déterminé la capacité d'assimilation du milieu récepteur, tout ouvrage proposé qui pourrait modifier le rendement de la station d'épuration doit être examiné d'après les critères de qualité de l'effluent qui ont déjà été établis et d'après la capacité d'épuration nominale de la station. S'il est proposé d'agrandir des ouvrages existants (épuration et évacuation des eaux d'égout), le promoteur doit habituellement déterminer de nouveau la capacité d'assimilation du milieu récepteur et élaborer de nouveaux critères de qualité de l'effluent. Il est proposé qu'il consulte à cette fin la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère.

Il faut déterminer la capacité d'assimilation du milieu récepteur au début du processus de planification et de conception, lorsqu'on note les difficultés techniques du projet. La charge polluante maximale de l'effluent (établie d'après la capacité d'assimilation du milieu récepteur) doit être un des facteurs utilisés pour comparer deux ou plusieurs solutions de recharge. Les normes relatives à la qualité et à la quantité de l'effluent sont tout à fait essentielles lorsqu'on étudie plusieurs plans possibles des installations envisagées. Pour que l'effluent des installations réponde aux normes établies, il va de soi que les critères de qualité de l'effluent doivent être établis avant toute chose et représenter le fondement des plans techniques.

##### **1.1.1 Capacité d'assimilation d'un plan d'eau récepteur**

En ce qui concerne de nouveaux ouvrages d'eau et d'égout, ou l'agrandissement d'ouvrages existants, il faut déterminer la capacité d'assimilation du plan d'eau récepteur et les utilisations actuelles et potentielles de l'eau en aval des installations. Le promoteur doit en discuter avec la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère. Les

exigences pourraient varier d'un lieu à un autre, mais le promoteur doit habituellement fournir les renseignements suivants :

- les facteurs limitatifs des eaux réceptrices, entre autres :
  - faible débit (moyenne sur sept jours du bas débit enregistré une fois tous les 20 ans),
  - concentration de fond des paramètres ciblés représentant le 75<sup>e</sup> centile,
  - augmentation maximale admissible, en aval, de chacun des paramètres ciblés (p. ex., la différence maximale, établie d'après les lignes directrices B-1 et B-2, entre la concentration de fond et les *Objectifs provinciaux de qualité de l'eau*),
  - proposition d'une charge polluante limite de l'effluent terminal établie en fonction de tout le bassin hydrographique et des utilisations de celui-ci (en aval et en amont);
- la quantité et le débit proposés de l'effluent (débits quotidien et mensuel prévus), et les débits quotidien et mensuel moyens effectifs, établis d'après des données recueillies pendant au moins un an, s'il existe de telles données;
- la qualité proposée de l'effluent, exprimée en la charge polluante maximale (quotidienne et mensuelle) prévue, établie conformément au débit prévu, et en la concentration la plus élevée prévue de tous les paramètres ciblés lorsque les installations fonctionnent normalement;
- l'étude des effets sur le milieu récepteur, entre autres :
  - les méthodes proposées pour atténuer les effets de l'effluent sur les eaux réceptrices (p. ex., l'emploi de diffuseurs, la prise en ligne de compte de la densité de l'effluent et des eaux réceptrices, le réglage du débit d'évacuation des eaux résiduelles en fonction du débit des eaux réceptrices, etc.),
  - les programmes de surveillance mis en oeuvre en aval pour qu'il soit possible de déterminer les effets réels de l'effluent dès la mise en service des ouvrages proposés;
- la zone de mélange des eaux réceptrices (« la zone contiguë à la source ponctuelle où la qualité de l'eau n'est pas conforme aux *Objectifs provinciaux de qualité de l'eau* »), qu'il faut circonscrire en fonction du débit maximum de l'effluent. (**Nota : La fragilité des eaux réceptrices détermine s'il est acceptable ou non de créer une telle zone de mélange. Il faut demander à la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère s'il existe des restrictions visant la création d'une zone de mélange dans le plan d'eau proposé.**)

### 1.1.2 Capacité d'assimilation des eaux souterraines

S'il est proposé d'évacuer l'effluent terminal d'un ouvrage d'égout sur un terrain et dans le sol, et que la méthode choisie (épandage d'eaux résiduaires par aspersion, exfiltration et

infiltration à partir d'un bassin de stabilisation, lits de filtration ou puits d'injection en profondeur) risque d'avoir une incidence sur les eaux souterraines, le promoteur doit déterminer la capacité d'assimilation des eaux souterraines. Il devra discuter des exigences à cet égard avec la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère. Les exigences varient d'un endroit à un autre, mais le promoteur doit habituellement fournir les renseignements suivants (étayés sur des études pertinentes) :

- le débit d'évacuation prévu des polluants dans les eaux souterraines;
- la concentration de fond des polluants présents dans les eaux souterraines;
- la dégradation maximale admissible, déterminée d'après les utilisations actuelles et potentielles des eaux souterraines et conformément aux lignes directrices B-7 du ministère (*Incorporation of the Reasonable Use Concept into MOE Groundwater Management Activities*);
- les mesures proposées pour atténuer ou prévenir la pollution des eaux souterraines;
- le programme de surveillance qu'il est proposé de mettre en oeuvre pour déterminer l'efficacité des mesures de lutte contre la pollution des eaux souterraines.

## 1.2. Effets sur l'environnement : ouvrages de traitement de l'eau

En ce qui concerne les ouvrages de traitement de l'eau, la santé publique est l'aspect le plus important de l'étude des effets sur l'environnement des ouvrages proposés. Tous les ouvrages sont examinés pour voir s'ils peuvent bien traiter l'eau brute puisée dans le plan d'eau proposé et distribuer constamment à la population une quantité suffisante d'eau potable répondant aux **normes en matière d'eau potable de l'Ontario**.

Il faut aussi déterminer les effets que les prélèvements d'eau (quantité et débit) auront sur les utilisations actuelles du plan d'eau.

La quantité et le débit prévus des prélèvements d'eau sont approuvés séparément du processus d'approbation des ouvrages d'eau. Ils sont approuvés conformément au programme de délivrance des permis de prélèvement d'eau, lequel est administré par les Directions régionales du ministère. Le promoteur doit déterminer si la quantité et le débit des prélèvements sont acceptables avant de concevoir les installations qui puiseront cette quantité d'eau et la traiteront.

**Nota : Le ministère ne traitera pas les demandes d'approbation d'un ouvrage d'eau comprenant une nouvelle prise d'eau ou un nouveau puits, ou une prise d'eau ou un puits qui existe déjà, mais dont le promoteur veut changer la quantité et le débit des prélèvements d'eau, si le promoteur n'a pas annexé à sa demande un permis de prélèvement d'eau délivré par la Direction régionale du ministère conformément à l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*.**

L'élimination des eaux résiduelles associées au traitement de l'eau (p. ex., les résidus du lavage à contre-courant des filtres) est un autre aspect que doit examiner le promoteur lorsqu'il réalise l'étude des effets sur l'environnement. Conformément à la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*, de telles eaux résiduelles sont considérées comme des eaux usées, et leur élimination doit être approuvée aux termes de l'article 53 de la *Loi*. Cet aspect d'un ouvrage d'eau doit également être approuvé dans le contexte de l'ensemble des installations proposées, conformément à l'article 52 de la *Loi*. Toutefois, à l'instar du processus de détermination des effets sur l'environnement des ouvrages d'égout (voir plus haut), le promoteur doit établir les critères de qualité des eaux résiduelles, et ceux-ci doivent être approuvés par la Direction régionale du ministère.

## **2. LIGNES DIRECTRICES RELATIVES À LA CONCEPTION DES OUVRAGES ET AUTRES DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE**

Il est recommandé de consulter les documents suivants rédigés par le ministère ou avec la participation de celui-ci :

- *Guidelines for the Design of :*
  - *Water Treatment Works* (ministère de l'Environnement, avril 1982)
  - *Sewage Treatment Works* (ministère de l'Environnement, juillet 1982)
- *Guidelines for the Design of :*
  - *Sanitary Sewage Systems* (ministère de l'Environnement, juillet 1985)
  - *Storm Sewers* (ministère de l'Environnement, juillet 1985)
  - *Water Distribution Systems* (ministère de l'Environnement, juillet 1985)
  - *Water Storage Facilities* (Ministère de l'Environnement, juillet 1985)
  - *Servicing in Areas Subject to Adverse Conditions* (ministère de l'Environnement, janvier 1985)
  - *Water Supply for Small Residential Developments* (ministère de l'Environnement, mars 1985)
- *Manual of Policy, Procedures and Guidelines for Onsite Sewage Systems* (ministère de l'Environnement, mai 1982)
- *Stormwater Management Practices Planning and Design Manual* (ministère de l'Environnement et de l'Énergie, mai 1994)
- *Stormwater Quality Best Management Practices* (ministère de l'Environnement, juin 1991)
- *Interim Stormwater Quality Control Guidelines for New Development* (ministère des Richesses naturelles et ministère de l'Environnement, mai 1991)
- *Guidelines on Erosion and Sediment Control for Urban Construction Sites* (ministère des Richesses naturelles, ministère de l'Environnement, ministère des Affaires

municipales, MTC, Association des offices de protection de la nature de l'Ontario, MEA et UDIO, mai 1987)

- *Urban Drainage Design Guidelines* (ministère des Richesses naturelles, ministère de l'Environnement, ministère des Affaires municipales, MTC, Association des offices de protection de la nature de l'Ontario, MEA et UDIO, avril 1987)
- *Recommended Standards for Wastewater Facilities* (GLUMRB, 1997)\*
- *Recommended Standards for Water Works* (GLUMRB, 1997)\*

\*Le ministère de l'Environnement est membre de la Great Lakes-Upper Mississippi River Board of Public Health and Environmental Managers (GLUMRB). Il collabore avec cet organisme à l'élaboration de normes relatives aux ouvrages d'eau et d'égout. Ces normes sont baptisées en anglais « Ten States Standards » (normes des dix États).

**Nota : Il ne faut pas confondre les documents susmentionnés avec les normes et règlements qu'il faut observer pour obtenir un certificat d'autorisation. Le ministère ne cherche certes pas à bloquer l'innovation. Si l'ingénieur concepteur peut montrer que les ouvrages proposés pourront continuellement satisfaire aux normes de protection de la santé et de l'environnement, le ministère étudiera certainement sa demande d'approbation.**

### **3. DOCUMENTS REQUIS**

Le processus de planification-conception d'un ouvrage d'eau ou d'égout étant plus ou moins compliqué selon les dimensions et les aspects techniques de l'ouvrage, il n'est pas toujours nécessaire, par conséquent, de remettre au ministère tous les documents mentionnés à la case n° 11 (*Renseignements à l'appui*) du formulaire de demande.

La planification-conception d'installations municipales complexes, par exemple une nouvelle station de traitement de l'eau ou d'épuration des eaux d'égout, nécessite plusieurs documents distincts, dont une étude environnementale (requise conformément à la *Loi sur les évaluations environnementales*), un rapport technique préliminaire (qui pourrait faire partie de l'étude environnementale), un énoncé de projet (qui représente le fondement des plans techniques détaillés), des plans définitifs (dessins techniques) et un devis descriptif (détail des travaux et nature des matériaux et du matériel).

Par contre, l'allongement d'une conduite d'eau principale ne pourrait nécessiter qu'un seul dessin technique incluant un devis descriptif.

Les documents qu'il faut annexer à la demande d'approbation sont mentionnés plus bas. Ce sont les documents qu'il faut habituellement réunir lorsqu'on planifie la construction d'ouvrages d'eau ou d'égout d'une certaine complexité. Il n'est pas obligatoire, cependant, de

remettre tous les documents mentionnés, pourvu que la demande d'approbation renferme tous les renseignements pertinents.

**Nota : Lorsqu'on demande un accord de principe pour des ouvrages dont les détails techniques n'ont pas tous été arrêtés définitivement (p. ex., un accord donné sous réserve de l'approbation des plans et devis définitifs; voir à ce sujet la partie I du guide), la demande doit renfermer, au minimum, les renseignements mentionnés plus bas sous l'intitulé *Rapport technique préliminaire*.**

Dans certains cas, il faut fournir une garantie financière lorsqu'on demande une approbation conformément aux articles 52 et 53 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*. Pour plus de précisions à ce sujet, voir la ligne directrice F-15 (*Garantie financière*).

### **3.1 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OUVRAGES D'ÉGOUT**

#### **3.1.1 Rapport technique préliminaire**

Si le promoteur remet un rapport technique préliminaire, celui-ci doit renfermer, **lorsqu'il y a lieu**, les renseignements mentionnés ci-après.

- Une description des ouvrages proposés et, s'il y a lieu, une description des ouvrages d'égout qui existent déjà et qui seront associés aux ouvrages proposés.
- Des données sur la capacité d'assimilation du milieu récepteur (lac, rivière, nappe souterraine, sols, végétaux, etc.), la quantité (proposée) de l'effluent et les critères (proposés) de qualité de l'effluent (régime d'évacuation de l'effluent, charge polluante de l'effluent et concentration des polluants), déterminés au moyen d'études sur les effets des ouvrages sur le milieu récepteur, ou, s'il y a lieu, par renvoi à l'étude environnementale, si celle-ci renferme déjà ces données.
- Des renseignements sur la population (y compris sa densité) dont les eaux d'égout seront épurées, les installations proposées et les dispositions relatives à l'agrandissement futur du réseau d'égouts pour y inclure d'autres secteurs géographiques ou pour répondre aux besoins d'une population accrue. Un renvoi à l'étude environnementale suffit, si celle-ci renferme déjà ces renseignements.
- Des données sur le débit de pointe et le débit moyen, actuels et futurs, des eaux usées provenant des habitations, des usines et des bâtiments commerciaux et publics, et sur ceux des eaux usées adventices. Un renvoi à l'étude environnementale suffit, si celle-ci renferme déjà ces renseignements.
- Les caractéristiques des eaux brutes et les effets possibles des substances toxiques que pourraient contenir les eaux brutes ou qui pourraient y être ajoutées (p. ex., une surcharge polluante, due à l'arrivée soudaine de boues d'égout recueillies hors du réseau), et qui exigeraient un traitement particulier. Il faut, autant que possible,

appuyer les variations de l'intensité des eaux d'égout sur des analyses d'échantillons ou des études de traitabilité.

- Des renseignements sur la pertinence des installations d'épuration des eaux brutes et d'évacuation de l'effluent, eu égard à la quantité et aux caractéristiques des eaux brutes prévues ainsi qu'à la quantité et à la qualité de l'effluent. Le promoteur devrait donner un sommaire des paramètres de calcul des principales composantes des installations d'épuration et d'évacuation. Il devrait aussi décrire la fiabilité de fonctionnement des composantes, mentionner s'il y a duplication des éléments essentiels des installations et, enfin, décrire la fiabilité des composantes auxiliaires.

**Nota : La pertinence des installations doit s'appuyer sur des études appropriées (p. ex., calculs de dispersion de l'effluent lorsque l'émissaire est muni de diffuseurs; topographie du terrain; couvert végétal; caractéristiques du sol lorsqu'on emploie un système d'épandage par aspersion; composition chimique et caractéristiques d'écoulement d'eau des strates de sol non saturées lorsqu'on emploie un lit de filtration ou une autre technique d'épandage souterrain de l'effluent).**

- Des renseignements sur la gestion des boues (traitement, stockage, utilisation, élimination, etc.). Lorsqu'il est proposé d'utiliser ou d'éliminer des boues hors des installations, il faut prouver que cela est possible.
- Des données sur la mesure du débit et les programmes d'échantillonnage et de surveillance, y compris la surveillance aux dispositifs de dérivation et d'évacuation du trop-plein.
- Des renseignements sommaires sur l'emplacement des ouvrages clés, sur l'affectation des sols et sur les milieux environnants, particulièrement en ce qui concerne le bruit, les odeurs et les risques de débordement.
- Des renseignements sur l'évacuation de l'excédent d'eau apporté par de fortes précipitations ou la fonte des neiges (p. ex., la fréquence, le volume et la qualité des eaux délestées du réseau d'égouts et les effets possibles de celles-ci sur les eaux réceptrices), et sur les mesures qui seront prises pour éviter ou du moins réduire le déversement d'eau excédentaire.
- Une explication établissant s'il est nécessaire ou non d'avoir un groupe électrogène de secours (à la station d'épuration et aux postes de pompage), conformément à l'annexe I des lignes directrices du ministère intitulées *Guidelines for the Design of Sanitary Sewage Systems* (juillet 1985).
- Les critères de conception des égouts pluviaux et sanitaires, dont le débit prévu des eaux. En ce qui concerne les réseaux d'égouts unitaires, il faut fournir, en plus des critères de conception, une analyse des effets que les égouts proposés auront sur le fonctionnement des déversoirs d'eaux excédentaires situés en aval.

**Nota : Le ministère n'autorisera pas de nouveaux égouts unitaires ni un volume accru d'eaux excédentaires évacuées dans des égouts unitaires qui existent déjà. Le ministère déconseille l'agrandissement des réseaux d'égouts unitaires. Autant que possible, les nouvelles zones à urbaniser doivent être reliées à un réseau dans lequel les eaux pluviales sont évacuées séparément des eaux usées (si cela n'est pas possible, il faut en donner les raisons).**

- Une description des postes de pompage proposés, y compris leur emplacement et celui des conduites de refoulement (de même que l'emplacement du point de rejet), le nombre et la puissance des pompes auxiliaires, et une description des dispositifs de dérivation et d'évacuation du trop-plein (y compris une description du milieu récepteur). Il faut aussi mentionner si les conduites d'égout et les postes de pompage situés en aval, ainsi que la station d'épuration, peuvent recevoir le débit prévu.

**Nota : Les nouveaux postes de pompage associés à des réseaux d'égouts sanitaires et unitaires doivent être conçus pour pouvoir refouler les eaux qu'ils reçoivent. En outre, les dégorgeoirs de secours doivent pouvoir évacuer le trop-plein dans de véritables situations d'urgence, soit celles occasionnées par une panne ou une défaillance du système.**

- Une description des ouvrages de gestion ou d'épuration des eaux pluviales, y compris des renseignements sur les débits d'eaux pluviales et sur les méthodes utilisées pour gérer les eaux pluviales à leur source, retarder le ruissellement, acheminer et régir l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau, confiner les eaux pluviales et épurer celles-ci. Il faut aussi décrire les objectifs relatifs à la quantité et à la qualité des eaux, conformément aux directives du plan officiel de gestion du bassin ou du sous-bassin hydrographique.

**Nota : Lorsqu'il n'y a pas de plan de gestion du bassin ou du sous-bassin hydrographique, il faut utiliser d'autres plans ou lignes directrices (p. ex., les plans de gestion des pêches [ministère des Richesses naturelles], les plans de lutte contre l'érosion et l'alluvionnement [Offices de protection de la nature] ou les lignes directrices du ministère de l'Environnement intitulées *Interim Stormwater Quality Control Guidelines for New Development*). Il faudra communiquer avec la municipalité ou l'Office de protection de la nature pour voir s'il a y lieu de gérer les eaux pluviales, et avec la Section du soutien technique de la Direction régionale du ministère pour voir s'il faut régir la qualité des eaux pluviales. La demande d'approbation doit faire référence aux recommandations de ces organismes.**

- Des renseignements sur la planification de futurs travaux d'agrandissement du réseau d'égouts ou de futures modifications apportées à celui-ci.
- Les plans de conception préliminaires, portant chacun le nom du projet, le nom de la municipalité, le nom du groupe d'habitations ou des installations auquel le projet se rapporte, le nom de l'ingénieur concepteur et la date à laquelle les plans ont été

élaborés et, s'il y a lieu, l'échelle des plans, le nord, les données d'arpentage et les limites du territoire de la municipalité. Les plans doivent renfermer les renseignements suivants (s'il y a lieu) :

- le plan d'implantation des égouts pluviaux et sanitaires (y compris les zones de drainage) et l'emplacement des principales composantes des ouvrages existants et proposés, dont celui des endroits où seront évacués l'effluent et le trop-plein;
- les ouvrages d'eau actuels et futurs qui pourraient être touchés par les ouvrages d'égout proposés (puits, ouvrages de prise d'eau, conduites d'eau principales);
- les infrastructures existantes ou futures situées dans les environs des ouvrages (sauf les égouts);
- le plan d'implantation (graphique linéaire) des ouvrages (sauf les égouts);
- les organigrammes de traitement montrant toutes les installations de traitement, l'orientation du débit des eaux épurées, des eaux recyclées et des eaux résiduaires, l'emplacement des points d'injection de produits chimiques, et les débits maximum et moyen des eaux qui entrent dans chaque installation de traitement et qui sortent de celle-ci et, enfin, le bilan massique des paramètres de conception autour de chaque installation de traitement.

### 3.1.2 Énoncé de projet

Il faut annexer aux plans et devis définitifs un énoncé de projet résumant les critères de conception et donnant les calculs utilisés pour dimensionner les composantes des ouvrages d'égout.

**Nota : Si on n'a pas remis ou ne remettra pas un rapport préliminaire, ou si des renseignements que renferme le rapport préliminaire ne sont plus valables ou pertinents, il faut donner dans l'énoncé de projet les renseignements décrits plus haut sous l'intitulé *Rapport technique préliminaire* et, au besoin, les renseignements mentionnés ci-après.**

Si un rapport technique préliminaire a été remis sur le projet d'ouvrage d'égout, l'énoncé de projet doit renfermer les renseignements mentionnés ci-après, selon le type d'ouvrage.

#### 3.1.2.1 Énoncé de projet : égouts sanitaires

- la population (actuelle et celle en fonction de laquelle les ouvrages sont conçus) et la densité de population par hectare;
- la superficie (en hectares) du territoire (actuel et celui en fonction duquel les ouvrages sont conçus);
- le débit d'égout par personne;

- le volume limite admissible des eaux d'infiltration, en mètres cubes par jour et par hectare;
- le débit des eaux usées provenant des usines et des bâtiments commerciaux;
- le débit nominal (débit de pointe, sans oublier les eaux d'infiltration et les eaux d'origines industrielle et commerciale) aux égouts intercepteurs et collecteurs;
- le volume d'eaux usées que peuvent recevoir les égouts actuels, les postes de pompage et la station d'épuration situés en aval;
- les données et les calculs se rapportant à chacun des égouts, dont leur capacité requise, le degré d'inclinaison des conduites, le coefficient de rugosité des conduites, le volume d'eaux usées que peuvent transporter les conduites, la vitesse d'écoulement des eaux quand les conduites sont pleines, la hauteur d'écoulement des eaux et, enfin, la vitesse réelle de l'écoulement des eaux au débit de pointe, lorsque la hauteur d'écoulement est inférieure à 0,3 du diamètre des conduites;
- l'écart minimal entre les conduites d'égout et les conduites d'eau.

### **3.1.2.2 Énoncé de projet : égouts pluviaux**

- l'emplacement des zones de drainage souterrain et le coefficient de ruissellement de celles-ci;
- la fréquence et l'intensité des précipitations en fonction desquelles les ouvrages sont conçus;
- le diamètre des conduites, choisi en fonction du volume des eaux pluviales;
- la capacité d'assimilation, à chaque point de déversement, des eaux réceptrices ou des égouts pluviaux existants, en fonction du débit prévu des eaux pluviales;
- les données et les calculs se rapportant à chacun des égouts, dont leur capacité requise, le degré d'inclinaison des conduites, le coefficient de rugosité des conduites, le volume d'eaux usées que peuvent transporter les conduites, la vitesse d'écoulement des eaux quand les conduites sont pleines, la hauteur d'écoulement des eaux et, enfin, la vitesse réelle de l'écoulement des eaux au débit de pointe, lorsque la hauteur d'écoulement est inférieure à 0,3 du diamètre des conduites;
- l'écart minimal entre les égouts pluviaux et les conduites d'eau.

### **3.1.2.3 Énoncé de projet : postes de pompage d'eaux d'égout**

- l'emplacement des postes de pompage proposés et des ouvrages vers lesquels seront acheminées les eaux d'égout (égouts collecteurs, autre poste de pompage ou station d'épuration);
- la population et la superficie (en hectares) du territoire (population et territoire actuels et ceux en fonction desquels les ouvrages sont conçus);
- le débit d'eaux d'égout par personne.
- le débit nominal (débit de pointe, sans oublier les eaux d'infiltration et les eaux d'origines industrielle et commerciale), en fonction des conditions initiales et des conditions en fonction desquelles les ouvrages sont conçus;
- une description des postes de pompage et du matériel utilisé;
- la longueur, le diamètre et le matériau des conduites de refoulement, la vitesse d'écoulement des eaux dans les conduites de refoulement (débit initial et débit en fonction duquel les ouvrages sont conçus), les calculs utilisés pour déterminer la charge dynamique totale des eaux véhiculées par les pompes, et la détermination de la pression transitoire;
- le genre de pompes utilisées et leur nombre, le débit de chacune des pompes et le débit combiné des pompes (il faut donner la plage des débits s'il s'agit de pompes à vitesse variable), selon la charge dynamique en fonction de laquelle les ouvrages sont conçus (il faudrait donner aussi la courbe de rendement des pompes) et, enfin, le type, la puissance et la vitesse (ou la plage de vitesses) du moteur des pompes;
- des renseignements sur l'installation, s'il y a lieu, d'une génératrice auxiliaire et la puissance de celle-ci;
- des renseignements sur les dispositifs de commande des pompes, le système d'alarme et, s'il y a lieu, les grilles, les dessableurs et les broyeurs de solides grossiers;
- le nombre de bâches d'aspiration et la capacité de chaque bâche, et le délai d'avant-débordement en fonction du débit minimal et du débit de pointe;
- le niveau des eaux, dans la bâche d'aspiration, qui, une fois atteint, provoque l'actionnement de la pompe, et le rapport entre ce niveau et la vitesse d'écoulement minimale des eaux dans la conduite d'admission lorsque celle-ci est submergée;
- l élévation du dégorgeoir de secours par rapport à l élévation des sous-sols des habitations situées en amont du poste de pompage;

- la capacité du dégorgoir de secours ou de l'ouvrage de dérivation du trop-plein, le nom du collecteur du trop-plein et une description de l'itinéraire d'évacuation du trop-plein;
- une preuve que les ouvrages d'égout situés en aval (égouts collecteurs, poste de pompage ou station d'épuration) peuvent recevoir sans danger les eaux refoulées par les postes de pompage proposés; si des débordements ont déjà lieu dans les ouvrages d'égout situés en aval, il faut montrer que les eaux refoulées par les postes de pompage proposés n'augmenteront ni la fréquence des débordements ni le volume des eaux excédentaires;
- une description des instruments d'échantillonnage et d'enregistrement des données d'échantillonnage, et des autres dispositifs et appareils prévus (chauffage et ventilation, pompes d'assèchement, etc.).

#### **3.1.2.4 Énoncé de projet : gestion des eaux pluviales**

- une description du bassin de drainage et du plan d'eau récepteur;
- un sommaire des critères de conception (débit de base minimum du cours d'eau, débit maximum du cours d'eau, restrictions visant l'utilisation des sols, pourcentage maximal d'imperméabilité, largeur minimale des bandes tampons autour du cours d'eau, degré d'épuration requis, etc.) et renvoi à leurs sources (p. ex., plan de drainage directeur, plan de gestion du bassin ou du sous-bassin versant) ou le nom de l'administration (municipalité, office de protection de la nature, ministère des Richesses naturelles, ministère de l'Environnement) qui a établi ou approuvé les critères de conception;
- des hydrogrammes et un sommaire des afflux de temps d'orage (préaménagement, postaménagement désordonné, postaménagement ordonné) en fonction desquels sont conçus les ouvrages, ainsi que la méthode de calcul utilisée (modélisation informatique, méthode rationnelle, coefficients d'écoulement des eaux de pluie, etc.);
- une détermination établissant si le cours d'eau récepteur, les dépressions marécageuses, les chenaux naturels ou les égouts pluviaux qui existent déjà peuvent recevoir le débit d'eaux prévu, ainsi que le bilan hydrique utilisé pour déterminer le débit de base du cours d'eau récepteur;
- les installations proposées pour confiner les eaux pluviales (réservoir au toit, parc de stationnement, réservoir souterrain [égout surdimensionné, bassin de retenue], étang de retenue [humide ou sec], étang d'infiltration, etc.);
- les installations proposées pour régir la qualité des eaux pluviales (gestion à la source, infiltration [tuyaux perforés, fossés, baissières, rigoles de drainage, bassins, etc.], étangs de retenue, terres humides, ouvrages de désinfection, etc.);

- une description et les détails de conception (y compris les calculs) des ouvrages de gestion des eaux pluviales (y compris les petits et les grands ouvrages de transport des eaux, ainsi que les ouvrages de régulation de la quantité et de la qualité des eaux), des ouvrages d'évacuation des eaux, des ouvrages de régulation des eaux évacuées, des dégorgoirs de secours et des ouvrages (temporaires ou permanents) de prévention de l'érosion et de l'alluvionnement;
- la trajectoire des eaux et le débit associé à des pluies torrentielles (à récurrence de 100 ans ou régionales), y compris des hydrogrammes;
- une description détaillée des modes d'exploitation et d'entretien des ouvrages, de même qu'une entente, conclue entre la municipalité et le promoteur, donnant des détails sur le plan d'entretien (dont le nom de l'exploitant ou de la personne chargée du fonctionnement et de l'entretien des ouvrages).

### **3.1.2.5 Énoncé de projet : ouvrages d'épuration et d'évacuation**

- des données de base sur le volume et la composition des eaux usées associées à la population et au territoire, dont :
  - la durée de vie prévue des ouvrages,
  - la population et la superficie (en hectares) du territoire en fonction desquelles les ouvrages sont conçus, et la densité de population,
  - la quantité et les caractéristiques prévues des eaux provenant des habitations, des eaux provenant des usines (principales catégories d'eaux industrielles et usées, et caractéristiques de celles-ci, particulièrement les eaux renfermant des polluants qui pourraient nuire aux procédés d'épuration), des boues, du lixiviat de décharge, des eaux d'infiltration et des eaux pluviales (égouts unitaires),
  - le débit des eaux usées en fonction desquelles les ouvrages sont conçus (débit minimum, débit moyen et débit de pointe), ainsi que la charge polluante de celles-ci;
- un sommaire des critères (proposés) relatifs à la quantité et à la qualité de l'effluent (régime d'évacuation et charge polluante admissible de l'effluent) et l'identification du milieu récepteur;
- une description (genres, nombre et dimensions) des installations, du matériel d'épuration et des ouvrages d'évacuation de l'effluent; les paramètres de calcul des procédés (vitesse d'écoulement des eaux et vitesse de sédimentation dans le dessableur, dépôts en surface, teneur en solides, vitesse de déversement des eaux, profondeur et temps de séjour dans les décanteurs, charges volumétrique et organique dans les fosses septiques, D.B.O. prévue et extraction des matières solides en suspension dans les fosses septiques et les décanteurs primaires et secondaires, charge organique dans les bassins d'aération, les étangs d'épuration, les bassins d'épuration biologique, etc., temps d'aération dans les bassins d'aération, possibilités des procédés de déphosphoration chimique, vitesse de filtration et débit de lavage à contre-courant [filtration de l'effluent], possibilités des procédés de chloration et temps

de contact de l'effluent dans le bassin de chloration, possibilités des désinfecteurs à rayonnement ultraviolet, vitesse d'écoulement de l'effluent à l'émissaire d'évacuation [en fonction du débit initial et du débit final], taux d'épandage de l'effluent et programme d'épandage d'eaux résiduaires par aspersion, installations d'infiltration rapide et de drainage souterrain, taux de production volumétrique des boues [primaires, chimiques et activées], taux de charge [solides volatils], temps de séjour, possibilités des échangeurs et mélangeurs thermiques, capacité d'emmagasinage des gaz dans les digesteurs anaérobiose primaires, temps de séjour des boues et rendement de l'aérateur des digesteurs aérobiose, volume et période d'emmagasinage [en mois] des boues dans les bassins à boues, possibilités et rendement des appareils de déshydratation et d'épaississement des boues, possibilités des incinérateurs de boues, etc.);

- les calculs (ou le dimensionnement) relatifs à la conception des ensembles d'épuration des eaux usées et d'évacuation de l'effluent;
- une étude des effets du recyclage des résidus secondaires (eau surnageante issue de l'épaississeur de boues et des digesteurs, liqueur de décantation issue de la cuisson des boues, centrifugat de l'appareil de déshydratation des boues, etc.);
- les calculs relatifs à la conception des procédés utilisés à la station d'épuration, aux ouvrages de collecte des eaux, au déversoir et au diffuseur de l'effluent, et à d'autres installations d'évacuation de l'effluent (épandage d'eaux résiduaires par aspersion, infiltration rapide, drainage souterrain), en fonction des débits minimum et maximum;
- une description des appareils de mesure du débit, d'échantillonnage et de surveillance (y compris la surveillance aux ouvrages de dérivation), des procédés et des programmes;
- une description des installations existantes (lorsqu'il est proposé d'agrandir ou de moderniser des ouvrages qui existent déjà), y compris des données conceptuelles (procédés, calculs hydrauliques), et leur adéquation avec les nouveaux critères conceptuels (il se peut qu'il faille déclasser ou moderniser les installations existantes);
- le relevé des nuisances (bruit et odeurs) et des sources de pollution (bassins ouverts, cheminée, moteurs à combustion interne, incinérateurs, soufflantes de production d'air, etc.), ainsi que la distance entre celles-ci et les limites de la propriété et la résidence privée la plus proche;
- une description des mesures qui seront prises pour ne pas interrompre l'épuration des eaux usées pendant les travaux d'élargissement et de modernisation d'installations existantes;
- lorsque les ouvrages proposés font appel à des techniques novatrices ou expérimentales, ou incorporent des appareils et du matériel dont les données de

fonctionnement à échelle réelle sont limitées ou peu fiables, il faut également donner les renseignements suivants :

- les données relatives aux procédés, aux appareils et au matériel,
- les résultats des programmes d'essai qu'ont effectués des organismes indépendants, des fondations de recherche, des universités, etc.,
- l'identification des applications connues (échelle réelle) des procédés, des appareils et du matériel, y compris une description des applications, ainsi que le nom et l'adresse de la personne avec qui le ministère pourrait communiquer pour obtenir des renseignements techniques,
- un examen des effets qu'occasionnerait une défaillance des procédés, des appareils et du matériel, et une description des mesures qui seraient prises pour prévenir des risques pour la santé et l'environnement, et des infractions aux conditions d'approbation, associés à une défaillance,
- une description des mesures correctrices qui seraient prises en cas de défaillance des procédés, des appareils et du matériel, et une description des responsabilités associées à la proposition,
- une description des programmes de surveillance, d'analyse et de compte rendu qui seraient mis en oeuvre pendant la période d'expérimentation,
- la durée prévue de l'expérimentation.

### **3.1.3 Plans définitifs**

Doivent obligatoirement figurer sur les plans définitifs : le nom du projet, le nom de la municipalité, le nom du groupe d'habitations ou des installations auquel le projet se rapporte, le nom de l'ingénieur concepteur (ainsi que son sceau, daté et signé) et, s'il y a lieu, l'échelle des plans, le nord, les données d'arpentage et les limites du territoire de la municipalité.

Les dessins techniques définitifs doivent renfermer des vues en plan, des vues de face, des vues en section et d'autres vues qui, conjuguées aux devis descriptifs et aux plans d'ensemble, permettront de mener à bien les travaux de construction. Les dessins doivent montrer les dimensions et l'élévation relative des structures, l'emplacement et le tracé du matériel, l'emplacement et les dimensions des conduites, l'élévation du sol et le niveau des liquides et des eaux d'après les débits minimum et maximum.

#### **3.1.3.1 Plans définitifs : égouts pluviaux et sanitaires**

##### **3.1.3.1.1 Plan d'ensemble**

Il faut remettre un plan d'ensemble détaillé des ouvrages d'égout existants et proposés lorsqu'il est question de construire un nouveau réseau d'égouts collecteurs ou d agrandir considérablement des installations qui existent déjà. Le plan doit montrer :

- les principales caractéristiques topographiques (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, limites du

territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellation implicite], etc.);

- l'emplacement et les dimensions des égouts existants et proposés;
- l'emplacement et les caractéristiques des ouvrages d'égout associés aux égouts proposés, dont les dégorgoirs existants.

### **3.1.3.1.2                   Dessins techniques détaillés**

Il faut remettre des dessins de détail et des plans en coupe verticale des égouts proposés et des égouts existants qui se trouvent près de ceux-ci. Les plans en coupe verticale doivent avoir une échelle horizontale d'au plus 1:1 000 et une échelle verticale d'au plus 1:100. La vue en plan doit être dessinée à une échelle correspondant à celle des plans en coupe. Les dessins de détail doivent montrer :

- l'emplacement des rues et des égouts;
- le terre-plein existant et proposé, la forme, le diamètre, l'inclinaison, le matériau et la catégorie des conduites, et l'emplacement des postes de pompage, des regards d'égout, des dégorgoirs et d'autres ouvrages annexes;
- l'emplacement des structures existantes, notamment les conduites et les ouvrages d'eau, qui pourraient perturber les ouvrages d'égout proposés ou être touchées par ceux-ci;
- le lit sur lequel reposent les égouts, les puits d'égout, le raccord des puits d'égout, les conduites de branchement, le passage dans les ponts, le passage dans les cours d'eau, les structures porteuses des bâtiments et ouvrages existants qui se trouvent dans la voie des travaux, le blindage des fossés, etc.; en ce qui concerne les égouts collecteurs sous pression, il faut aussi montrer les massifs d'ancre, les soupapes d'évacuation d'air et de dépression, le raccord du dernier puits d'égout, le limiteur de surtension, les raccords spéciaux, etc.;
- les autres renseignements et devis descriptifs (non donnés sous pli séparé) dont a besoin l'entrepreneur (type de matériaux de construction, qualité des matériaux, composantes préfabriquées, qualité de la main-d'oeuvre, mise à l'épreuve des structures, matériaux devant satisfaire à des normes de conception et essais de fonctionnement des ouvrages finis et de leurs composantes (p. ex., l'épreuve de pression des égouts collecteurs et des conduites de refoulement)).

### **3.1.3.2                   Plans définitifs : grands ouvrages d'égout**

(Installations d'épuration et d'évacuation, installations de gestion des eaux pluviales, postes de pompage)

### **3.1.3.2.1               Plan d'ensemble**

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'égout doivent remettre un plan d'ensemble détaillé des ouvrages d'égout existants et proposés. Le plan doit montrer :

- l'emplacement des ouvrages proposés et le territoire d'où proviendront les eaux usées;
- les principales caractéristiques topographiques (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, limites du territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellation implicite], etc.);
- l'emplacement et les caractéristiques des ouvrages d'égout proposés et des ouvrages d'égout existants associés aux égouts proposés, dont les stations de pompage, les stations de traitement et les points de déversement des effluents (y compris les conduites de dérivation et les déversoirs d'urgence), **ainsi que leurs coordonnées de référence géographique individuelles (coordonnées d'abscisse et d'ordonnée MTU)**, et l'**indication du point de référence principal dont les coordonnées figurent à la section de la demande concernant les renseignements sur le lieu.**

### 3.1.3.2.2 Plans de situation

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'égout ou modifier considérablement de telles installations doivent remettre un plan de situation individuel. Le plan doit montrer :

- toute la propriété où se trouvent ou se trouveront les installations, ainsi que les limites de propriété et l'affectation des terrains voisins;
- les principales caractéristiques topographiques de la propriété et des terrains adjacents (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, élévation des crues, limites du territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellation implicite], etc.);
- le plan d'implantation, les dimensions et les caractéristiques des structures (existantes et proposées) qui se trouvent sur la propriété, ainsi que la distance entre celles-ci et les limites de propriété, les résidences privées et d'autres structures des propriétés voisines;
- les sondages de reconnaissance et l'élévation des eaux souterraines à l'intérieur des limites du terrain.

### 3.1.3.2.3 Plan d'ensemble et dessins techniques détaillés

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'égout ou modifier considérablement des installations existantes doivent remettre un plan d'ensemble et des dessins détaillés renfermant ce qui suit :

- un organigramme montrant les composantes des ouvrages proposés (type, dimensions, caractéristiques pertinentes et capacité nominale des principaux équipements [bassins, réacteurs, pompes, doseurs de réactif, soufflantes, etc.]), le sens d'écoulement des eaux, les flux de résidus et d'eaux recyclées (y compris les conduites de dérivation et de trop-plein), les endroits le long du circuit où s'effectuent l'injection de produits chimiques, le prélèvement d'échantillons et la surveillance, les débits minimum, maximum et moyen des eaux qui entrent dans les composantes d'épuration et qui en sortent, un bilan massique des paramètres conceptuels associés aux composantes d'épuration;
- un profil hydraulique précis (stations d'épuration, postes de pompage, etc.), établi d'après les débits minimum et maximum, et fait à l'échelle verticale pour montrer clairement l'élévation du dessus des bassins, le canal et les radiers, les déversoirs et les autres composantes se répercutant directement sur le gradient hydraulique (en ce qui concerne les postes de pompage, il faut donner les niveaux minimum, maximum et de trop-plein à l'intérieur de la bâche d'aspiration);
- le plan d'implantation des principales composantes (p. ex., l'emplacement collectif des bassins d'aération), y compris les chenaux d'écoulement et les conduites (il faut montrer le sens d'écoulement), les auxiliaires, les conduites d'air et d'injection de produits chimiques, les endroits où s'effectue l'injection de produits chimiques, etc.;
- un plan à l'échelle et des plans en coupe verticale (donnant les dimensions et l'élévation) des ouvrages qui seront construits ou modifiés, ainsi que les devis descriptifs qui ne sont pas remis sous pli séparé;
- les diagrammes des procédés et instruments montrant les raccords et le circuit de commande des composantes, des auxiliaires et des ouvrages annexes.

### **3.1.4 Devis descriptifs**

Il faut remettre des devis descriptifs détaillés pour tous les ouvrages d'égout proposés. S'il s'agit de petits travaux (p. ex., petit allongement d'un égout pluvial ou sanitaire), on peut généralement noter les caractéristiques techniques sur les plans définitifs. Les travaux de plus grande envergure nécessitent habituellement un devis descriptif (remis sous plis séparé).

Le devis descriptif doit renfermer des renseignements sur les travaux de construction et d'installation qui ne sont pas illustrés sur les dessins techniques et que doit connaître l'entrepreneur. En voici des exemples :

- le type de matériaux requis, la qualité des matériaux et les composantes préfabriquées;
- la qualité de la main-d'oeuvre;
- le type, les dimensions, les caractéristiques assignées, les caractéristiques de fonctionnement et la qualité de l'appareillage électrique et mécanique (p. ex., auxiliaires, ouvrages annexes, robinets et soupapes, tuyauterie, raccords de tuyau, appareils électriques, câblage, instruments de mesure et de surveillance, meubles et instruments de laboratoire, outils spécialisés, etc.);
- le type et la qualité des matériaux d'épuration (p. ex., les matériaux de filtration) et des produits chimiques;
- l'essai des structures, des matériaux et des appareils requis pour répondre aux normes de conception;
- les essais de fonctionnement des ouvrages achevés et de leurs composantes (p. ex., l'épreuve de pression des égouts, des conduites de refoulement et autres tuyaux, raccords et accessoires nécessaires à l'écoulement des eaux);
- **le maintien des procédés d'épuration des installations existantes, pendant la durée des travaux de construction de nouveaux ouvrages, conformément au certificat d'autorisation (sauf autorisation contraire du ministère).**

## 3.2 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX OUVRAGES D'EAU

### 3.2.1 Rapport technique préliminaire

Si le promoteur remet un rapport technique préliminaire, celui-ci doit renfermer, **lorsqu'il y a lieu**, les renseignements mentionnés ci-après.

- Une description des ouvrages proposés et, s'il y a lieu, une description des ouvrages d'eau qui existent déjà et qui seront associés aux ouvrages proposés.
- La grandeur et les caractéristiques de la population à laquelle sera distribuée l'eau, les installations proposées (y compris les sources d'approvisionnement en eau) et les dispositions relatives à l'agrandissement futur du réseau de distribution d'eau pour y inclure d'autres secteurs géographiques ou pour répondre aux besoins d'une population accrue. Un renvoi à l'étude environnementale suffit, si celle-ci renferme déjà ces renseignements.
- Des données sur l'utilisation d'eau (actuelle et future) à des fins domestique, commerciale et industrielle, ainsi que sur le débit d'eau (actuel et futur) nécessaire à la lutte contre le feu, que l'on a utilisées pour dimensionner les composantes du réseau

de distribution d'eau. Un renvoi à l'étude environnementale suffit, si celle-ci renferme déjà ces renseignements.

- Des renseignements sur la quantité d'eau brute requise et la quantité d'eau pouvant être puisée au plan d'eau proposé, cette quantité étant établie d'après une étude de la source d'approvisionnement. L'étude sera plus ou moins approfondie selon la nature et la superficie de la source d'eau. Elle ne pourrait même pas être nécessaire s'il s'agit d'un grand plan d'eau. Par contre, si l'eau doit provenir d'une nappe souterraine, l'étude des ressources renouvelables et des ressources exploitables à court terme pourrait être une tâche considérable.
- Un rapport hydrographique (sur tous les puits proposés) établissant le volume des ressources renouvelables et le volume maximal que l'on peut puiser à court terme (sur 12 heures, 24 heures, 1 semaine, 90 jours, etc.), ainsi que la puissance recommandée de la pompe, déterminée d'après le rendement à long terme des puits. Doivent également y être mentionnées les perturbations possibles d'autres puits du secteur, ainsi que toutes les données requises pour demander un permis de prélèvement d'eau conformément à l'article 34 de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario*. Le permis est délivré par la Direction régionale du ministère qui est affectée au territoire où l'eau sera captée.

**Nota : Le ministère ne traitera pas les demandes d'approbation d'un ouvrage d'eau comprenant une nouvelle prise d'eau ou un nouveau puits, ou une prise d'eau ou un puits qui existe déjà, mais dont le promoteur veut changer la quantité et le débit des prélèvements d'eau, si le promoteur n'a pas annexé à sa demande un permis de prélèvement d'eau autorisant de tels prélèvements.**

- Des données sur la qualité de l'eau brute, obtenues par des analyses des caractéristiques physiques, chimiques et bactériologiques d'échantillons d'eau brute prélevés dans la source d'approvisionnement.

**Nota : En ce qui concerne les nappes souterraines, on peut généralement fonder l'étude sur quelques échantillons d'eau prélevés pendant les essais de pompage pour déterminer la productivité du puits ou des puits. Pour ce qui est des eaux de surface, il faut habituellement prélever et analyser des échantillons pendant une période suffisamment longue pour connaître les variations saisonnières de la qualité de l'eau brute.**

**Les analyses de la qualité de l'eau doivent habituellement porter sur les caractéristiques physiques, chimiques et bactériologiques figurant aux tableaux 1, 2, 3 et 4 des normes actuelles en matière d'eau potable de l'Ontario. Toutefois, lorsque les connaissances générales ou des données antérieures indiquent que des substances particulières (p. ex. radionucléides) sont absentes de l'eau ou s'y trouvent sous le seuil admissible, il n'est pas nécessaire que l'analyse porte sur ces substances ou paramètres, pourvu que l'on ait obtenu le consentement écrit du ministère. (NOTA : Il incombe au promoteur d'appuyer sur des**

**documents, des données, etc. toute demande visant à exclure de l'étude certaines substances ou certains paramètres.)**

**Il se peut que l'analyse de l'eau brute doive aussi porter sur des paramètres comme la conductivité de l'eau, la stabilité de l'eau, etc., qui ne figurent pas dans les normes en matière d'eau potable de l'Ontario, mais qui pourraient être essentiels pour déterminer si l'eau brute peut être traitée ou si son traitement nécessitera des procédés particuliers.**

- Le bilan de l'étude réalisée pour établir si les installations proposées peuvent traiter correctement l'eau brute provenant de la source proposée. L'étude doit s'appuyer sur les normes en matière d'eau potable de l'Ontario. Le bilan doit comprendre un sommaire des paramètres de conception des principales composantes des installations proposées, dont les doseurs de réactifs, les possibilités techniques des appareils et du matériel, les temps de séjour, la vitesse de décantation, la vitesse de filtration, le débit de lavage à contre-courant des filtres, etc. Il faut aussi décrire la fiabilité de fonctionnement des ouvrages clés, mentionner s'il y a duplication des éléments essentiels des installations et, enfin, décrire la fiabilité des composantes auxiliaires.
- Des renseignements sur les résidus issus des procédés de traitement de l'eau, y compris le volume et la composition des résidus, le traitement qu'ils subiront et les endroits où ils seront évacués, le tout en fonction des critères de qualité de l'effluent établis avec l'aide de la Direction régionale du ministère. (Nota : L'effluent des installations de traitement de l'eau doit être d'autant meilleure qualité que l'effluent que rejettent dans les mêmes eaux réceptrices des installations d'épuration des eaux d'égout.)
- Des renseignements sur le mesurage des débits et les programmes d'échantillonnage et de surveillance, y compris la surveillance des flux de déchets.
- Des données sur les installations de pompage proposées (pompes de puits, pompes à basse pression, pompes à haute pression, postes de pompage auxiliaires), y compris le nombre et la puissance nominale des pompes auxiliaires, et les possibilités pour les installations de distribuer de l'eau pendant une panne d'électricité, au moyen d'une génératrice de secours ou d'un château d'eau.
- Des renseignements sur le volume d'eau à emmagasiner et les capacités d'emmagasinage des installations proposées. Il faut se reporter aux lignes directrices du ministère intitulées *Guidelines for the Design of Water Storage Facilities* (juillet 1985).
- Des renseignements sommaires sur l'emplacement des ouvrages clés, particulièrement en ce qui touche les risques de pollution de sources d'eau situées à proximité (p. ex. station d'épuration des eaux d'égout, point d'évacuation du trop-plein d'un réseau d'égouts, fosses septiques) et les risques d'inondation.

- Les calculs utilisés pour dimensionner les conduites d'eau principales (débit, pression de distribution minimale et maximale, hauteur minimale de l'eau dans les conduites, écart minimal entre les conduites d'eau et les égouts et autres ouvrages de services publics, etc.).
- Des renseignements sur l'élargissement ou l'amélioration future du réseau de distribution d'eau.
- Les plans de conception préliminaires, portant chacun le nom du projet, le nom de la municipalité, le nom du groupe d'habitations ou des installations auquel le projet se rapporte, le nom de l'ingénieur concepteur et la date à laquelle les plans ont été élaborés et, s'il y a lieu, l'échelle des plans, le nord, les données d'arpentage et la limite séparant deux municipalités. Les plans doivent renfermer les renseignements suivants (s'il y a lieu) :
  - le plan d'implantation et le diamètre des conduites d'eau (existantes et proposées) et l'emplacement des principales composantes des ouvrages (existants et proposés) et des sources d'approvisionnement en eau, ainsi que les sources de contamination possibles (p. ex. station d'épuration des eaux d'égout, point d'évacuation du trop-plein d'un réseau d'égouts, fosses septiques);
  - le plan d'implantation (graphique linéaire) des ouvrages (sauf les conduites principales);
  - les organigrammes de traitement montrant les procédés de traitement, le sens d'écoulement des eaux brutes, des eaux traitées, des eaux recyclées et des eaux résiduaires, l'emplacement des points d'injection de produits chimiques, le débit maximum des eaux qui entrent dans chaque installation de traitement et qui sortent de celle-ci et, enfin, le bilan massique des paramètres de conception autour de chaque ensemble de traitement.

### **3.2.2 Énoncé de projet**

Il faut annexer aux plans et devis définitifs un énoncé de projet résumant les critères de conception et donnant les calculs utilisés pour dimensionner les composantes des ouvrages d'eau.

**Nota : Si on n'a pas remis ou ne remettra pas un rapport préliminaire, ou si des renseignements que renferme le rapport préliminaire ne sont plus valables ou pertinents, il faut donner dans l'énoncé de projet les renseignements décrits plus haut sous l'intitulé *Rapport technique préliminaire* et, au besoin, les renseignements mentionnés ci-après.**

Si un rapport technique préliminaire a été remis sur le projet d'ouvrage d'eau, l'énoncé de projet doit renfermer les renseignements mentionnés ci-après, selon le type d'ouvrage.

#### **3.2.2.1 Énoncé de projet : conduites d'eau principales**

- la population (actuelle et celle en fonction de laquelle les ouvrages sont conçus);
- la demande d'eau maximale, y compris l'eau nécessaire à la lutte contre le feu;
- les données et calculs de conception des conduites principales, y compris le volume d'eau que chacune d'elles doit transporter;
- les possibilités pour le réseau (existant ou proposé) de distribuer un volume accru d'eau en maintenant la pression minimale requise.

**Nota : De tels calculs ne sont habituellement pas requis lorsqu'il est proposé d'allonger quelque peu une conduite principale d'un diamètre de 150 mm, le diamètre minimal prescrit pour ce genre de travaux. Toutefois, ces calculs sont obligatoires lorsque : a) l'ingénieur concepteur propose d'utiliser une conduite d'un diamètre inférieur à 150 mm, laquelle conduite n'étant pas affectée au transport d'eau nécessaire à la lutte contre le feu, b) la capacité de distribution d'eau du réseau actuel est relativement faible, c) l'ingénieur concepteur propose d'augmenter considérablement la longueur de la conduite.**

### 3.2.2.2 Énoncé de conception : grands ouvrages d'eau

(Ouvrages de prise d'eau et postes de pompage à basse pression, puits, stations de traitement, postes de pompage à haute pression et réservoirs d'eau)

- des données de base sur les besoins prévus en eau de la population et du territoire, dont :
  - la durée de vie prévue des ouvrages,
  - la population et la superficie (en hectares) du territoire en fonction desquelles les ouvrages sont conçus, et la densité de population,
  - la consommation d'eau par personne et le volume d'eau utilisé par les établissements commerciaux et industriels,
  - le débit d'eau nécessaire à la lutte contre le feu,
  - les besoins en eau (débit quotidien maximum, débit moyen et débit de pointe) en fonction desquels les ouvrages sont conçus;
- les débits prévus en fonction desquels ont été dimensionnés les différents ouvrages (ouvrages de prise d'eau, pompes, ensembles de traitement de l'eau, bassins, réservoirs et ouvrages de distribution);
- des données sommaires sur la qualité de l'eau brute et le genre de traitement qu'elle devra subir;
- une description (genres, nombre et dimensions) des installations et du matériel de traitement, **y compris les installations de traitement et d'évacuation des eaux résiduaires**, ainsi que les calculs de conception (vitesse d'écoulement de l'eau dans le réseau d'amenée d'eau, vitesse de mélange dans le bassin d'agitation rapide et dans le bassin de flocculation, vitesse de décantation et temps de séjour dans les

bassins de décantation, vitesse de filtration, débit du lavage à contre-courant des filtres, taux d'injection des produits chimiques, concentration de chlore et temps de contact dans les bassins de chloration, etc.);

- les calculs (ou le dimensionnement) relatifs à la conception des installations, des ensembles de traitement, etc.;
- une description de la façon dont seront mesurés les débits (eau brute, eau de lavage à contre-courant, filtrats, eau traitée, eau distribuée);
- une description du programme de surveillance de l'eau traitée et de la qualité de l'effluent, y compris la surveillance automatique et continue de la qualité de l'eau, l'emplacement des points d'échantillonnage, la fréquence de l'échantillonnage et les méthodes d'étalonnage des instruments;
- une description des systèmes d'automatisation et de relève en cas de panne;
- lorsque les ouvrages proposés font appel à des techniques novatrices ou expérimentales, ou incorporent des appareils et du matériel pour lesquels il n'existe pas de bonnes données de fonctionnement à échelle réelle, il faut également donner les renseignements suivants :
  - les données relatives aux procédés, aux appareils, au matériel, etc.,
  - les résultats des programmes d'essai qu'ont effectués des organismes indépendants, des fondations de recherche, des universités, etc.,
  - l'identification d'applications connues (échelle réelle) des procédés, des appareils, du matériel, etc., y compris une description des applications, ainsi que le nom et l'adresse de la personne avec qui le ministère pourrait communiquer pour obtenir des renseignements techniques;
  - un examen des effets qu'occasionnerait une défaillance des procédés, des appareils, du matériel, etc., et une description des mesures qui seraient prises pour prévenir des risques pour la santé, et des infractions aux conditions d'approbation, associés à une défaillance,
  - une description des mesures correctrices qui seraient prises en cas de défaillance des procédés, des appareils, du matériel, etc., et une description des responsabilités associées à la proposition,
  - une description des programmes de surveillance, d'analyse et de compte rendu qui seraient mis en oeuvre pendant la période d'expérimentation,
  - la durée prévue de l'expérimentation.

### **3.2.3 Plans définitifs**

Doivent obligatoirement figurer sur les plans définitifs : le nom du projet, le nom de la municipalité, le nom du groupe d'habitations ou des installations auquel le projet se rapporte, le nom de l'ingénieur concepteur (ainsi que son sceau, daté et signé) et, s'il y a lieu, l'échelle des plans, le nord, les données d'arpentage et la limite séparant deux municipalités.

Les dessins techniques définitifs doivent renfermer des vues en plan, des vues de face, des vues en section et d'autres vues qui, conjuguées aux devis descriptifs et aux plans d'ensemble, permettront de mettre au point les derniers détails du contrat de construction. Les dessins doivent montrer les dimensions et l'élévation relative des structures, l'emplacement et le tracé du matériel, l'emplacement et les dimensions des conduites, l'élévation du sol et le niveau des liquides et des eaux.

### **3.2.3.1 Plans définitifs : conduites principales**

#### **3.2.3.1.1 Plan d'ensemble**

Il faut remettre un plan d'ensemble détaillé des ouvrages existants et proposés lorsqu'il est question de construire un nouveau réseau de distribution d'eau ou d agrandir considérablement des installations qui existent déjà. Le plan doit montrer :

- les principales caractéristiques topographiques (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, limites du territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellation implicite], etc.);
- l'emplacement et les dimensions des conduites existantes et proposées;
- l'emplacement et les caractéristiques des ouvrages d'eau associés aux conduites proposées, ainsi que les endroits où se dégorgent les trop-pleins d'eaux d'égout.

#### **3.2.3.1.2 Dessins techniques détaillés**

Il faut remettre des dessins de détail et des plans en coupe verticale des conduites proposées et des conduites existantes qui se trouvent près de celles-ci. Les plans en coupe verticale doivent avoir une échelle horizontale d'au plus 1:1 000 et une échelle verticale d'au plus 1:100. La vue en plan doit être dessinée à une échelle horizontale correspondant à celle des plans en coupe. Les dessins de détail doivent montrer :

- l'emplacement des rues et des conduites;
- le terre-plein existant et proposé; la forme, le diamètre, l'inclinaison, le matériau et la catégorie des conduites; l'emplacement des bouches d'incendie, des robinets, des conduites d'évacuation, des chambres à débitmètre et des autres ouvrages annexes;
- l'emplacement des structures existantes, notamment les égouts et les ouvrages d'égout, qui pourraient perturber les conduites d'eau proposées ou être touchées par celles-ci;
- le lit sur lequel reposent les conduites, la façon dont les bouches d'incendie sont branchées sur le réseau, les conduites de branchement, le passage dans les ponts, le

passage dans les cours d'eau, les structures porteuses des bâtiments et ouvrages existants qui se trouvent dans la voie des travaux, le blindage des fossés, les massifs d'ancrage et les soupapes d'évacuation d'air et de dépression;

- les autres renseignements et devis descriptifs (non donnés sous pli séparé) dont a besoin l'entrepreneur (type de matériaux de construction, qualité des matériaux, composantes préfabriquées, qualité de la main-d'oeuvre, mise à l'épreuve des structures et des matériaux devant satisfaire à des normes de conception, et essais de fonctionnement des ouvrages achevés et de leurs composantes [p. ex., la désinfection et l'épreuve de pression des conduites]).

### **3.2.3.2 Plans définitifs : grands ouvrages d'eau**

(Ouvrages de prise d'eau et postes de pompage à basse pression, puits, stations de traitement, postes de pompage à haute pression et réservoirs d'eau)

#### **3.2.3.2.1 Plan d'ensemble**

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'égout doivent remettre un plan d'ensemble détaillé des ouvrages d'eau existants et proposés. Le plan doit montrer :

- l'emplacement des ouvrages proposés et le territoire où sera distribuée l'eau;
- les principales caractéristiques topographiques (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, limites du territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellation implicite], etc.);
- l'emplacement et les caractéristiques des ouvrages d'eau proposés et des ouvrages d'eau existants associés aux ouvrages proposés, dont les puits, les ouvrages de prise d'eau, les stations de traitement, les réservoirs et les postes de pompage, **ainsi que leurs coordonnées de référence géographique individuelles (coordonnées d'abscisse et d'ordonnée MTU), et l'indication du point de référence principal dont les coordonnées figurent à la section de la demande concernant les renseignements sur le lieu.**

#### **3.2.3.2.2 Plans de situation**

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'eau ou modifier considérablement de telles installations doivent remettre un plan de situation individuel. Le plan doit montrer :

- toute la propriété où se trouvent ou se trouveront les installations, ainsi que les limites de propriété et l'affectation des terrains voisins;

- les principales caractéristiques topographiques de la propriété et des terrains adjacents (rues existantes et proposées, courbes de niveau à des intervalles appropriés, bassins de drainage, cours d'eau, élévation de la plus haute crue jamais observée, limites du territoire de la municipalité, données d'arpentage [ou repère de nivellement implicite]);
- le plan d'implantation, les dimensions et les caractéristiques des structures (existantes et proposées) qui se trouvent sur la propriété, ainsi que la distance entre celles-ci et les limites de propriété, les résidences privées et les structures des propriétés voisines;
- l'emplacement et les caractéristiques des sources possibles de pollution qui pourraient dégrader la qualité de l'eau brute ou contaminer l'eau traitée qui est distribuée à la population;
- les sondages de reconnaissance et l'élévation des eaux souterraines à l'intérieur des limites du terrain.

### **3.2.3.2.3 Plans d'ensemble et dessins techniques détaillés**

Les promoteurs qui désirent mettre en chantier de grands ouvrages d'eau ou modifier considérablement des installations existantes doivent remettre un plan d'ensemble et des dessins détaillés renfermant ce qui suit :

- pour chaque puits d'eau souterraine, il faut remettre une copie du rapport de forage et du schéma illustrant les détails techniques du puits (élévation des formations géologiques, niveau des eaux, niveau proposé de l'emplacement de la pompe et données sur les filtres [dont la vitesse d'écoulement des eaux à l'entrée des filtres], etc.);
- un organigramme montrant les composantes des ouvrages proposés (type, dimensions, caractéristiques pertinentes et capacité nominale des principaux équipements [réservoirs, réacteurs, pompes, doseurs de réactif, etc.]); le sens d'écoulement des eaux; les flux de résidus et d'eaux recyclées; les endroits le long du circuit où s'effectuent l'injection de produits chimiques, le prélèvement d'échantillons et la surveillance de l'eau traitée et du flux de déchets; les débits minimum et maximum des eaux qui entrent dans les composantes de traitement et qui en sortent, ainsi qu'un bilan massique des paramètres conceptuels associés aux composantes de traitement;
- un profil hydraulique précis (prises d'eau, stations de traitement, postes de pompage, etc.), établi d'après les débits minimum et maximum et fait à l'échelle verticale pour montrer clairement l'élévation du dessus des bassins, le canal et les radiers, les déversoirs et les autres composantes se répercutant directement sur le gradient hydraulique (en ce qui concerne les ouvrages de prise d'eau, il faut donner les niveaux minimum et maximum des eaux d'approvisionnement et leurs effets sur le poste de pompage à basse pression);

- le plan d'implantation des principales composantes (p. ex., l'emplacement collectif des filtres), y compris les chenaux d'écoulement et les conduites (il faut montrer le sens d'écoulement), les auxiliaires, les conduites d'air et d'injection de produits chimiques, les endroits où s'effectue l'injection de produits chimiques, etc.;
- un plan à l'échelle et des plans en coupe verticale (donnant les dimensions et l élévation) des ouvrages qui seront construits ou modifiés, ainsi que les devis descriptifs qui ne sont pas remis sous pli séparé;
- les diagrammes des procédés et instruments montrant les raccords et le circuit de commande des composantes, des auxiliaires et des ouvrages annexes.

### **3.2.4 Devis descriptifs**

Il faut remettre des devis descriptifs détaillés pour tous les ouvrages d'eau proposés. S'il s'agit de petits travaux (p. ex., petit allongement d'une conduite d'eau), on peut généralement noter les caractéristiques techniques sur les plans définitifs. Les travaux de plus grande envergure nécessitent habituellement un devis descriptif, remis sous pli séparé.

Le devis descriptif doit renfermer des renseignements sur les travaux de construction et d'installation qui ne sont pas illustrés sur les dessins techniques et que doit connaître l'entrepreneur. En voici des exemples :

- le type de matériaux requis, la qualité des matériaux et les composantes préfabriquées;
- la qualité de la main-d'oeuvre;
- le type, les dimensions, les caractéristiques assignées, les caractéristiques de fonctionnement et la qualité de l'appareillage électrique et mécanique (p. ex., auxiliaires, ouvrages annexes, robinets et soupapes, tuyauterie, raccords de tuyau, appareils électriques, câblage, instruments de mesure et de surveillance, meubles et instruments de laboratoire, outils spécialisés, etc.);
- le type et la qualité des matériaux d'épuration (p. ex., les matériaux de filtration) et des produits chimiques;
- l'essai des structures, des matériaux et des appareils requis pour répondre aux normes de conception;
- les essais de fonctionnement des ouvrages achevés et de leurs composantes (p. ex., l'épreuve de pression des conduites principales et autres tuyaux);

- **le maintien des procédés de traitement des installations existantes, pendant la durée des travaux, conformément au certificat d'autorisation (sauf autorisation contraire du ministère).**

#### **4. DESCRIPTION DÉTAILLÉE DES OUVRAGES PROPOSÉS**

Le ministère a pour pratique actuelle de décrire, sur le certificat d'autorisation, les ouvrages proposés avec suffisamment de détails pour qu'il soit possible de les visualiser sans l'emploi de dessins techniques. Les promoteurs qui remettent une telle description détaillée facilitent grandement la tâche du ministère et lui permettent d'accélérer l'élaboration des certificats d'autorisation. Il est par conséquent recommandé de remettre, outre la description sommaire du formulaire de demande, une description technique détaillée des ouvrages proposés et de leurs composantes.

Sauf en ce qui concerne les conduites d'eau et les égouts, une telle description détaillée devrait comprendre l'emplacement, le nom, le type, le nombre, les dimensions et les possibilités techniques des structures et des équipements d'une importance cruciale. Il faut aussi mentionner le rôle des composantes du circuit de traitement et en expliquer le fonctionnement dans des paragraphes séparés, dans l'ordre dans lequel elles se succèdent le long du circuit de traitement.

Les conduites d'eau, les égouts pluviaux et les égouts sanitaires doivent être décrits sous forme de tableaux donnant le nom de la rue sous laquelle ils se trouvent et leur emplacement par rapport aux intersections voisines. Il faut remettre des tableaux séparés pour les conduites d'eau, les égouts pluviaux et les égouts sanitaires.

Sont donnés ci-après quelques exemples de la façon dont on peut décrire les différents genres d'ouvrages d'eau et d'égout.

##### **Conduites d'eau, égouts pluviaux et égouts sanitaires**

Rue

Entre

Et

##### **Conduite d'eau**

Servitude À environ 50 m au nord de la rue Maple	environ 120 m à l'est de la rue Cartier	la rue Champlain
--	--	------------------

##### **Égout sanitaire**

Rue Laroche	le cul-de-sac	l'avenue Bing
-------------	---------------	---------------

##### **Égout pluvial**

Rue Moore	environ 25 m au sud de la rue Boisseau (jonction est)	et la rue Lobo (jonction ouest)
-----------	---	------------------------------------

### **Poste de pompage d'eaux d'égout**

- Le poste est situé du côté sud de la rue Maple, à environ 55 m à l'ouest de la rue Matisse. Il consiste en une bâche d'aspiration d'un diamètre de 3 m, faite en béton précoulé et en deux (2) pompes submersibles, ayant chacune un débit nominal de 10,3 l/s à une hauteur totale de refoulement de 10,4 m. Le poste est relié à une conduite de refoulement (désignée ci-après) d'un diamètre de 100 mm. La conduite se trouve sous la rue Maple.

### **Conduite de refoulement**

- Conduite sous pression, d'un diamètre de 100 mm, commençant à la rue Maple et se terminant à l'égout de la rue Matisse, comme suit :

<u>Rue</u>	<u>Entre</u>	<u>Et</u>
Rue Maple	environ 55 m à l'ouest de la rue Matisse	la rue Matisse
Rue Matisse	la rue Maple	environ 120 m au nord de la rue Maple (collecteur d'eaux usées)

### **Ouvrages de gestion des eaux pluviales**

- Un collecteur de toit d'une superficie de 2,2 hectares, pouvant contenir environ 896 m<sup>3</sup> d'eau, muni de 35 canalisations de vidange restreignant chacune à 20 l/s le débit de pointe pendant une pluie torrentielle ne survenant qu'une fois tous les cent ans. L'eau des précipitations se déverse dans l'égout pluvial, puis dans l'étang de retenue décrit plus bas.
- Un parc de stationnement d'une superficie de 1,3 hectare, pouvant contenir 759 m<sup>3</sup> d'eau d'une profondeur maximale de 0,22 m. Le parc est muni de cinq (5) puisards, dotés d'un orifice régulateur permettant de restreindre à 215 l/s le débit de pointe pendant une pluie torrentielle ne survenant qu'une fois tous les cent ans. Les eaux évacuées aboutissent dans l'étang de retenue décrit ci-après.
- Un étang de retenue prolongé d'une superficie de 0,15 hectare, recevant les eaux de ruissellement d'un bassin de drainage d'une superficie d'environ 9,8 ha (y compris le collecteur de toit et le parc de stationnement décrits plus haut). L'étang peut contenir 1 650 m<sup>3</sup> d'eau d'une profondeur maximale de 93,4 m. Il est muni d'un mur d'amont,

d'une conduite d'amenée d'un diamètre de 450 mm et d'un ouvrage de vidange restreignant le débit d'évacuation à 240 l/s pendant une pluie torrentielle ne survenant qu'une fois tous les cent ans. Les eaux évacuées se déversent dans un égout d'un diamètre de 300 mm et d'une longueur de 120 m, aboutissant au collecteur municipal.

### **Ouvrages puisant l'eau brute à une nappe souterraine**

- Un puits foré à grande profondeur d'un diamètre de 324 mm et d'une profondeur de 61,26 m (puits 1-93), situé sur le lot 28, concession 1, à environ 40 m à l'ouest de la route 10 et à environ 75 m au nord de la rivière Credit. Le puits est muni d'une pompe de grande profondeur d'un débit nominal de 1 022 l/min à une hauteur totale de refoulement de 104 m, reliée à une conduite de refoulement d'un diamètre de 150 mm, associée au collecteur logé dans le poste de pompage décrit plus bas. La tête de puits est dotée d'un couvercle étanche, en acier galvanisé, avec mise à l'air libre.
- Un poste de pompage situé à environ 30 m au nord du puits 1-93, où sont logés les dispositifs de traitement et de commande suivants :
  - un collecteur d'un diamètre de 150 mm et les ouvrages connexes, reliés à la conduite d'alimentation décrite plus bas, laquelle est munie d'un débitmètre électromagnétique;
  - un chlorateur utilisant de l'hypochlorite de sodium, consistant en un réservoir de solution d'hypochlorite de sodium d'une contenance de 200 litres et en deux (2) pompes doseuses (une pompe de service et une pompe auxiliaire), reliées à une conduite d'alimentation qui déverse la solution d'hypochlorite de sodium dans le collecteur, à la sortie du poste de pompage;
  - un circuit de séquestration du fer et du manganèse utilisant un agent chélateur à base de phosphate, le circuit étant constitué d'un réservoir d'une contenance de 200 litres et d'une (1) pompe doseuse rattachée à une conduite d'alimentation déversant l'agent chélateur dans le collecteur, à la sortie du poste de pompage, puis dans le puits lui-même, à la chambre d'aspiration (la conduite d'alimentation est logée dans un tuyau en PVC d'un diamètre de 100 mm, installé sous terre le long d'un tuyau en PVC logeant le branchement d'électricité à la pompe de puits);
  - un appareil de déplacement d'air utilisant du dioxyde de carbone, l'appareil étant constitué de deux (2) bouteilles (une bouteille de service et une bouteille auxiliaire) de dioxyde de carbone d'une capacité de 34 kg, associées à des manomètres et à des robinets situés dans le poste de pompage, ainsi qu'à une conduite de dioxyde de carbone d'un diamètre de 10 mm, logée dans le tubage du puits (dans le tuyau de PVC d'un diamètre de 100 mm comprenant également la conduite transportant l'agent chélateur du poste de pompage vers le puits); l'appareil comprend aussi deux (2) événements, ménagés dans le tubage,

du côté intérieur du couvercle du puits, l'un étant muni d'une soupape de décharge (actionnée lorsque la pression à l'intérieur du tubage se trouve à plus de 14 kPa [2 livres par pouce carré] au-dessus de la pression atmosphérique), l'autre étant muni d'une soupape anti-vide et d'admission d'air (actionnée lorsque la pression dans le tubage se trouve à plus de 2 kPa [ $\frac{1}{4}$  de livre par pouce carré] sous la pression atmosphérique);

- une génératrice de secours à moteur diesel d'une puissance de 350 kW, logée dans le poste de pompage (dans sa propre chambre).
- Une conduite principale d'un diamètre de 300 mm, comprenant des bouches d'incendie et des ouvrages connexes, mais ne comprenant pas de conduite de branchement sur toute sa longueur (environ 915 m). La conduite donne un temps de contact au chlore d'environ 64,9 minutes avant que l'eau atteigne le premier abonné, au débit maximal approuvé de 1 009 l/min. La conduite est installée comme suit :

<u>Rue</u>	<u>Entre</u>	<u>Et</u>
Poste de pompage	environ 40 m à l'ouest de la route 10 (poste de pompage)	la route 10
Route 10	environ 115 m au nord du passage de la rivière Credit	l'avenue McCannell

### **Château d'eau**

- Un château d'eau devant être construit à la jonction nord-ouest des rues Tremblay et Woodlands, lequel aurait une contenance de 4 500 m<sup>3</sup> entre une hauteur d'eau minimale de 177,31 m et une hauteur maximale de 189,5 m, soit une contenance appropriée au débit de pointe, au débit nécessaire à la lutte contre le feu et au stockage d'appoint.

### **Station d'épuration des eaux d'égout**

#### Bâtiment principal

- Un immeuble logeant les installations décrites plus bas, ainsi qu'un bureau, les locaux du personnel, un laboratoire, deux (2) systèmes autonomes de ventilation par aspiration pour les secteurs produisant des odeurs fortes et faibles, l'un des systèmes étant doté d'un biofiltre et l'autre d'un filtre à charbon activé, installés sur le dispositif d'évacuation de l'air vicié vers l'atmosphère.

#### Amenée des eaux d'égout

- Un réseau de canaux constitué d'un premier canal large de 600 mm et profond de 850 mm, se divisant en deux (2) canaux de grille, chacun étant large de 300 mm et profond de 1 000 mm.
- Deux (2) canaux à grilles d'une largeur de 350 mm et d'une profondeur de 850 mm, chacun étant muni d'un râteau mécanique (pointes espacées de 15 mm) pouvant ratisser 4 450 m<sup>3</sup>/j.
- Deux (2) dessableurs à tourbillon installés en aval des grilles à barreaux, ayant chacun un diamètre de 2 m (profondeur d'eau latérale de 3,1 m) et pouvant accepter un débit de pointe de 4 450 m<sup>3</sup>/j. Chaque dessableur est muni d'un aérateur, d'un orifice d'admission d'un diamètre de 300 mm et d'un orifice de décharge d'un diamètre de 600 mm. Chaque dessableur déverse ses eaux dessablées dans un canal aboutissant à un canal où s'opère un dessablage secondaire.
- Une (1) vis d'extraction transportant les sables des deux dessableurs à tourbillon vers les deux canaux à grilles.
- Deux (2) canaux Parshall servant à mesurer le débit des eaux dans le canal de décharge des deux dessableurs à tourbillon. Les canaux Parshall sont dotés d'un détecteur de niveau à ultrasons et d'un transmetteur.

## Épuration secondaire

- Deux (2) réacteurs de traitement par cuvée, fonctionnant en tout temps, mais en mode séquentiel, chaque cuvée subissant un traitement d'une durée variable de 4 à 2,4 heures, programmé pour que les deux réacteurs n'évacuent pas leur effluent en même temps. Chaque réacteur consiste en un réservoir de 26 m de long par 7,3 m de large (profondeur latérale maximale de 4 m), traitant des cuvettes d'une profondeur allant de 2,9 m à 4 m et doté des dispositifs suivants :
  - un ensemble de canalisations de distribution des eaux usées reliées à la boîte de répartition du réacteur, le tout étant conçu pour que les eaux soient distribuées uniformément au fond du réacteur;
  - un réseau de diffuseurs de fines bulles d'air associés à des tuyaux de distribution (l'ensemble étant conçu pour traiter les eaux par agitation et par oxydation biologique), relié au système d'apport d'air comprimé décrit plus bas;
  - une (1) pompe centrifuge submersible à boues activées, d'un débit nominal de 150 l/min à une hauteur totale de refoulement de 6,1 m, reliée, par une conduite de refoulement, au bassin de retenue des boues activées décrit plus bas;

- un (1) bassin de décantation (débit nominal de 57,9 l/s), muni d'un racleur d'écumes pivotant, les eaux étant évacuées, après traitement, dans le canal de désinfection par rayonnement ultraviolet décrit plus bas.
- Trois (3) soufflantes d'air volumétriques (deux soufflantes de service et une soufflante auxiliaire) fournissant de l'air comprimé aux réacteurs séquentiels, chaque soufflante pouvant produire un volume d'air normal de 9,3 m<sup>3</sup>/min (329 pieds cubes par minute) à une pression de refoulement de 44,8 kPa. Chaque soufflante est munie d'un dispositif filtrant l'air aspiré, d'un silencieux (aux orifices d'aspiration et de refoulement), de raccords flexibles, d'une soupape de décharge, d'un clapet anti-retour et de clapets d'isolement.

#### Déphosphoration chimique

- Un (1) réservoir d'alun d'une contenance de 18 000 l, associé à deux (2) pompes doseuses à membrane (une pompe de service et une pompe auxiliaire) pouvant injecter, dans la conduite d'alimentation reliée à la boîte de répartition des réacteurs, entre 30 et 300 l/h d'une solution d'alun.

#### Désinfection de l'effluent

- Un canal de désinfection par rayonnement ultraviolet long de 9,5 m, large de 610 mm et profond de 1 220 mm, muni d'un déversoir en zigzag d'une longueur de 5 810 mm, rattaché à l'orifice de l'émissaire d'évacuation de l'effluent terminal. Le canal est conçu pour maintenir le niveau de l'effluent à une profondeur de 624 mm. La désinfection est réalisée au moyen d'un ensemble de lampes à vapeur de mercure à basse pression fournissant 65 % de la puissance de rayonnement à une longueur d'onde de 253,7 nm, et une densité d'irradiation de 3,35 watts par litre au débit nominal de 61 l/s. L'ensemble irradiant consiste en 128 lampes à rayons ultraviolets regroupées en seize (16) modules amovibles, organisés en deux (2) sous-groupes reliés en série.

#### Évacuation de l'effluent terminal

- Un déversoir d'un diamètre de 500 mm, s'étendant de la station d'épuration à environ 200 m de la rive du Saint-Laurent. Le déversoir comprend, à son extrémité, trois (3) diffuseurs d'un diamètre de 100 mm.

#### Digestion et stockage des boues

- Un (1) bassin d'une contenance de 45 m<sup>3</sup>, muni d'une (1) pompe à cavité intermédiaire pouvant refouler des boues à un débit de 100 à 500 l/min (hauteur de refoulement de 3 m et hauteur d'aspiration de 3,5 m).
- Un (1) épaisseur par gravité d'une largeur de 1 m, pouvant épaisser des boues activées à une vitesse d'alimentation de 200 à 500 l/min, et doté d'un injecteur de liant polymère liquide.

- Un (1) bassin de retenue de boues épaissies d'une contenance de 10 m<sup>3</sup>.
- Un (1) appareil de digestion aérobie thermophile à deux étages, situé hors du bâtiment principal, comprenant les éléments suivants :
  - deux (2) digesteurs à chargement discontinu, recouvert d'un matériau isolant, d'un diamètre de 2,9 m et d'une hauteur de 3 m, chacun étant muni d'une (1) buse d'aspiration d'air (réglable), logée dans la conduite d'alimentation-recirculation des boues, et d'un (1) racleur d'écumes à hélices, l'ensemble étant associé à une tuyauterie d'alimentation et d'évacuation des boues (et aux dispositifs connexes) et d'un dispositif de dégazage (comprenant un piège à écumes) évacuant les gaz dans la conduite d'admission d'air des soufflantes décrites plus haut;
  - quatre (4) pompes centrifuges à vis (deux pompes de service et deux pompes auxiliaires), pouvant refouler 20 l/s à une hauteur totale de refoulement de 7 m, associées à un ensemble intégré de conduites et d'ouvrages connexes pouvant acheminer les boues du bassin de retenue des boues épaissies vers les digesteurs, entre les digesteurs, et des digesteurs vers les bassins de boues digérées;
  - un adducteur de chaleur autonome (pour l'appareil de digestion aérobie thermophile), comprenant un tube échangeur de chaleur (logé dans la tuyauterie de recirculation des boues de l'appareil de digestion aérobie thermophile), alimenté en eau chaude (93 °C) au moyen de quatre (4) chaudières à eau chaude, qui servent également à chauffer la station d'épuration.
- Un (1) réservoir de stockage des boues digérées d'une contenance de 712 m<sup>3</sup>, comprenant deux compartiments. Le réservoir est muni d'une pompe à cavité intermédiaire permettant de refouler les boues dans la citerne d'un camion-citerne à un débit nominal de 1 000 l/min (hauteur de refoulement de 7 m et hauteur d'aspiration de 2,5 m), et auquel est associée la tuyauterie d'aspiration, de recirculation et de refoulement des boues.

#### Groupe électrogène de secours

- Une génératrice à moteur diesel d'une puissance nominale de 150 kW, munie de deux (2) réservoirs à carburant de 200 l.

#### **Stabilisation des eaux et épandage d'eaux résiduaires par aspersion**

- Un étang de stabilisation et d'emmagasinage des eaux comprenant deux (2) bassins, décrits ci-après :

- un bassin (bassin « A ») muni d'une doublure d'argile, recevant les eaux par une conduite de refoulement qui existe déjà (chemin de traverse n° 20); le bassin présente une superficie de 1,6 ha, une profondeur totale de 3,1 m (y compris une cuvette de captage des boues de 0,3 m et un franc bord de 0,66 m) et une contenance utile de 21 600 m<sup>3</sup>; il comprend un ouvrage d'admission de la conduite de refoulement, un robinet-vanne (habituellement ouvert) d'un diamètre de 200 mm raccordé à la conduite de refoulement (chemin de traverse n° 20), une conduite de décharge d'un diamètre de 250 mm, munie d'un robinet-vanne reliée au bassin d'emmagasinage « B » et d'un tuyau de trop-plein d'un diamètre de 300 mm, relié au bassin « B » protégé aux deux extrémités (aux bassins « A » et « B ») au moyen d'un enrochement;
- un bassin (bassin « B ») muni d'une doublure d'argile, recevant les eaux stabilisées du bassin « A » (décris ci-dessus); le bassin présente une superficie de 6,2 ha, une profondeur totale de 3,1 m (y compris une cuvette de captage des boues de 0,3 m et un franc bord de 0,66 m) et une capacité d'emmagasinage utile de 109 925 m<sup>3</sup>; il comprend un ouvrage d'admission de la conduite de refoulement, un robinet-vanne (habituellement fermé) d'un diamètre de 200 mm (chemin de traverse n° 20) et un puisard en béton armé (profondeur de 1,5 m) creusé au fond du bassin (les parois s'étendent à 0,3 m au-dessus du fond du bassin à poutrelles d'arrêt permettant d'étendre les murs à une hauteur maximale de 0,6 m au-dessus du fond du bassin).

– Un poste de pompage constitué d'un bâtiment à charpente de bois (3 m x 3,6 m), situé à côté de l'étang, logeant une (1) pompe d'eaux d'égout centrifuge (moteur électrique de 75 hp) donnant un débit nominal de 132 l/s à une hauteur totale de refoulement de 38 m. La pompe est reliée au puisard creusé au fond du bassin « B » par une conduite d'aspiration d'un diamètre de 250 mm, munie d'une crête rotative autonettoyante. La pompe est également associée à une conduite de refoulement d'un diamètre de 300 mm, dotée d'un débitmètre électromagnétique. Les eaux sont refoulées dans le système d'épandage du champ sud (décris plus bas).

– Un champ d'épandage des eaux résiduaires d'une superficie de 23 ha (champ sud), situé immédiatement au nord et à l'est de l'étang décris ci-dessus. Le champ comprend quatre (4) zones d'épandage par aspersion, comprenant chacune un ensemble autonome d'arroiseurs alimentés par des tuyaux latéraux raccordés à une conduite principale, laquelle est reliée, par un raccord vanné, à la conduite de refoulement du poste de pompage décris plus haut. Les zones d'épandage présentent les dimensions suivantes :

Zone A1 : 65 293 m<sup>2</sup>;      Zone C2 : 36 506 m<sup>2</sup>;  
 Zone B2 : 26 855 m<sup>2</sup>;      Zone C3 : 11 382 m<sup>2</sup>.

– Un champ d'épandage des eaux résiduaires d'une superficie de 18,6 ha (champ nord), situé au nord-ouest du champ sud décris plus haut. Le champ comprend trois (3) zones d'épandage par aspersion, comprenant chacune un ensemble autonome d'arroiseurs alimentés par des tuyaux latéraux raccordés à une conduite principale,

laquelle est reliée, par un raccord vanné, à une conduite-relais d'un diamètre de 250 mm et d'une longueur approximative de 630 m, laquelle est reliée à la conduite de refoulement du poste de pompage décrit plus haut, situé à l'extrémité nord du champ sud. Les zones d'épandage présentent les dimensions suivantes :

Zone B1 : 37 643 m<sup>2</sup>;  
Zone C1 : 65 564 m<sup>2</sup>;  
Zone D1 : 16 312 m<sup>2</sup>.

### **Fosse septique et système d'épandage souterrain**

- Une boîte à graisse préfabriquée, à parois de béton, d'une contenance de 500 l, déversant le trop-plein dans la fosse septique décrite plus bas.
- Une fosse septique préfabriquée, à parois en béton, comprenant deux compartiments d'une contenance totale de 20 000 l. La fosse est munie d'une crépine à fentes de 3 mm formant un tube d'un diamètre de 250 mm, lequel est logé dans l'orifice d'admission de la conduite de trop-plein de la fosse septique, laquelle conduite déverse son contenu dans le poste de pompage décrit plus bas.
- Un poste de pompage préfabriqué, à parois en béton, d'une contenance de 5 000 l, muni d'une pompe submersible d'une puissance de 1 hp, d'une commande de pompe, d'une alarme de haut niveau et d'un panneau de commande (au-dessus du sol). Le poste sert à alimenter le lit de filtration.
- Un lit de filtration d'une superficie de 750 m<sup>2</sup>, auquel sont associés une boîte de répartition à fermeture étanche et un tuyau perforé d'un diamètre de 32 mm et d'une longueur de 300 m, formant un réseau de dix (10) tuyaux parallèles de 30 m de long, reliés chacun à la boîte de répartition, et espacés (à leur ligne médiane) de 2 m. Les tuyaux perforés sont logés dans des fossés de gravier d'une profondeur de 0,8 m et d'une largeur de 0,6 m.

## **ANNEXES**

## ANNEXE A

### APPROBATIONS REQUISES : SURVOL DES LOIS ET RÈGLEMENTS

Nous examinerons ici sommairement les dispositions clés de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* (LREO) et des autres textes de loi se rapportant au processus d'approbation requis conformément aux articles 52 et 53 de la LREO. Puisqu'il ne s'agit que d'un sommaire, les clients devraient se reporter aux textes de loi pour connaître toutes les conditions à observer. C'est au promoteur qu'il incombe de connaître et de comprendre toutes les prescriptions de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* et des autres lois et règlements applicables.

#### 1. LOI SUR LES RESSOURCES EN EAU DE L'ONTARIO (LREO)

La *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* (LREO) vise d'une part à protéger le milieu aquatique et, d'autre part, à régir la qualité de l'eau potable distribuée à la population.

##### 1.1 Définitions

L'article 1 de la LREO définit, entre autres, les termes suivants :

« Municipalité » *Municipalité constituée par un comté, une communauté urbaine, une région, un district, une cité, une ville, un village, un canton ou un district en voie d'organisation. S'entend en outre d'un conseil local qui s'y rattache ainsi que d'un conseil, d'une commission ou d'une autre administration locale qui exercent des pouvoirs en ce qui concerne des affaires ou à des fins municipales, y compris les fins scolaires, dans un canton non érigé en municipalité ou dans un territoire qui n'a pas fait l'objet d'un arpantage.*

« Propriétaire » *Municipalité ou personne qui a le pouvoir de construire, d'entretenir, d'exploiter, de réparer, d'améliorer ou d'agrandir une station de purification de l'eau ou une station d'épuration des eaux d'égout.*

« Personne » *S'entend en outre d'une municipalité.*

« Eaux d'égout » *S'entend en outre des eaux de drainage, des eaux pluviales, des déchets commerciaux et industriels et d'autres matières ou substances que précisent les règlements pris en application de l'alinéa 44(1) i).*

« Station d'épuration des eaux d'égout » *Installations servant à capter, à conduire, à traiter et à éliminer des eaux d'égout, ou une partie de telles installations, à l'exclusion de la plomberie ou d'autres installations auxquelles s'appliquent les règlements pris en application de l'alinéa 44(2)a).*

*« Eaux » Puits, lac, rivière, étang, source, ruisseau, réservoir, cours d'eau artificiel, cours d'eau temporaire, eaux souterraines et autre nappe d'eau ou cours d'eau.*

*« Station de purification de l'eau » Installations servant à capter, à produire, traiter, à retenir, à fournir et à distribuer de l'eau, ou une partie de telles installations, à l'exclusion de la plomberie et d'autres installations auxquelles s'appliquent les règlements pris en application de l'alinéa 44(2)a).*

## 1.2 Ouvrages d'eau

On trouvera à l'article 52 les règles à suivre relativement à la construction et à l'exploitation d'ouvrages d'eau.

Le paragraphe 52(1) exige une approbation pour construire un ouvrage d'eau ou modifier un ouvrage existant :

*Nul ne doit établir, modifier, agrandir ni remplacer une station de purification de l'eau, nouvelle ou existante, autrement qu'aux termes d'une approbation accordée par le directeur.*

Le paragraphe 52(7) interdit l'exploitation d'un ouvrage d'eau non approuvé :

*Nul ne doit utiliser ni exploiter une station de purification de l'eau soumise à une approbation visée au paragraphe (1), à moins que l'approbation requise n'ait été accordée et ses conditions respectées.*

Le paragraphe 52(8) stipule que l'obligation de faire approuver un ouvrage d'eau, conformément à l'article 52, **ne s'applique pas** :

- a) à une station de purification de l'eau destinée au seul usage de l'approvisionnement en eau à des fins agricoles, commerciales ou industrielles et dont aucune loi ou aucun règlement ne requiert qu'elle soit potable;
- b) à une station de purification de l'eau dont la capacité maximale de production ne dépasse pas 50 000 litres par jour;
- c) à une station de purification de l'eau privée qui n'est destinée à desservir que cinq résidences privées ou moins;
- d) à une station de purification de l'eau qui peut être exemptée des règlements pris en application de la présente loi.

**Nota : Voir ci-dessous d'autres exemptions prévues aux termes du Règlement 525/98 sur l'exemption d'approbation et du Règlement .../00 sur la protection de l'eau potable.**

Pour les besoins du présent texte, le « directeur » est un employé de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement). Ce titre lui est attribué en vertu de l'article 5 de la LREO.

### 1.2.1 Permis de prélèvement d'eau

Les prescriptions relatives au prélèvement d'eau dans le milieu naturel, pour quelque raison que ce soit, sont énoncées à l'article 34.

L'article 34 dit notamment que « *nul ne doit prélever plus de 50 000 litres d'eau par jour* » de toute source d'eau souterraine ou de surface « *sans obtenir un permis du directeur* ».

Pour les besoins de cet article, le « directeur » est un employé de tout bureau régional du ministère de l'Environnement. Ce titre lui est attribué en vertu de l'article 5 de la LREO.

**Nota : Lorsqu'un ouvrage d'eau régi par l'article 52 comprend une nouvelle prise d'eau ou un nouveau puits, ou s'il est question de changer la quantité d'eau prélevée ou le débit de celle-ci, le promoteur doit obtenir un permis de prélèvement d'eau en s'adressant à un bureau régional du ministère de l'Environnement. Selon l'article 52, il doit obtenir son permis avant de demander à faire approuver son ouvrage d'eau.**

### 1.3 Stations d'épuration des eaux d'égout

Les règles gouvernant la construction et l'exploitation de stations d'épuration des eaux d'égout sont énoncées à l'article 53.

Le paragraphe 53(1) établit les règles à suivre pour obtenir l'approbation de construire un nouvel ouvrage d'égout ou en modifier un qui existe déjà :

*Nul ne doit établir, modifier, agrandir ni remplacer une station de purification de l'eau, nouvelle ou existante, autrement qu'aux termes d'une approbation accordée par le directeur.*

Le paragraphe 53(5) interdit l'exploitation d'ouvrages d'égout non approuvés :

*Nul ne doit utiliser ni exploiter une station d'épuration des eaux d'égout soumise à une approbation visée au paragraphe (1), à moins que l'approbation requise n'ait été accordée et ses conditions respectées.*

Selon le paragraphe 53(6), ainsi qu'il est modifié par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*, l'obligation de faire approuver des ouvrages d'égout, conformément à l'article 53, **ne s'applique pas** :

- a) *à une station d'épuration des eaux d'égout de laquelle les eaux d'égout ne sont ni drainées ni évacuées, directement ou indirectement, dans un fossé, un drain*

*ou un égout pluvial, un puits, un lac, une rivière, un étang, une source, un ruisseau, un réservoir, une autre pièce d'eau ou un cours d'eau;*

- b) *à une station d'épuration des eaux d'égout privée conçue pour le traitement partiel des eaux d'égout devant être drainées ou évacuées dans un égout séparatif;*
- c) *à un système d'égouts qui est assujetti à la Loi de 1992 sur le code du bâtiment;*
- d) *à des installations de drainage dont la fonction principale consiste à drainer des biens-fonds à des fins agricoles;*
- e) *à des installations de drainage auxquelles s'appliquent la Loi sur le drainage, la Loi sur les cimetières, la Loi sur l'aménagement des voies publiques et des transports en commun ou la Loi sur les chemins de fer d'intérêt local;*
- f) *à des stations d'épuration des eaux d'égout qui peuvent être exemptées par des règlements pris en application de la présente loi.*

mais **s'applique** toutefois :

*à une station d'épuration des eaux d'égout qui évacue des eaux d'égout à la surface du sol.*

Le paragraphe 53(6.1), incorporé à la LREO en vertu de la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*, établit que l'obligation de faire approuver des ouvrages d'égout, conformément à l'article 53, s'applique en outre aux ouvrages d'égout décrits à l'alinéa 53(6)a), soit « *à la station d'épuration des eaux d'égout de laquelle les eaux d'égout ne sont ni drainées ni évacuées, directement ou indirectement, dans un fossé, un drain ou un égout pluvial, un puits, un lac, une rivière, un étang, une source, un ruisseau, un réservoir, une autre pièce d'eau ou un cours d'eau* », si :

- a) *elle a une capacité nominale supérieure à 10 000 litres par jour;*
- b) *plus d'une station d'épuration des eaux d'égout sont situées sur un lot ou une parcelle de bien-fonds et ces stations ont au total une capacité nominale supérieure à 10 000 litres par jour;*
- c) *elle n'est pas située entièrement dans les limites du lot ou de la parcelle de bien-fonds sur lequel est situé la résidence ou l'autre bâtiment ou installation qu'elle dessert.*

Par l'incorporation, par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*, du paragraphe 53(6.1) à la LREO, sont maintenant régis par cet alinéa tous les réseaux d'égouts collectifs ou individuels munis d'un **système d'évacuation des effluents par voie souterraine** (entre

autres les grandes fosses septiques et les lits de filtration). Ceux-ci étaient auparavant approuvés conformément à la partie VIII de la *Loi sur la protection de l'environnement*, par les bureaux de santé locaux, les Offices de protection de la nature et les bureaux de district du ministère.

L'alinéa 53(6)c) qui, par le biais de la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*, soustrait d'une approbation les ouvrages d'égout régis par la *Loi sur le code du bâtiment*, remplace l'ancienne exemption s'appliquant aux ouvrages privés d'épuration d'eaux usées répondant aux besoins de cinq résidences ou moins. En conséquence de cette modification et de l'incorporation du paragraphe 53(6.1), doivent désormais être approuvés conformément à l'article 53 tous les ouvrages d'égout autres que les réseaux d'égout individuels (d'une capacité d'au plus 10 000 l/j) ou collectifs, aménagés à l'intérieur d'un lot ou d'une parcelle où se trouvent la ou les résidences, le ou les bâtiments, ou les installations d'où proviennent les eaux usées.

Clarifions davantage : a) si un ouvrage d'égout peut épurer plus de 10 000 l/j, il est visé par la LREO -- où qu'il se trouve; b) si une propriété compte plusieurs petits ouvrages (chacun pouvant traiter tout au plus 10 000 l/j), mais que tous les ouvrages combinés peuvent épurer plus de 10 000 l/j, ces ouvrages sont alors visés par la LREO, quel que soit leur pouvoir d'épuration individuel; c) si un ouvrage n'est pas entièrement compris dans les limites de la propriété où se trouvent le ou les bâtiments d'où proviennent les eaux usées, il est présumé être un ouvrage d'égout visé par la LREO, quel que soit son pouvoir d'épuration.

**Nota : Les ouvrages d'égout servant à recueillir les eaux pluviales sont exclus de la définition d'« ouvrages de plomberie » que donne la *Loi sur le code du bâtiment*. Ils sont par conséquent régis par l'article 53 de la LREO, où qu'ils se trouvent, quel que soit leur pouvoir de collecte et peu importe qui en est le propriétaire.**

### **1.3.1 Prescriptions relatives à la tenue d'audiences (ouvrages d'égout)**

Les articles 54 et 55 de la LREO prévoient la tenue d'audiences publiques obligatoires ou discrétionnaires avant que le ministère approuve des ouvrages d'égout. Selon l'article 54, une audience publique est obligatoire quand un ouvrage proposé traverse une limite municipale. Si l'ouvrage est confiné au territoire d'une municipalité, mais qu'il est prévu qu'il aura un intérêt public, le directeur peut exiger, en vertu de l'article 55, la tenue d'une audience publique avant que le ministère accorde son approbation.

Il faut noter cependant que l'implantation, la modification ou l'agrandissement d'un ouvrage d'égout régi par la Loi sur les évaluations environnementales (LÉE) sont soustraits aux articles 54 et 55 de la LREO (nécessité d'obtenir un permis ou de tenir une audience). Cette dispense est prévue en vertu du Règlement de l'Ontario 207/87.

Les propositions d'ouvrages d'égout sont soumises aux dispositions de la LÉE si les ouvrages proposés doivent être construits par un gouvernement provincial ou municipal, ou par tout autre organisme gouvernemental, ou bien par une entité privée qui exécutera les travaux au nom d'un tel gouvernement ou organisme, à la condition que les ouvrages, une

fois construits, deviennent la propriété du gouvernement ou d'un des ses organismes, ou s'ils sont expressément visés par la LÉE ou un règlement pris en application de cette loi.

En réalité, un ouvrage d'égout ne nécessiterait une audience, conformément aux articles 54 et 55 de la LREO, que s'il était entrepris par une entité privée et demeurerait la propriété d'une entité privée après sa construction et sa mise en service. Cela comprend des situations où la propriété d'un ouvrage d'égout doit être cédée plus tard à un gouvernement provincial ou municipal, ou à l'un de ses organismes, mais qu'l'ouvrage sera la propriété de l'entité privée lorsqu'il sera mis en service.

#### **1.4 Approbation refusée ou approbation donnée à certaines conditions**

En vertu des paragraphes 52(4) et 53(4), le directeur peut, s'il le juge dans l'intérêt du public, prendre l'une des mesures suivantes :

- a) *refuser d'accorder son approbation;*
- b) *assortir à son approbation des conditions qu'il juge nécessaires;*
- c) *imposer de nouvelles conditions à l'octroi de son approbation;*
- d) *modifier les conditions de l'approbation;*
- e) *révoquer ou suspendre l'approbation.*

Toutefois, si le directeur prend l'une de ces mesures, il est tenu, conformément à l'article 100 de la LREO, de donner un avis écrit de sa décision ainsi que les raisons l'ayant motivée. On peut contester la décision du directeur en interjetant appel au Tribunal de l'environnement. L'appel doit toutefois avoir été déposé au plus tard 15 jours après la réception de l'avis.

**Nota : L'appel ne reporte pas l'exécution de la décision du directeur. La décision demeure en vigueur et ses modalités ont force exécutoire tant que l'appel n'a pas été tranché, à moins que le Tribunal de l'environnement ait accordé une exemption.**

#### **1.5 Règlement 525/98 sur l'exemption d'approbation**

Le Règlement 525/98 est pris en application de la LREO. Il dispense de l'obligation d'obtenir une approbation conformément aux articles 52 et 53 lorsqu'il est question d'ouvrages d'eau ou d'égout dont les effets sur l'environnement seraient négligeables. En voici quelques exemples :

- installation de conduites d'eau et de conduites reliées à un réseau d'égouts, ou changements apportés à de telles conduites;
- installation de conduites d'eau et d'accessoires d'égout (robinets, regards, réservoirs de chasse, etc.);
- regarnissage de conduites d'eau et d'égout;

- remplacement de conduites d'eau et d'égout par des conduites de mêmes dimensions et d'une même capacité que les anciennes;
- ouvrages de gestion des eaux pluviales conçus pour recueillir les eaux pluviales d'une seule parcelle de terrain (sauf les terrains industriels) et les évacuer dans un égout pluvial qui n'est pas relié à un égout unitaire.

Le Règlement exclut spécifiquement les travaux d'installation, de modification, de prolongement ou de remplacement de conduites et d'ouvrages d'égout associés à un réseau d'égouts unitaire.

## **1.6 Règlement .../00 sur la protection de l'eau potable**

Le Règlement .../00 est pris en application de la LREO. Il prescrit des normes de qualité de l'eau liées à la santé (concentrations maximales admissibles et CMA provisoires), les règles associées au traitement minimal de l'eau destinée à la population, et les règles associées à la production de rapports sur le rendement des installations de traitement de l'eau.

## **2. LOI SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (LPE)**

La *Loi sur la protection de l'environnement* (LPE) vise à protéger les milieux naturels, à l'exception du milieu aquatique. La LREO et la LPE établissent les principaux fondements sur lesquels repose l'autorité du ministère. Les parties de la LPE qui ont trait à la gestion de la qualité de l'air et à l'élimination des déchets peuvent s'appliquer aux ouvrages d'eau et d'égout pour lesquels une approbation est requise conformément à la LREO.

### **2.1 Rejets de polluants dans l'atmosphère**

La partie II (articles 6 à 20) de la LPE établit les restrictions visant le rejet de polluants dans l'environnement, ainsi que les conditions d'approbation s'appliquant aux installations susceptibles de polluer l'environnement.

L'article 9 de la LPE dit ceci :

*Sauf en vertu d'un certificat d'autorisation délivré par le directeur et conformément à ce certificat, nul ne doit :*

- *construire, modifier, agrandir ou remplacer une usine, un ouvrage, de l'équipement, un appareil, un mécanisme ou une chose susceptibles de rejeter ou desquels peut être rejeté un contaminant dans une partie de l'environnement naturel autre que l'eau;*
- *modifier un procédé ou un débit de production de façon qu'un contaminant puisse être rejeté dans une partie de l'environnement naturel autre que l'eau ou que le débit ou le mode de rejet d'un contaminant dans une partie de l'environnement naturel autre que l'eau puissent être modifiés.*

Doivent être observées les prescriptions de l'article 9 relatives au rejet dans l'atmosphère de polluants provenant **de l'intérieur d'un ouvrage d'eau ou d'égout** (p. ex., odeurs provenant d'un étang de stabilisation des eaux usées, d'un dessableur ou d'un bassin d'aération; gaz d'échappement d'un incinérateur, d'une chaudière ou d'un brûleur de biogaz; gaz d'échappement et bruits de génératrices diesel; bruits de soufflantes de production d'air ou de compresseurs).

Pour ce qui est des sources diffuses d'odeurs (p. ex., étangs ou bassins ouverts) et des sources de bruit (p. ex., compresseurs et soufflantes de production d'air), les sources de pollution atmosphérique sont habituellement abordées pendant l'examen qui précède le processus d'approbation requis conformément à la LREO. Il n'est donc pas nécessaire de présenter une demande d'approbation (Air) distincte.

Par contre, il faut obtenir une approbation du directeur (un employé de la Direction des évaluations et des autorisations environnementales du ministère de l'Environnement, ayant ce titre en vertu de l'article 5) pour ce qui est des rejets de matières particulières ou gazeuses, y compris les gaz d'échappement des moteurs à combustion interne provenant de points identifiables, tels que les robinets des chaudières, les tuyaux d'échappement des génératrices diesel, les tuyaux d'échappement des systèmes déprimogènes de désodorisation des bassins recouverts, etc. Il en est de même pour l'établissement ou la modification d'installations susceptibles de produire de telles émanations.

Le Règlement 346 de l'Ontario, pris en application de la LPE, établit la concentration maximale admissible des contaminants atmosphériques au point de contact. Par conséquent, un ouvrage est dit conforme au Règlement si ses rejets dans l'atmosphère se trouvent au-dessous des concentrations maximales au point de contact prescrites à l'annexe 1 du Règlement. Les points de contact habituels sont les limites de propriété et tous les récepteurs (prises d'air, fenêtres, etc.).

## 2.2 Gestion des déchets

La partie V (articles 25 à 55) de la LPE régit la gestion et l'élimination des déchets.

L'article 25 de la LPE donne les définitions suivantes :

- « *Déchets* » S'entend notamment des cendres, ordures ménagères, détritus, déchets domestiques et industriels ou détritus d'une municipalité, et autres matières désignées dans les règlements.
- « *Lieu d'élimination des déchets* » S'entend des terrains sur lesquels, à l'intérieur desquels, dans lesquels ou à travers lesquels ainsi que les bâtiments ou ouvrages dans lesquels des déchets sont déposés, éliminés, manutentionnés, entreposés, transférés, traités ou transformés, et des opérations effectuées et des machines ou de l'équipement utilisés pour le

*dépôt, l'élimination, la manutention, l'entreposage, le transfert, le traitement ou la transformation des déchets.*

- « *Système de gestion des déchets* » S'entend des installations ou de l'équipement utilisés pour la gestion des déchets, notamment l'enlèvement, la manutention, le transport, l'entreposage, la transformation ou l'élimination des déchets, ainsi que des opérations effectuées à ces fins. Peut s'entendre en outre d'un ou de plusieurs lieux d'élimination des déchets.

L'article 26 de la LPE dit en outre que :

*« La présente partie ne s'applique pas à l'entreposage ou à l'élimination par quiconque de ses déchets domestiques sur sa propre propriété, à moins que le directeur ne soit d'avis, en se fondant sur des motifs raisonnables et probables, que l'entreposage ou l'élimination constituent ou constituent vraisemblablement une nuisance. La présente partie ne s'applique pas non plus aux stations d'épuration des eaux d'égout ou aux autres ouvrages que visent la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario ou les règlements pris en application de cette loi. »*

Par conséquent, les ouvrages se trouvant dans les limites d'une station d'épuration des eaux d'égout, y compris les installations de traitement et d'élimination des boues qui se trouvent à cet endroit, sont régis par l'article 53 de la LREO. Les déchets résiduels expédiés hors des lieux sont régis par la partie V de la LPE.

Conformément à l'article 27 de la LPE, le promoteur ou le propriétaire d'un lieu d'élimination des déchets (décharge, station de transbordement, station de traitement ou incinérateur) ou d'un système de gestion des déchets (installations et matériel de collecte, de transport, de traitement, d'entreposage et d'élimination de déchets) doit obligatoirement obtenir une approbation du directeur (un employé du ministère de l'Environnement ayant ce titre en vertu de l'article 5 de la *Loi*), avant d'entreprendre la construction ou la modification de telles installations, ou avant de changer le genre de déchets qui y sont manipulés.

**Nota : Depuis l'incorporation, à la LPE, du paragraphe 28(1) en raison de la Loi de 1997 sur l'amélioration des services, les lieux d'élimination des déchets et les systèmes de gestion des déchets qui étaient régis par l'article 27 de la LPE comprennent dorénavant le matériel et les installations destinés au transport, à l'entreposage, au traitement et à l'élimination d'eaux d'égout transportées (par exemple les boues). Ceux-ci étaient auparavant régis par la partie VIII de la LPE, abrogée par la Loi de 1997 sur l'amélioration des services.**

Le Règlement de l'Ontario 347, pris en application de la LPE, donne la liste des définitions se rapportant aux lieux et aux systèmes d'élimination des déchets. Il prescrit aussi les normes minimales de rendement. Parmi les définitions qui s'appliquent aux ouvrages d'égout, le Règlement 347 donne le sens suivant à « déchets organiques traités » (le Règlement n'étant pas traduit, ce qui suit est une traduction non officielle) : « [...] des déchets essentiellement organiques, traités par digestion aérobie ou anaérobiose, ou par d'autres procédés de stabilisation, comprenant des résidus associés aux procédés d'épuration d'un ouvrage

*d'égout, lesquels résidus sont visés par la Loi sur les ressources en eau de l'Ontario ». Le Règlement donne le sens suivant à « amendement organique du sol » (traduction non officielle) : « [...] l'incorporation au sol de déchets organiques traités dans le but de bonifier le sol et de favoriser ainsi l'agriculture ou la croissance de plantes couvre-sol ».*

Le ministère de l'Environnement a élaboré, conjointement avec le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales, des lignes directrices relatives à l'épandage, sur des terres agricoles, de boues résiduelles provenant de stations d'épuration des eaux d'égout (ces boues sont aussi appelées « déchets organiques traités » ou « biosolides »). Ces lignes directrices (*Guidelines for the Utilization of Biosolids and other Wastes on Agricultural Lands*, mars 1996) prescrivent les taux d'application et d'autres conditions relatives à l'épandage et à l'élimination des biosolides (y compris les boues des stations d'épuration) sur des terres agricoles. Les chefs de district du ministère étant désignés « directeurs », en vertu de l'article 5 de la LPE, ils sont habilités à approuver ou non les « lieux d'élimination des déchets organiques traités (biosolides) » (aussi appelés « lieux d'amendement organique du sol »).

Pour pouvoir transporter des déchets organiques traités, liquides ou solides en vue de les épandre sur des terres agricoles, il faut faire approuver le système de gestion des déchets (article 27 de la LPE). Les demandes d'approbation doivent être présentées à la Direction des évaluations et des autorisations environnementales.

Une approbation est requise (article 27) pour éliminer des boues déshydratées ou des cendres d'incinération dans une décharge municipale. Si une décharge nécessite une audience publique, conformément à la LÉE, avant qu'il soit possible d'y éliminer de tels déchets, les demandes d'approbation doivent être présentées à l'Unité des lieux et des systèmes d'élimination des déchets, Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement). Les directeurs régionaux s'occupent des demandes d'approbation de lieux d'élimination des déchets ne nécessitant pas une audience publique et n'étant pas régis par la LÉE.

Lorsqu'un lieu d'élimination des déchets doit comprendre des installations d'épuration et d'évacuation d'eaux d'égout (dont le lixiviat, les eaux de drainage et les eaux pluviales) dans des eaux de surface, ou doit comprendre des égouts sanitaires ou des conduites sous pression qui serviront à rejeter des eaux usées dans un réseau collecteur collectif, il faut obtenir l'approbation du directeur (Direction des évaluations et des autorisations environnementales), conformément à l'article 53 de la LREO.

**Nota : Sauf en ce qui concerne la construction de l'égout sanitaire ou de la conduite sous pression relié à une station d'épuration, il n'est pas nécessaire d'obtenir une approbation, conformément à l'article 53 de la LREO, pour évacuer du lixiviat dans un réseau collecteur d'eaux usées. Il revient au propriétaire de la station de décider s'il rejettéra ou non du lixiviat dans le réseau collecteur, et il lui incombe de déterminer si la station pourra épurer le lixiviat sans que cela ne nuise au bon fonctionnement des procédés d'épuration. S'il doit modifier sa station, il lui incombe d'obtenir à cette fin une approbation du ministère.**

## 2.3 Réseaux d'égouts

La partie VIII (articles 74 à 83) de la *Loi sur la protection de l'environnement* (LPE) a été abrogée par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*. Parmi les réseaux d'égout qui étaient régis par la partie VIII :

- les petits ouvrages de collecte et d'épuration sur place des eaux d'égout (écoulement maximal de 10 000 l/j) sont maintenant régis par la *Loi de 1992 sur le code du bâtiment* (telle qu'elle a été modifiée par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*), administrée par les municipalités et, dans certaines régions, par les bureaux de santé locaux ou les Offices de protection de la nature;
- les ouvrages collectifs de collecte et d'épuration des eaux usées hors site et les grands ouvrages (écoulement supérieur à 10 000 l/j) de collecte et d'épuration sur place des eaux d'égout dont les effluents sont évacués dans le sol sont maintenant régis par l'article 53 de la LREO (ainsi qu'elle a été modifiée par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*), que fait observer la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement);
- les installations servant au transport, au traitement et à l'épandage des eaux d'égout transportées sont maintenant des « systèmes de gestion des déchets » et des « lieux d'épandage des eaux d'égout » régis par la partie V (article 27) de la LPE (dans sa version modifiée par la *Loi de 1997 sur l'amélioration des services*), que fait observer la Direction des évaluations et des autorisations environnementales (ministère de l'Environnement).

### **3. LOI SUR LES ÉVALUATIONS ENVIRONNEMENTALES (LÉE)**

Aucune approbation prescrite par la LREO ne peut être accordée tant que les prescriptions de la LÉE n'ont pas été observées. Cette règle vaut aussi pour les permis et les certificats que délivrent le gouvernement provincial et les municipalités.

Le paragraphe 6(1) de la LÉE dit entre autres ceci :

*Lorsqu'un promoteur est tenu par la présente loi de soumettre au ministre l'évaluation environnementale d'une entreprise :*

- a) *une licence, un permis, une autorisation, une permission ou un consentement exigé aux termes d'une loi, d'un règlement municipal, ou exigé autrement par la province de l'Ontario, un de ses organismes, une municipalité ou un organisme investi d'un pouvoir de réglementation, pour l'exploitation de l'entreprise, ne doivent pas être délivrés ou accordés;*

*à moins que*

- c) *l'évaluation environnementale n'ait été soumise au ministre et acceptée par lui;*
- d) *le ministre n'ait autorisé l'exploitation de l'entreprise.*

Des travaux sont régis par la LÉE s'ils sont entrepris par un gouvernement provincial ou municipal, ou un de ses organismes, ou bien s'ils sont expressément visés par la LÉE (ou un règlement pris en application de celle-ci).

**Nota : Sont compris dans la catégorie des ouvrages entrepris par un gouvernement provincial ou municipal, ou un de ses organismes, les ouvrages entrepris par une entité privée au nom de ce gouvernement, si les ouvrages, une fois construits, deviennent la propriété de ce gouvernement.**

Les ouvrages entrepris par une entité privée, qui en restera le propriétaire après leur construction et leur mise en service, ne sont pas régis par la LÉE, à moins d'être expressément visés par la LÉE ou un règlement pris en application de cette loi.

**Nota : Les ouvrages entrepris par une entité privée ne sont pas régis par la LÉE si leur propriété doit être cédée plus tard à un gouvernement provincial ou municipal, ou à un de ses organismes, mais seront la propriété de l'entité privée lorsqu'il sera mis en service.**

**Nota : En ce qui concerne la plupart des entreprises nécessitant une approbation conformément à la LREO, on peut satisfaire aux exigences de la LÉE en élaborant un processus de planification correspondant au genre d'ouvrage proposé (p. ex., une entreprise de l'annexe A, B ou C). Le processus est décrit dans le document intitulé *Class Environmental Assessment for Municipal Sewage and Water Projects* (évaluation environnementale de portée générale pour ouvrages d'eau et d'égout municipaux), lequel est rédigé par la Municipal Engineers Association et a été approuvé par le ministre de l'Environnement par le décret en conseil n° 836/87. Veuillez vous reporter au document.**

#### **4. CHARTE ONTARIENNE DES DROITS ENVIRONNEMENTAUX (CDE)**

La *Loi sur les droits environnementaux en Ontario*, mieux connue sous le nom de *Charte ontarienne des droits environnementaux* (CDE), prévoit un processus par lequel les résidants de l'Ontario peuvent participer aux décisions gouvernementales susceptibles d'avoir une incidence importante sur l'environnement. Ce processus comprend la parution, au registre environnemental (un site Web), des propositions d'actes instrumentaires dits « prescrits » (les actes visés par la *Charte des droits environnementaux*). Le public a un minimum de 30 jours pour faire connaître ses points de vue sur les propositions qui paraissent au registre sur les décisions qui sont prises relativement à ces propositions (l'approbation ou le permis est accordé ou rejeté), après l'examen des points de vue du public. Les décisions paraissent ensuite au registre environnemental. La *Charte* confère également à des tierces parties le

droit de demander au Tribunal de l'environnement l'autorisation d'interjeter appel de certaines décisions, après la parution de celles-ci au registre environnemental.

Le Règlement 681/94 (Classification des propositions d'actes), pris en application de la *Charte ontarienne des droits environnementaux*, donne la liste des propositions qui sont soumises aux dispositions de la *Charte*.

Conformément au Règlement, les approbations suivantes, requises en vertu de l'article 53 de la LREO (stations d'épuration des eaux d'égout), sont des actes prescrits :

- toute approbation relative à une station d'épuration des eaux d'égout qui limiterait le rejet de polluants donnés, à partir d'un endroit précis, est un acte prescrit de catégorie II, à moins
  - i qu'une approbation ait déjà été accordée conformément au paragraphe 53(1) relativement à ce point de rejet,
  - ii que l'approbation proposée ne permette pas l'augmentation de la quantité d'un des polluants donnés qui serait rejetée à partir de cet endroit précis;
- toute approbation relative à une station d'épuration des eaux d'égout qui empiéterait sur le territoire d'une autre municipalité, et toute autre approbation relative à une station d'épuration des eaux d'égout devant nécessiter une audience, conformément à la LREO, sont des actes prescrits de catégorie III.

**Nota : Ni les approbations requises aux termes de l'article 53 de la LREO (stations d'épuration des eaux d'égout) autres que celles mentionnées plus haut, ni les approbations requises aux termes de l'article 52 de la LREO (stations de purification de l'eau) ne sont des actes prescrits par la Charte.**

Certaines propositions, même si elles sont dites « actes prescrits » par le Règlement 681/94, peuvent, dans certaines circonstances, être dispensées du processus de consultation publique. La *Charte* prévoit en effet certaines exemptions aux exigences de participation du public dans des situations bien précises, à savoir :

- **Participation du public équivalente (article 30 de la Charte)** : Tous les éléments du projet qui risqueraient d'avoir des répercussions sur l'environnement ont déjà été étudiés dans le cadre d'un processus de participation en grande partie équivalent au processus que prescrit la *Charte*.

**Nota : Le promoteur doit donner tous les détails du processus de participation dont a été l'objet son entreprise à l'échelle provinciale, y compris : la façon dont la consultation a été mené, une attestation de la consultation du public, le nombre de personnes qui y ont participé, la nature des commentaires du public et les mesures prises après réception des commentaires. Le demandeur doit aussi mentionner si le personnel du ministère de l'Environnement a participé au processus de consultation.**

- **Situation d'urgence (article 29 de la Charte) :** Il y a une « situation d'urgence » lorsque le temps que prendrait la consultation du public entraînerait « a) un danger pour la santé ou la sécurité de quiconque ; b) une atteinte ou un grave risque d'atteinte à l'environnement ; ou c) un préjudice ou des dommages à des biens, ou un grave risque de préjudice ou de dommages à des biens ».

**Nota : Le promoteur doit montrer qu'il s'agit bel et bien d'une situation d'urgence et que sa demande a pour but d'atténuer les risques associés à cette situation d'urgence.**

- **Modification ou révocation de clause à effet négligeable sur l'environnement (paragraphe 22(3) de la Charte) :** Il s'agit d'une demande visant à modifier ou à révoquer un certificat en vigueur sans que cela entraîne des effets importants sur l'environnement.

**Nota : Le promoteur doit montrer que sa proposition n'aura pas d'effets importants sur l'environnement.**

- **Loi sur les évaluations environnementales ou décision d'un tribunal (article 32 de la Charte des droits environnementaux) :** La proposition « favoriserait la réalisation d'une entreprise autorisée par : a) une décision rendue par un tribunal en vertu d'une loi après que le public a eu la possibilité de participer au processus ou b) une décision rendue en vertu de la Loi sur les évaluations environnementales ». (Se retrouvent sous cette définition tous les ouvrages d'égout visés par la Charte que proposent de construire des municipalités ou des promoteurs du secteur privé.)

**Nota : Le promoteur doit fournir soit une preuve qu'il a bel et bien terminé le processus d'évaluation environnementale, soit une copie de la décision rendue par le tribunal.**

Pour de plus amples renseignements au sujet des prescriptions de la Charte, voir le document du ministère intitulé **La Charte ontarienne des droits environnementaux : exigences relatives aux actes prescrits**.

**Nota : Pour obtenir des renseignements généraux sur la Charte des droits environnementaux et le registre environnemental, il suffit de consulter le site Web de la Charte à l'adresse <http://www.ene.gov.on.ca/envision/ebr/welcome.htm>. On peut aussi communiquer avec le Centre d'information du ministère de l'Environnement, au 135, avenue St. Clair Ouest, rez-de-chaussée, Toronto (Ontario) M4V 1P5, renseignements généraux (416) 323-4321, ou ligne sans frais 1 800 565-4923.**

**On peut accéder au registre environnemental par le biais du site Web mentionné ci-dessus ou en se rendant directement au site Web suivant : <http://www.ene.gov.on.ca/envision/env-reg/er/registry.htm>.**



## ANNEXE B

### APERÇU DES LIGNES DIRECTRICES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Le ministère de l'Environnement rédige et met à jour continuellement des lignes directrices sur lesquelles s'appuie son personnel pour prendre des décisions et mener ses activités de tous les jours, conformément à la mission du ministère et aux politiques du gouvernement de l'Ontario, et pour les communiquer au public.

Les lignes directrices du ministère sont réunies dans le document intitulé *Manual of Environmental Guidelines and Procedures* (le manuel). On peut en obtenir un exemplaire en s'adressant au Centre d'information du ministère de l'Environnement, 135, avenue St. Clair Ouest, rez-de-chaussée, Toronto (Ontario) M4V 1P5, ou en composant le (416) 325-4000 ou le 1 800 565-4923. On peut également l'obtenir dans un bureau de district ou à un bureau régional du ministère. De plus, on peut le consulter dans le site web du ministère de l'Environnement ([www.ene.gov.on.ca](http://www.ene.gov.on.ca)).

En général, les ouvrages d'eau ou d'égout que l'on propose de construire ou de modifier doivent répondre aux critères prescrits par les lignes directrices. Certaines lignes directrices ont des clauses dérogatoires, qui en font partie intégrante.

Nous examinerons sommairement, plus bas, les lignes directrices qui ont trait aux ouvrages d'eau et d'égout devant être approuvés conformément à la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* (LREO). Pour bien comprendre les lignes directrices, il faudra consulter le manuel et se reporter à leur version intégrale. On pourra aussi se renseigner auprès du ministère.

#### **LIGNES DIRECTRICES SUR L'UTILISATION DES SOLS**

##### **D2 COMPATIBILITÉ DES INSTALLATIONS D'ÉPURATION DES EAUX D'ÉGOUT AVEC LES UTILISATIONS DES SOLS**

La ligne directrice D-2 propose les écarts minimaux entre des ouvrages d'égout (municipaux et privés) et les terrains adjacents, et d'autres mesures visant à atténuer les odeurs et les bruits. Elle s'applique aux demandes d'approbation présentées conformément à l'article 53 de la LREO et à l'article 9 de la LPE (construction ou agrandissement de stations municipales et privées d'épuration des eaux d'égout).

Ainsi, lorsqu'on propose de construire une station d'épuration des eaux d'égout ou d'agrandir une station existante, il faut acquérir autour du terrain une bande de terre, dite « zone tampon », d'une superficie suffisante. On évitera ainsi d'imposer des contraintes sur les utilisations des terrains voisins.

Les écarts minimaux et les écarts recommandés sont fonction du genre d'ouvrage proposé et, bien sûr, de ses dimensions :

- Usines d'épuration des eaux d'égout d'un débit quotidien maximal de 500 m<sup>3</sup>/j :
  - écart recommandé : 100 m
- Usines d'épuration des eaux d'égout d'un débit quotidien se situant entre 500 m<sup>3</sup>/j et 25 000 m<sup>3</sup>/j :
  - écart minimal : 100 m
  - écart recommandé : 150 m
- Usines d'épuration des eaux d'égout d'un débit quotidien supérieur à 25 000 m<sup>3</sup>/j :
  - écart minimal : 100 m
  - écart recommandé : déterminé cas par cas  
(peut être supérieur à 150 m)
- Étangs de stabilisation :
  - écart minimal : déterminé cas par cas en fonction de l'étang et des caractéristiques des eaux usées  
(de 100 m à 400 m).

**Nota :** L'« écart recommandé » correspond à l'écart requis quand aucun dispositif ni aucun ouvrage de lutte contre le bruit et les odeurs n'ont été prévus. Si le client propose des moyens appropriés d'atténuer le bruit et les odeurs, l'écart requis peut correspondre à l'« écart minimal ». Ainsi, pour les stations d'un débit inférieur à 500 m<sup>3</sup>/j, l'écart requis pourrait être ramené à 100 m ou moins si le client a prévu des moyens de lutte contre bruit et odeurs.

## D5 PLANIFICATION DES SERVICES D'EAU ET D'ÉGOUT

Cette ligne directrice vise à guider la planification des services d'eau et d'égout municipaux. Elle décrit la façon de garantir à la population une eau de bonne qualité, en quantité suffisante, et la façon de recueillir et d'épurer les eaux d'égout, puis d'éliminer les effluents. Elle concorde avec l'objectif provincial, qui est de gérer la croissance et le changement afin de favoriser des collectivités saines sur les plans social, économique, environnemental et culturel, et qui font un usage rationnel des terres, des infrastructures (nouvelles et existantes) et des services publics. Pour garantir à la population des services convenables et ininterrompus, le ministère de l'Environnement oblige les municipalités à posséder les installations collectives et à s'occuper de leur exploitation et de leur entretien, conformément à la marche à suivre D5-2.

<b>Marche à suivre D5-2</b>	<b>Responsabilité municipale pour les services d'eau et d'égout collectifs</b>
-----------------------------	--

La marche à suivre D5-2 prescrit les responsabilités incombant aux municipalités relativement à la possession, à l'exploitation et à l'entretien de nouvelles installations d'eau et d'égout collectives, et à des installations collectives appartenant à une entité privée, lorsque leur propriétaire désire les agrandir. La marche à suivre décrit aussi les modes d'application des critères et la façon acceptable de les observer. Elle est

conçue pour prévenir l'interruption de services collectifs (ce qui pourrait arriver si le propriétaire privé d'un ouvrage collectif faisait faillite).

Comme le décrit la marche à suivre, des ouvrages d'eau et d'égout dits « collectifs » sont des ouvrages répondant aux besoins de plus de cinq (5) unités occupées par des résidants à temps plein ou pendant quelques mois par année, ou par une entreprise industrielle ou commerciale, ou de toute autre façon jugée acceptable par le ministère.

Par conséquent, les municipalités n'ont pas d'obligation relativement aux installations répondant aux besoins d'utilisateurs dits « transitoires » (camps d'été, lieux de villégiature, hôtels, motels, etc.), puisque ceux-ci pourraient facilement quitter l'endroit en cas de défaillance des installations d'eau et d'égout.

Par contre, les municipalités ont des obligations relativement à l'exploitation et à l'entretien d'installations répondant aux besoins d'utilisateurs permanents (habitations en propriété franche, lotissements résidentiels, condominiums [y compris les condominiums à temps partagé], maisons de soins infirmiers pour personnes âgées, parcs de maisons mobiles [occupation à temps plein ou saisonnière], parcs industriels ou commerciaux comprenant plusieurs unités, etc.).

Lorsqu'une municipalité **ne peut pas être propriétaire** d'un ouvrage d'eau ou d'égout collectif, ou lorsqu'un ouvrage se trouve dans un territoire non érigé en municipalité, le promoteur doit régler la question au moment de la consultation préliminaire avec le bureau de district du ministère, c'est-à-dire avant de présenter sa demande d'approbation.

Il peut être acceptable, dans certaines situations, que le promoteur signe une entente de responsabilité avec le gouvernement local (municipalité ou régie locale des services publics) au lieu de lui céder ses droits de propriété. L'acceptabilité d'une telle entente ne peut être déterminée qu'après avoir consulté le bureau de district du ministère. Toutefois, une telle entente est habituellement acceptable en ce qui concerne des condominiums, des maisons pour personnes âgées, des parcs de maisons mobiles et des parcs industriels ou commerciaux. **Elle n'est pas acceptable, cependant, pour des lotissements résidentiels et des habitations en propriété franche.**

Dans les territoires non érigés en municipalité, le ministère ne recommande généralement pas des services d'eau et d'égout collectifs. Ceux-ci pourraient convenir, toutefois, dans des situations particulières telles que l'agrandissement d'ouvrages existants. Quoi qu'il en soit, il est toujours nécessaire pour le promoteur de remettre au ministère une garantie financière, pour que celui-ci puisse prendre possession des installations si le promoteur faisait faillite. (Pour plus de précisions sur la garantie financière, voir la ligne directrice F15.)

**Nota : Dans les territoires érigés en municipalité (un territoire que gouverne une municipalité ou une régie locale de services publics), il n'est pas acceptable de remettre une garantie financière au lieu de céder les droits de propriété d'un ouvrage à la municipalité ou de signer avec elle une entente de responsabilité.**

## **ATTÉNUATION DE LA POLLUTION ET APPROBATION**

### **F15 GARANTIE FINANCIÈRE**

La ligne directrice F15 énonce les prescriptions relatives à la garantie financière quand celle-ci est requise pour faire approuver des ouvrages d'eau et d'égout conformément à la LPE et à la LREO. Elle établit également la façon de calculer le montant de la garantie.

Le ministère exige habituellement une garantie financière des propriétaires d'installations ou d'ouvrages privés. Il prend cette mesure pour que ceux-ci respectent les conditions de leur certificat d'autorisation ou d'un arrêté, ou pour avoir accès à des fonds pour assainir ou démanteler des installations, ou bien pour assurer l'exploitation des ouvrages si leur propriétaire manquait à ses obligations.

Le ministère ne favorise généralement pas la fourniture de services d'eau et d'égout dans un territoire non érigé en municipalité où aucune entente n'a été conclue avec le ministère des Affaires municipales et du Logement relativement à la création d'un gouvernement local (municipalité ou régie locale de services publics), à l'élargissement des limites du territoire ou à l'accroissement des responsabilités d'un gouvernement local déjà sur pied, dans le but de prendre possession d'ouvrages d'eau ou d'égout, ou de conclure une entente de responsabilité avec le promoteur ou le propriétaire des ouvrages. Cela pourrait être acceptable, toutefois, dans certains cas, notamment lorsqu'il est proposé d'agrandir des ouvrages existants. **Lorsque l'implantation d'ouvrages d'eau et d'égout collectifs est jugée acceptable dans un tel territoire, le ministère exige toujours une garantie financière.**

**Nota : Lorsqu'une entente a été conclue avec le ministère des Affaires municipales et du Logement relativement à la création d'un gouvernement local, à l'élargissement des limites du territoire ou à l'élargissement des responsabilités d'un gouvernement local déjà sur pied, dans le but de prendre possession d'ouvrages d'eau ou d'égout, ou de conclure une entente de responsabilité avec le promoteur ou le propriétaire des ouvrages, le ministère pourrait exiger une garantie financière temporaire jusqu'à ce que le gouvernement local soit mis sur pied et qu'une entente appropriée ait été conclue entre le gouvernement local et le propriétaire des ouvrages.**

Une garantie financière n'est généralement pas requise pour des ouvrages répondant aux besoins des utilisateurs dits « transitoires » (camps d'été et stations de villégiature, où les personnes qui y séjournent peuvent facilement quitter les lieux en cas de défaillance des ouvrages d'eau ou d'égout), à moins que la désaffection et le démantèlement des ouvrages soient essentielles pour protéger l'environnement.

Quand elle est requise, la garantie financière doit être remise au directeur de la Direction de la planification opérationnelle et fiscale (ministère de l'Environnement), d'une façon décrite à la partie X-A, article 131, de la LPE.

## **F5 ÉPURATION REQUISE AUX STATIONS D'ÉPURATION DES EAUX D'ÉGOUT MUNICIPALES ET PRIVÉES REJETANT LEURS EFFLUENTS DANS DES EAUX DE SURFACE**

La ligne directrice F5 décrit le degré d'épuration que doivent subir les eaux d'égout épurées à des stations municipales et privées qui rejettent leurs effluents dans des eaux de surface.

Elle prescrit qu'un traitement secondaire (ou un traitement équivalent) représente le degré d'épuration requis habituellement en Ontario. Une épuration plus poussée pourrait être exigée si les eaux réceptrices sont fragiles (ce qui serait déterminé par une étude des effets possibles des effluents sur ces eaux).

## **B7 INTÉGRATION DE LA NOTION D'UTILISATION RAISONNABLE AUX ACTIVITÉS DE GESTION DES EAUX SOUTERRAINES DU MINISTÈRE**

La ligne directrice B7 sert de point de départ pour établir ce qui constitue l'utilisation raisonnable des eaux souterraines sur des propriétés adjacentes à des sources de pollution. Elle sert également à déterminer la charge polluante admissible des effluents aboutissant dans des eaux souterraines.

En ce qui concerne les ouvrages devant être approuvés conformément à la LREO, la ligne directrice s'applique à l'évacuation des effluents d'épuration par les moyens suivants : étangs d'exfiltration, irrigation par aspersion, lits de filtration et autres moyens d'élimination souterraine.

On trouvera dans la **marche à suivre B7-1 (Determination of Contaminant Limits and Attenuation Zones)** les détails techniques qui permettront de déterminer si la ligne directrice s'applique à un ouvrage donné, ainsi que les critères auxquels doit satisfaire l'ouvrage en question.

## **F6 INSTALLATION DE CONDUITES PRINCIPALES D'EAU ET D'ÉGOUT : PRESCRIPTIONS RELATIVES À LEUR ESPACEMENT**

Les conduites d'eau et d'égout, ainsi que les conduites d'eau parallèles, doivent être installées dans des tranchées distinctes, maintenant entre elles un écart horizontal d'au moins 2,5 m, sauf dans certaines circonstances bien précises ou lorsque certaines conditions sont remplies. Ces circonstances et conditions sont décrites dans la **marche à suivre F6-1 (Procedures to Govern the Separation of Sewers and Watermains)**.

## **F7 NIVEAU DE SERVICE MINIMAL DES OUVRAGES D'EAU ET D'ÉGOUT COLLECTIFS APPARTENANT À UNE MUNICIPALITÉ OU À UNE ENTITÉ PRIVÉE**

La ligne directrice F7 prescrit le niveau de service minimal associé à des ouvrages collectifs municipaux en Ontario (qualité et quantité d'eau, mode de distribution d'eau, mode de collecte des eaux d'égout, mode d'épuration des eaux d'égout et mode d'élimination des effluents d'épuration).

## **F8 ÉLIMINATION SUR PLACE DU PHOSPHORE DANS LES STATIONS MUNICIPALES, PRIVÉES ET INSTITUTIONNELLES D'ÉPURATION DES EAUX USÉES**

La ligne directrice F8 énonce les prescriptions relatives à l'implantation et à l'exploitation d'installations d'élimination du phosphore dans un bassin versant. Il est obligatoire, dans certains bassins hydrographiques de l'Ontario, de ramener la quantité totale de phosphore à 1 mg/L. (Des normes plus strictes s'appliquent parfois à certaines installations.)

Les promoteurs doivent demander à la Section du soutien technique du bureau régional du ministère quels sont les bassins hydrographiques qui sont touchés par cette règle et quelles sont les normes à observer aux points de rejets.

## **F10 ÉCHANTILLONNAGE ET ANALYSE DES EFFLUENTS AUX INSTALLATIONS D'ÉGOUT MUNICIPALES ET PRIVÉES**

Cette ligne directrice établit les normes minimales d'échantillonnage et d'analyse que doivent observer les installations d'égout municipales et privées pour qu'il soit possible d'en vérifier le rendement et de voir si elles observent les prescriptions relatives à la qualité des effluents.

Il faut noter cependant que les promoteurs doivent observer de prime abord les normes prescrites par le certificat d'autorisation conformément aux articles 52 ou 53 de la LREO, qui pourraient être plus strictes que les normes minimales prescrites par la ligne directrice F10.

## **F13 APPROBATION DE L'AGRANDISSEMENT D'INSTALLATIONS EXISTANTES ET D'INSTALLATIONS NON ENCORE APPROUVÉES**

La ligne directrice F13 se rapporte à l'agrandissement ou à la modification d'ouvrages d'eau et d'égout qui ont été construits avant la promulgation de la LREO. Il faut déterminer l'état dans lequel se trouvent les ouvrages pour que les nouvelles installations ne soient pas dégradées par des installations inacceptables ou des installations n'ayant jamais été approuvées, et pour déterminer si les anciennes installations peuvent être agrandies. Cette ligne directrice vise à garantir que l'ensemble constitué des nouvelles et des anciennes installations pourra être exploité correctement et pourra produire la quantité d'eau requise ou satisfaire aux normes relatives à la qualité des effluents d'épuration.

## **PROTECTION DES EAUX**

### **B1 GESTION DES RESSOURCES EN EAU : LIGNES DIRECTRICES ET MARCHES À SUIVRE DU MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**

La ligne directrice B1 vise à garantir l'exploitation judicieuse des ressources en eau de l'Ontario. Elle établit entre autres la charge polluante limite des effluents d'épuration aboutissant dans des eaux réceptrices, ainsi que les règles à suivre pour observer ces normes. Les normes servent à établir la charge limite de chaque polluant dans un effluent donné (objectifs nominaux et critères de non-conformité), provenant d'ouvrages d'égout pour lesquels une approbation est demandée selon l'article 53 de la LREO.

On trouvera les détails de la ligne directrice dans la **marche à suivre B1-1 (Water Management - Guidelines and Procedures of the Ministry of the Environment)**, appelée communément le « livre bleu ». Le document traite, entre autres, des aspects suivants de la gestion des ressources en eau :

#### **Gestion de la qualité des eaux de surface**

- endroits où la qualité de l'eau est supérieure aux objectifs provinciaux;
- endroits où la qualité de l'eau est inférieure aux objectifs provinciaux;
- charge polluante limite des effluents;
- substances dangereuses;
- bassins de mélange.

#### **Gestion de la quantité d'eaux de surface**

- corrélations entre la qualité et la quantité de l'eau;
- permis de prélèvement d'eau;
- protection des eaux de surface.

#### **Gestion de la qualité des eaux souterraines**

- sources de pollution réglementées;
- sources de pollution non réglementées.

#### **Gestion de la quantité d'eaux souterraines**

- permis de prélèvement d'eau;
- résolution des problèmes associés à l'utilisation de plusieurs puits;
- protection des eaux souterraines.

## **B2 GESTION DE LA QUALITÉ DES EAUX DE SURFACE : DÉROGATIONS**

La ligne directrice B2 décrit en détail les pratiques du ministère en ce qui concerne toute dérogation à la « politique 2 » (gestion de la qualité des eaux de surface) énoncée dans la ligne directrice B1 (interdiction de dégrader davantage la qualité de l'eau aux endroits où l'eau est de qualité inférieure aux objectifs provinciaux). On entend par dérogation à la « politique 2 » les situations où il est impossible d'empêcher la dégradation accrue de l'eau. La ligne directrice mentionne les situations pouvant donner lieu à une dérogation et établit la marche à suivre pour obtenir une telle dérogation.

## **B5 QUALITÉ DE L'EAU POTABLE**

Cette ligne directrice et la **marche à suivre B-5-1 (Ontario Drinking Water Standards)** (qui remplace la marche à suivre B-5-1 qui était intitulée *Ontario Drinking Water Objectives*) visent à favoriser l'observation des prescriptions de la LREO et du Règlement .../00

(protection de l'eau potable). Conformément à ces prescriptions, l'eau distribuée à la population doit être exempte d'organismes pathogènes et ne doit pas avoir une concentration dangereusement élevée de substances toxiques ou radioactives. Elle doit aussi être plaisante à boire.

Outre les normes et les objectifs qu'elle décrit relativement à la qualité de l'eau distribuée à la population, cette ligne directrice porte aussi sur ce qui suit : la protection des eaux brutes; la caractérisation des eaux brutes avant que l'on demande à faire approuver des installations de traitement de l'eau conformément à l'article 52 de la LREO; la surveillance de la qualité de l'eau potable distribuée à la population; l'obligation d'informer le ministère et le médecin hygiéniste lorsque les normes de qualité de l'eau ne sont pas observées, et l'obligation de prendre des mesures correctrices dans de telles situations; les critères sur lesquels le directeur doit se fonder lorsqu'il traite des demandes d'approbation d'installations de traitement de l'eau. La marche à suivre décrit aussi les raisons pour lesquelles le ministère impose des prescriptions relativement à la qualité de l'eau (prélèvement d'échantillons, analyse de l'eau, observation de normes et d'objectifs).

La ligne directrice est d'une telle complexité et porte sur tant de sujets qu'il est impossible d'en donner ici un sommaire. Il faut donc se reporter au document si l'on veut obtenir des renseignements sur un aspect particulier de la ligne directrice.

## **B7 INTÉGRATION DE LA NOTION DE L'UTILISATION RAISONNABLE AUX ACTIVITÉS DE GESTION DES EAUX SOUTERRAINES DU MINISTÈRE**

La ligne directrice B7 sert de point de départ pour établir ce qui constitue l'utilisation raisonnable des eaux souterraines sur des propriétés adjacentes à des sources de pollution. Elle sert également à déterminer la charge polluante admissible des effluents aboutissant dans des eaux souterraines.

En ce qui concerne les ouvrages devant être approuvés conformément à la LREO, la ligne directrice s'applique à l'évacuation des effluents d'épuration par les moyens suivants : étangs d'exfiltration, irrigation par aspersion, lits de filtration et autres moyens d'élimination souterraine.

On trouvera dans la **marche à suivre B7-1 (*Determination of Contaminant Limits and Attenuation Zones*)** les détails techniques qui permettront de déterminer si la ligne directrice s'applique à un ouvrage donné, ainsi que les critères auxquels doit satisfaire l'ouvrage en question.

### **B-13-3 CHLORATION DE L'EAU POTABLE**

Il faut observer cette ligne directrice lorsque le chlore est utilisé comme méthode de désinfection. (**Nota : La ligne directrice B-13-3 remplace le bulletin 65-W-4, intitulé *Chlorination of Potable Water Supplies, 1987.***)

Outre les prescriptions relatives à la chloration, lorsque celle-ci fait partie des méthodes utilisées pour détruire ou neutraliser les organismes pathogènes présents dans l'eau brute, la ligne directrice B-13-3 prescrit les règles à observer en ce qui concerne le maintien d'une concentration minimale de chlore résiduel dans tout le réseau de distribution d'eau. Ces règles visent à prévenir une contamination secondaire.

**Nota : Les prescriptions relatives au maintien d'une concentration minimale de chlore résiduel s'appliquent à toutes les installations de distribution d'eau, peu importe la méthode utilisée pour détruire ou neutraliser les organismes pathogènes présents dans l'eau brute. Lorsqu'on emploie à cette fin une méthode autre que la chloration, il faut doter les installations d'un appareil de chloration capable de maintenir la concentration minimale prescrite de chlore résiduel dans le réseau de distribution d'eau.**

## ANNEXE C

### MUNICIPALITÉS PARTICIPANT ACTUELLEMENT AU PROGRAMME DE TRANSFERT DES EXAMENS

Région du Sud-Ouest	Municipalité de district de Muskoka ** Ville de Barrie ** Municipalité de Chatham-Kent Ville de London ** Ville d'Orillia ** Petite ville de Bosanquet ** Canton de Moore*
Région du Centre-Ouest	Municipalité régionale de Niagara Municipalité régionale de Hamilton-Wentworth Municipalité régionale de Waterloo Municipalité régionale de Haldimand-Norfolk Ville de Brantford
Région du Centre	Municipalité régionale de Durham ** Municipalité régionale de Halton Municipalité régionale de Peel **(gestion des eaux pluviales : ville de Mississauga <b>seulement</b> ) Municipalité régionale de York ** Ville de Toronto Ville de Markham** Ville de Richmond Hill**
Région de l'Est	Municipalité régionale d'Ottawa-Carleton Ville de Kingston
Région du Nord	Municipalité régionale de Sudbury Ville de North Bay ** Ville de Sault Ste. Marie Ville de Thunder Bay Ville de Timmins

\* Égouts et conduites d'eau seulement (pas les postes de pompage)

\*\* Y compris les ouvrages de gestion des eaux pluviales (pas pour le contrôle de la qualité)

**Nota : Sauf ce qui est mentionné plus haut, les ouvrages visés par le Programme sont les suivants : conduites d'eau principales, postes de pompage-relais, égouts sanitaires et pluviaux (sauf les nouveaux déversoirs d'eau d'orage), postes de**

**pompage d'eaux d'égout et conduites d'égout principales (sauf ceux qui déchargent leurs eaux directement dans une station d'épuration).**

## ANNEXE D

### BUREAUX RÉGIONAUX, DE DISTRICT ET DE SECTEUR DU MINISTÈRE

RÉGION DU SUD-OUEST (1)	RÉGION DU CENTRE-OUEST (2)	RÉGION DU CENTRE (3)
<b>Bureau régional de London</b> 659, chemin Exeter, 2 <sup>e</sup> étage London (Ontario) N6E 1L3 Tél. : (519) 873-5000 1-800-265-7672 (ind. régional 519) Fax : (519) 873-5020	<b>Bureau régional de Hamilton</b> 119, rue King Ouest, 12 <sup>e</sup> étage Hamilton (Ontario) L8P 4Y7 Tél. : (905) 521-7640 1-800-668-4557 Fax : (905) 521-7820	<b>Bureau régional de Toronto</b> 5775, rue Yonge, 8 <sup>e</sup> étage North York (Ontario) M2M 4J1 Tél. : (416) 326-6700 1-800-810-8048 Fax : (416) 325-6346
<b>Bureau du district de London</b> 659, chemin Exeter, 2 <sup>e</sup> étage London (Ontario) N6E 1L3 Tél. : (519) 873-5000 1 800 265-7672 (ind. régional 519) Fax : (519) 873-5020	<b>Bureau du district de Hamilton</b> 119, rue King Ouest, 12 <sup>e</sup> étage Hamilton (Ontario) L8P 4Y7 Tél. : (905) 521-7650 1-800-668-4557 Fax : (905) 521-7806	<b>Bureau du district de Toronto</b> 5775, rue Yonge, 8 <sup>e</sup> étage North York (Ontario) M2M 4J1 Tél. : (416) 326-6700 1-800-810-8048 Fax : (416) 325-6346
<b>Bureau du district de Sarnia</b> 1094, chemin London Sarnia (Ontario) N7S 1P1 Tél. : (519) 336-4030 1-800-387-7784 Fax : (519) 336-4280	<b>Bureau du district de Guelph</b> 1, chemin Stone Ouest, 4 <sup>e</sup> étage Guelph (Ontario) N1G 4Y2 Tél. : (519) 826-4255 1-800-265-8658 Fax : (519) 826-4286	<b>Bureau du district de Halton-Peel</b> 1182, boul. North Shore Est Burlington (Ontario) L7R 3Z9 Tél. : (905) 637-4150 1-800-335-5906 Fax : (905) 637-4175
<b>Bureau du secteur de Windsor</b> 250, av. Windsor, 6 <sup>e</sup> étage Windsor (Ontario) N9A 6V9 Tél. : (519) 254-2546 1-800-387-8826 Fax : (519) 254-5894	<b>Bureau du district de Niagara</b> 301, rue St. Paul, 9 <sup>e</sup> étage, bureau 15 St. Catharines (Ontario) L2R 3M8 Tél. : (905) 704-3900 1 800 263-1035 (ind. régionaux 905 et 519) Fax : (905) 704-4015	<b>Bureau du district de York-Durham</b> 230, chemin Westney Sud, 5 <sup>e</sup> étage Ajax (Ontario) L1S 7J5 Tél. : (905) 427-5600 1-800-376-4547 Fax : (905) 427-5602
<b>Bureau du district de Barrie</b> 54, chemin Cedar Pointe, bureau 1203 Barrie (Ontario) L4N 5R7 Tél. : (705) 739-6441 1-800-890-8511 Fax : (705) 739-6440 (secteur de Muskoka y compris)		
<b>Bureau du secteur d'Owen Sound</b> 1580, 20 <sup>e</sup> rue Est Owen Sound (Ontario) N4K 6H6 Tél. : (519) 371-2901 1-800-265-3783 Fax : (519) 371-2905		

<b>RÉGION DE L'EST</b>	(4)	<b>RÉGION DU NORD</b>	(5)
<b>Bureau régional de Kingston</b> 133, av. Dalton, C.P. 820 Kingston (Ontario) K7L 4X6 Tél. : (613) 549-4000 1-800-267-0974 Fax : (613) 548-6908		<b>Bureau régional de Thunder Bay</b> 435, rue James Sud, 3 <sup>e</sup> étage, bureau 331 Thunder Bay (Ontario) P7E 6S7 Tél. : (807) 475-1205 1-800-875-7772 (ind. régionaux 705 et 807) Fax : (807) 475-1754	
<b>Bureau du district de Kingston</b> 133, av. Dalton, C.P. 820 Kingston (Ontario) K7L 4X6 Tél. : (613) 548-4000 1-800-267-0974 Fax : (613) 548-6908		<b>Bureau du district de Thunder Bay</b> 435, rue James Sud, 3 <sup>e</sup> étage, bureau 331 Thunder Bay (Ontario) P7E 6S7 Tél. : (807) 475-1315 1-800-875-7772 (ind. 705 et 807) Fax : (807) 473-3160	<b>Bureau du district de Timmins</b> Complexe du gouvernement de l'Ontario Route 101 Est, sac postal 3080 Porcupine-Sud (Ontario) P0N 1H0 Tél. : (705) 235-1500 1-800-380-6615 (ind. régionaux 705 et 807) Fax : (705) 235-1520
<b>Bureau du secteur de Cornwall</b> 113, rue Amelia, 2 <sup>e</sup> étage Cornwall (Ontario) K6H 3P1 Tél. : (613) 933-7402 1-800-860-2760 Fax : (613) 933-6402		<b>Bureau du secteur de Kenora</b> 808, rue Robertson, C.P. 5150 Kenora (Ontario) P9N 3X9 Tél. : (807) 468-2718 1-888-367-7622 (ind. régional 807) Fax : (807) 468-2735	<b>Bureau du secteur de North Bay</b> 447, avenue McKeown, bureau 103 North Bay (Ontario) P1B 9S9 Tél. : (705) 497-6865 1-800-609-5553 Fax : (705) 497-6866 (secteur de Parry Sound y compris)
<b>Bureau du district de Peterborough</b> Robinson Place 300, rue Water, tour Sud, 2 <sup>e</sup> étage Peterborough (Ontario) K9J 8M5 Tél. : (705) 755-4300 1-800-558-0595 Fax : (705) 755-4321 (secteur de Haliburton y compris)		<b>Bureau du district de Sudbury</b> 199, rue Larch, bureau 1101 Sudbury (Ontario) P3E 5P9 Tél. : (705) 564-3237 1-800-890-8516 Fax : (705) 564-4180	
<b>Bureau du secteur de Belleville</b> 470, rue Dundas Est Belleville (Ontario) K8N 1G1 Tél. : (613) 962-9208 1-800-860-2763 Fax : (613) 962-6809		<b>Bureau du secteur de Sault Ste. Marie</b> 70 Foster Drive, bureau 610 Sault Ste. Marie (Ontario) P6A 6V4 Tél. : (705) 541-2170 1-800-965-9990 (ind. 705 et 807) Fax : (705) 541-2171	
<b>Bureau du district d'Ottawa</b> 2435 Holly Lane Ottawa (Ontario) K1V 7P2 Tél. : (613) 521-3450 1-800-860-2195 Fax : (613) 521-5437 (secteur de Pembroke y compris)			

## ANNEXE E

### **RELEVÉ DES COÛTS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D'APPROBATION (OUVRAGES D'EAU)**

<b>RELEVÉ DES COÛTS VISÉS À L'ARTICLE 52 DE LA LREO</b>		
CATÉGORIE	GENRE DE DEMANDE	COÛT
<b>APPROBATION (nouveaux ouvrages et équipements)</b>		
<b>COÛT TOTAL = 1 (toujours) + ( total d'une des catégories 2 ,3,4, 5 et 6 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles) + 7 (s'il y a lieu)</b>		
1	Traitement des demandes (nouveaux ouvrages et équipements).	200 \$
2	Nouvel ouvrage de prise d'eau (eaux de surface ou souterraines), conjugué à un traitement autre que par désinfection, ou accroissement du volume d'eau puisé par un ouvrage existant (eaux de surface ou souterraines), conjugué à un traitement autre que par désinfection.	5 000 \$, si le débit nominal ne dépasse pas 4 550 mètres cubes par jour
3	Nouvel ouvrage de prise d'eau (eaux de surface ou souterraines), conjugué à un traitement autre que par désinfection, ou accroissement du volume d'eau puisé par un ouvrage existant (eaux de surface ou souterraines), conjugué à un traitement autre que par désinfection.	10 000 \$, si le débit nominal dépasse 4 550 mètres cubes par jour
4	Ouvrage de prise d'eau (eaux souterraines) et de distribution d'eau, n'étant pas conjugué à un traitement autre que par désinfection.	2 000 \$
5	Conduites d'eau principales et ouvrages connexes, y compris des bouches d'incendie.	1 000 \$
6	Postes de pompage à haute pression et postes de pompage-relais, bassins et réservoirs aériens.	2 000 \$
7	Examen des études hydrogéologiques.	3 000 \$
<b>MODIFICATIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF</b>		
8	Modifications d'ordre administratif (pas d'examen de nature technique).	100 \$
100	Modifications requises en raison d'une condition associée à une approbation en vigueur.	0
<b>MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE</b>		
<b>COÛT TOTAL = 1 (toujours) +(total des catégories 9 ,10 et 11 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles) + 7 (s'il y a lieu)</b>		
1	Traitement des demandes (toutes les modifications, sauf celles d'ordre administratif).	200 \$

## RELEVÉ DES COÛTS VISÉS À L'ARTICLE 52 DE LA LREO

CATÉGORIE	GENRE DE DEMANDE	COÛT
9	<p>A. Modernisation d'une station de traitement, y compris l'ajout de nouveaux traitements (coagulation-flocculation chimique, sédimentation, filtration par matériaux granulaires, filtration sur membrane, adsorption de contaminants, désinfection, etc.), à une station de distribution d'eau qui existe déjà ou à de nouvelles installations d'épuration et d'élimination des effluents issus des procédés de traitement, l'ajout ou le remplacement de modules de traitement et la modification, l'agrandissement ou le remplacement d'ouvrages de prise d'eau.</p> <p>OU</p> <p>B. Modification d'un procédé de traitement, y compris la modification, l'agrandissement ou le remplacement d'un ouvrage de pompage, d'un ouvrage de stockage de produits chimiques ou d'un injecteur de produits chimiques (p. ex., remplacement d'un matériau de filtration chimique ou d'un appareil de production d'énergie de secours) et l'ajout de modules de traitement par un procédé chimique.</p>	3 000 \$
10	Si la demande a trait à la modification ou au remplacement d'un puits, y compris l'ajout d'un puits de réserve et des installations de désinfection ou de surveillance des procédés de désinfection.	1 200 \$
11	Tout autre genre de demande.	600 \$
7	Examen des études hydrogéologiques.	3 000 \$
100	Modification requise en raison d'une condition associée à une approbation en vigueur.	0

## RÉVOCATIONS

12	Révocation d'ordre administratif (pas d'examen d'ordre technique).	0
200	Révocation requise en raison d'une condition associée à une approbation en vigueur.	0
500	Si un examen d'ordre technique est requis pour traiter la demande de révocation, les coûts applicables sont mentionnés plus haut : <b>APPROBATION (nouveaux ouvrages et équipements), COÛT TOTAL = 1 (toujours) + (total d'une des catégories 2, 3, 4, 5 et 6 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles) + 7 (s'il y a lieu).</b>	Ainsi qu'ils sont calculés

## ANNEXE F

### RELEVÉ DES COÛTS ASSOCIÉS AUX DEMANDES D'APPROBATION (OUVRAGES D'ÉGOUT)

RELEVÉ DES COÛTS VISÉS À L'ARTICLE 53 DE LA LREO		
CATÉGORIE	GENRE DE DEMANDE	COÛT
<b>APPROBATION (nouveaux ouvrages ou équipements)</b>		
COÛT TOTAL =	1 (toujours) + (total des catégories de 2 à 12 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles) + (total des catégories 13, 14 et 15 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles, s'il y a lieu) + 16 (coût lié à la tenue d'une audience, s'il y a lieu)	
1	Traitement des demandes se rapportant à de nouveaux ouvrages ou équipements.	200 \$
2	Ouvrages municipaux ou privés servant à épurer ou à éliminer des eaux d'égout, y compris les étangs de stabilisation ou les stations d'épuration, y compris l'agrandissement, le reclassement ou la modernisation d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	5 000 \$, si le débit maximum nominal ne dépasse pas 4 550 m <sup>3</sup> par jour
3	Ouvrages municipaux ou privés servant à épurer ou à éliminer des eaux d'égout, y compris les étangs de stabilisation, les stations d'épuration, y compris l'agrandissement, le reclassement ou la modernisation d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	10 000 \$, si le débit maximum nominal dépasse 4 550 m <sup>3</sup> par jour
4	Ouvrages devant diminuer le débit de crête ou le volume d'eaux de ruissellement, ou conçus pour gérer la qualité des eaux de ruissellement (bassins de retenue, réservoirs souterrains, égouts de très grandes dimensions, réservoirs de toit, réservoirs de parcs de stationnement, déshuileurs, dessableurs, ouvrages de régulation du débit, puits d'infiltration, égouts perforés, tranchées, exutoires, etc.), y compris l'agrandissement d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	2 000 \$
5	Ouvrages d'épuration et d'évacuation du lixiviat, y compris l'agrandissement d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	6 000 \$
6	Ouvrages d'évacuation souterraine, y compris l'agrandissement d'ouvrages existants se traduisant par une augmentation du débit nominal de ceux-ci.	600 \$, si le débit nominal ne dépasse pas 15 m <sup>3</sup> par jour
7	Ouvrages d'évacuation souterraine, y compris l'agrandissement d'ouvrages existants se traduisant par une augmentation du débit nominal de ceux-ci.	1 500 \$, si le débit nominal est supérieur à 15 m <sup>3</sup> par jour, mais ne dépasse pas 50 m <sup>3</sup> par jour
8	Ouvrages d'évacuation souterraine, y compris l'agrandissement d'ouvrages existants se traduisant par une augmentation du débit nominal de ceux-ci.	3 000 \$, si le débit nominal dépasse 50 m <sup>3</sup> par jour

## RELEVÉ DES COÛTS VISÉS À L'ARTICLE 53 DE LA LREO

CATÉGORIE	GENRE DE DEMANDE	COÛT
9	Installations d'épuration et d'évacuation d'eaux de procédé industrielles, dont les eaux de refroidissement par contact, y compris l agrandissement d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	6 000 \$
10	Installations d'évacuation d'eaux usées issues d'un procédé de refroidissement industriel sans contact, y compris l agrandissement d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	1 000 \$
11	Égouts pluviaux et séparatifs, et ouvrages connexes, y compris l agrandissement d'égouts existants.	900 \$
12	Postes de pompage (eaux pluviales et eaux d'égout), conduites principales et réservoirs de retenue ou égouts de très grandes dimensions, y compris l agrandissement d'installations existantes se traduisant par une augmentation du débit nominal de celles-ci.	1 800 \$
13	Examen des études hydrogéologiques.	3 000 \$
14	Examen des critères de qualité de l effluent (gestion des eaux pluviales, gestion des eaux de refroidissement ou installations de biorestauration des sols).	1 400 \$
15	Examen des critères de qualité de l effluent (station municipale ou privée d'épuration des eaux usées industrielles ou du lixiviat).	6 000 \$
16	Audience.	18 000 \$

### MODIFICATIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF

17	Modifications d'ordre administratif (pas d'examen technique).	100 \$
100	Modifications requises en raison d'une condition associée à une approbation en vigueur.	0

### MODIFICATIONS D'ORDRE TECHNIQUE

<b>COÛT TOTAL = 1 (toujours) + (total des catégories 18, 19 et 20 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles) + (total des catégories 13, 14 et 15 ou de l'une quelconque des combinaisons possibles, s'il y a lieu) + 16 (coût lié à la tenue d'audiences, s'il y a lieu)</b>		
1	Traitements des demandes (toutes les modifications, sauf celles d'ordre administratif).	200 \$
18	Demandes relatives à la modification d'un certificat d'autorisation d'une station d'épuration dans le but d'y ajouter de nouveaux ouvrages qui n'en augmenteraient pas le débit nominal, y compris de nouveaux ouvrages d'épuration tertiaire, de nouveaux ouvrages d'épuration et d'évacuation des effluents d'épuration, de nouveaux ouvrages remplaçant des ouvrages dégradés et la construction, la modification, l agrandissement ou le remplacement d'un exutoire.	3 600 \$

## RELEVÉ DES COÛTS VISÉS À L'ARTICLE 53 DE LA LREO

CATÉGORIE	GENRE DE DEMANDE	COÛT
19	<p>Demandes relatives à la modification, à l agrandissement ou au remplacement de matériel ou de procédés d épuration ne comprenant pas l ajout de nouveaux ouvrages, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>A. la modification, l agrandissement ou le remplacement d un poste de pompage, d un ouvrage d aération, d un ouvrage de stockage de produits chimiques, d un injecteur de produits chimiques, d un matériau de filtration ou d un système de production d énergie de secours;</li> <li>B. l ajout de modules d épuration chimique;</li> <li>C. l installation de dispositifs de lutte contre les odeurs.</li> </ul>	1 800 \$
20	Toute autre demande.	600 \$
13	Examen des études hydrogéologiques.	3 000 \$
14	Examen des critères de qualité de l effluent (installations de gestion des eaux pluviales ou installations d assainissement des eaux de refroidissement ou des sols).	1 400 \$
15	Examen des critères de qualité de l effluent (station municipale ou privée d épuration des eaux d égout, des eaux de procédé industrielles ou du lixiviat).	6 000 \$
16	Audience.	18 000 \$
100	Modifications requises en raison d une condition associée à une approbation en vigueur.	0

### RÉVOCATIONS

21	Révocations d ordre administratif (pas d examen technique).	0
200	Révocation requise en raison d une condition associée à une approbation en vigueur.	0

Si un examen d ordre technique est requis pour traiter la demande de révocation, les coûts applicables sont mentionnés plus haut :

**APPROBATION (nouveaux ouvrages et équipements), COÛT TOTAL = 1 (toujours) + ( total d'une des catégories de 2 à 12) + (total de l'une quelconque des combinaisons 13, 14 et 15, s'il y a lieu) = 16 (audience, s'il y a lieu).**